



# Groupe BPCE

## Rapport d'analyse sur la situation économique et financière au 31.12.2020 et ses perspectives

### Tome 1

#### SECAFI

Société d'expertise comptable inscrite  
au Tableau de l'Ordre de la région Aquitaine  
Cabinet agréé par le Ministère du Travail,  
habilité IPRP et membre de la FIRPS

Direction régionale Grand Ouest / Bureau de Bordeaux  
52 quai de Paludate  
33088 Bordeaux cedex  
Tél 05 57 22 45 00

SAS au capital de 4 029 880 €  
312 938 483 RCS Paris  
Numéro d'identification intracommunautaire  
FR 88 312 938 483

Le présent rapport rend compte de la mission que nous a confiée le Comité de Groupe BPCE.

Dans le cadre de notre mission, nous avons eu des entretiens avec Mesdames BRICKER, CHATIN-FLAMANT, CLAVIE, FABRESSE, HALBERSTADT, JACGLIN, KOUASSI, MEYER FORRLER, RUDLOFF, TOULZA-LEBASNIER et Messieurs BALERNA, BROUSSARD, CHASSAING, CREPEL, DELMON, FACON, FOUCRY, GRASSET, IBRY, LOUIS, MAGNIN, PETIT, TILLOY, TRANKIEM, TYRODE, VIBOUD.

Outre les signataires du présent rapport, Mesdames Victoire CADORET et Charlotte PARIAUD ainsi que Messieurs Hugo MEBREK et Guillaume NOUVEL ont également participé à la réalisation de cette mission.

Nous vous remercions de votre confiance et nous nous tenons à votre disposition pour vous fournir toutes explications complémentaires ou pour approfondir avec vous les réflexions que vous estimeriez nécessaires à l'appréciation de la situation de l'entreprise.

Fait à Bordeaux, le 23 juin 2021

Geneviève ROUSSELET

Pierre PRANEUF



<b>Partie 1 – Les comptes consolidés, structure financière et résultats du Groupe</b>	<b>page 4</b>
1-1 Le secteur bancaire français	page 5
1-2 Organigramme et faits marquants de l'exercice	page 10
1-3 Les résultats consolidés	page 16
1-4 Focus sur le pôle « Hors Métiers »	page 43
1-5 Les premières tendances de résultats 2021	page 45
1-6 Le bilan consolidé Principaux éléments	page 52
<b>Partie 2 – Solvabilité du Groupe BPCE</b>	<b>page 60</b>
<b>Partie 3 – Liquidité du Groupe BPCE</b>	<b>page 78</b>
<b>Partie 4 – L'Organe Central – BPCE SA</b>	<b>page 88</b>
4-1 Zoom Nouvelle Equation Financière	page 89
4-2 Bilan et équilibres financiers	page 97
4-3 Résultats de l'Organe Central	page 106
4-4 Valorisation de BPCE SA	page 118
<b>Partie 5 – Point sur les PGE</b>	<b>page 128</b>





# Partie 1 – Les comptes consolidés, structure financière et résultats du Groupe

---



# Partie 1 – Les comptes consolidés, structure financière et résultats du Groupe

---

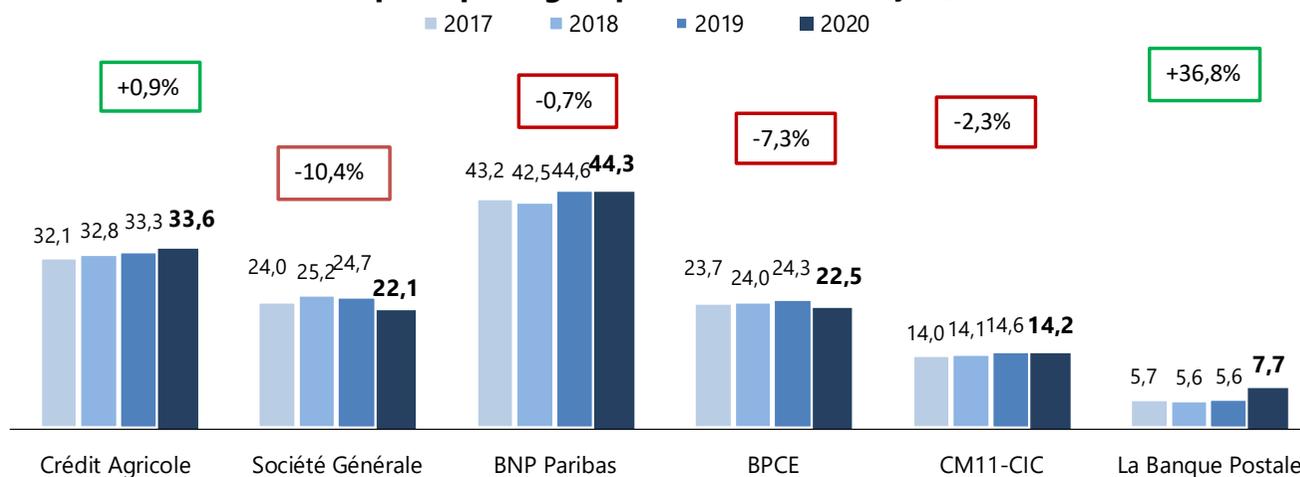
## 1-1 Le secteur bancaire français

# 1-1 Résistance du PNB des Groupes bancaires français

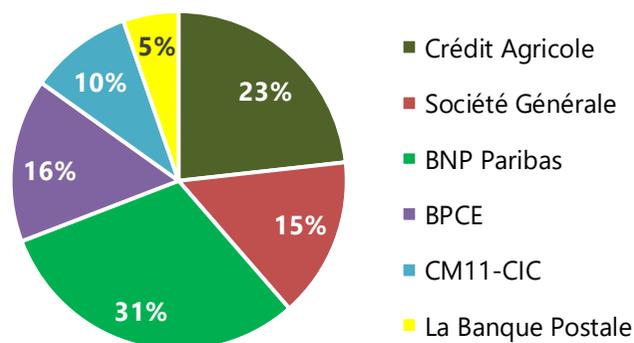
**Groupes bancaires  
(tous métiers)**

**PNB : -1,8 %**

PNB des principaux groupes bancaires français, en Md€



Répartition du PNB par groupe en 2020



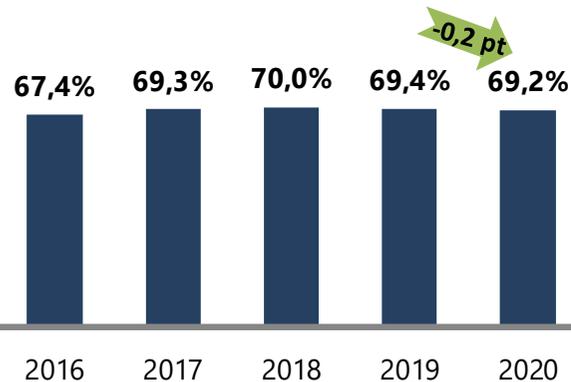
# 1-1 Évolution du CoEX de 6 Groupes bancaires français

Un coefficient d'exploitation global qui ressortirait à moins de 70 %, relativement stable, la crise sanitaire ayant créé des allègements de charges significatifs en 2020

Tendance nationale

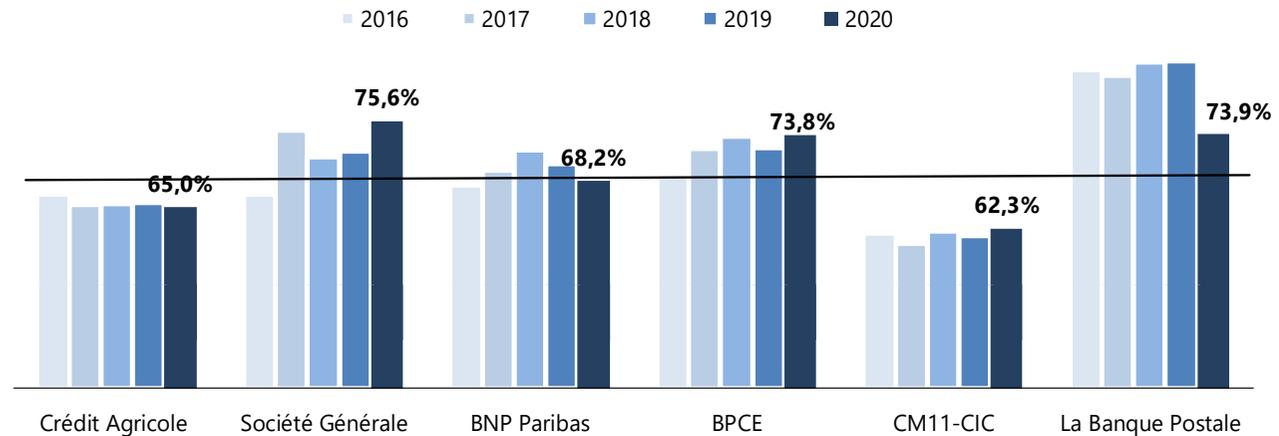
CoEX cumulé :  
**69,2 %**

## Coefficient d'exploitation

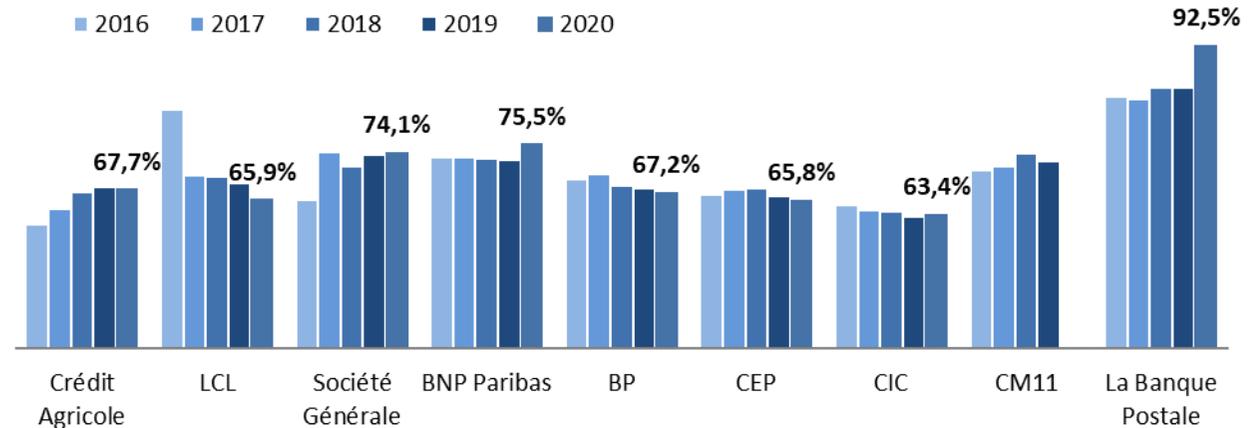


Échantillon retenu : Crédit Agricole, Société Générale, BNP Paribas, BPCE, CM11-CIC, La Banque Postale

## Coefficient d'exploitation des principaux groupes bancaires français



## Coefficients d'exploitation des réseaux de banque de détail en France



# 1-1 Le coût du risque de 6 grands Groupes bancaires français

Bien qu'en rebond, la charge de risque demeure extrêmement limitée dans un contexte de crise économique et a permis de sécuriser la montée à venir des risques

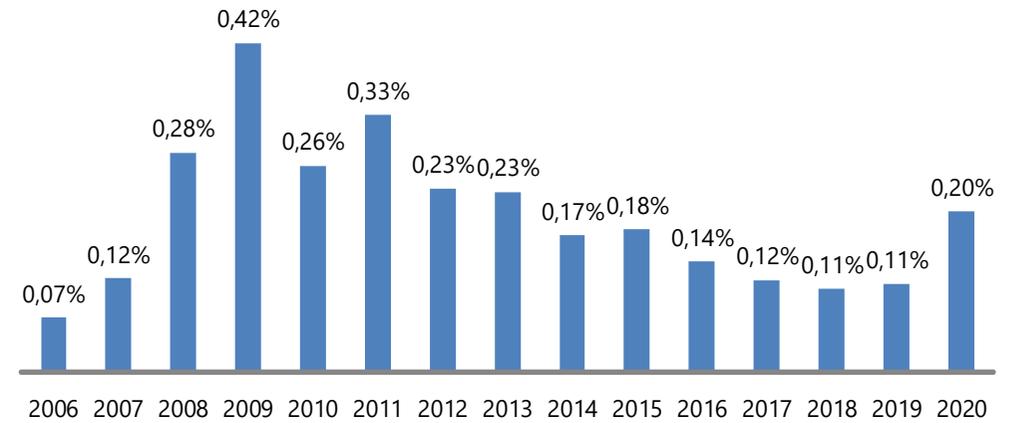
Tendance nationale

Coût du risque :  
x2,1

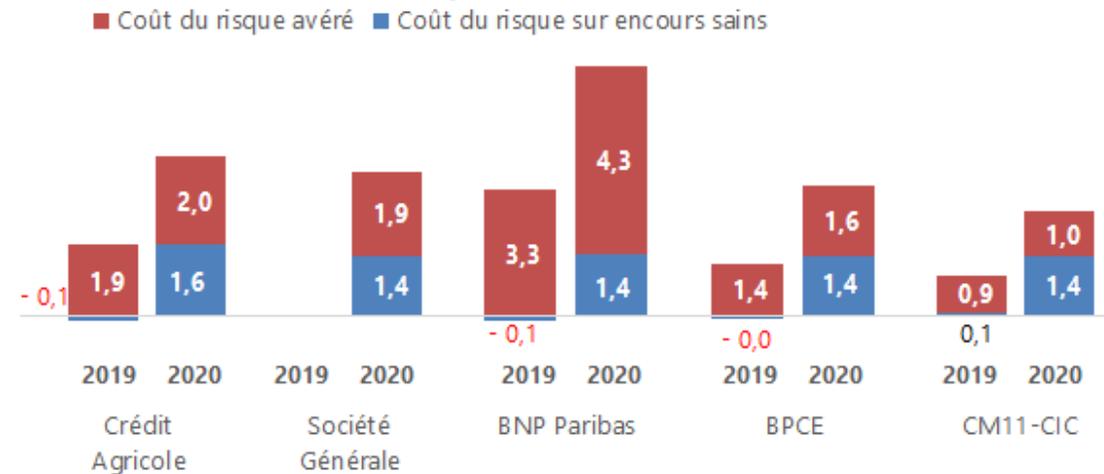
Coût du risque, en Mds€



Coût du risque rapporté au total de bilan



Evolution du coût du risque (en Md€)



Échantillon retenu : Crédit Agricole, Société Générale, BNP Paribas, BPCE, CM11-CIC, La Banque Postale

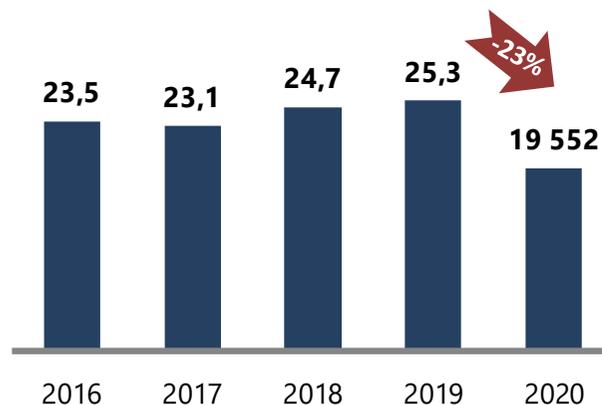
# 1-1 Évolution du résultat net de 6 Groupes bancaires français

## Un impact global en résultat net de 22,6 %

Tendance nationale

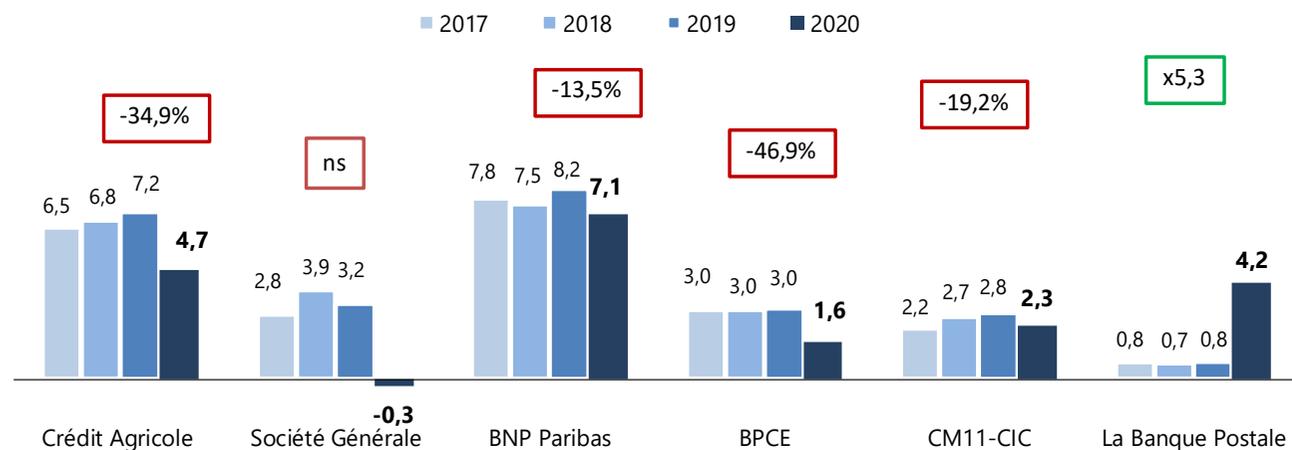
Résultat net :  
-22,6 %

Résultat Net, en Mds€

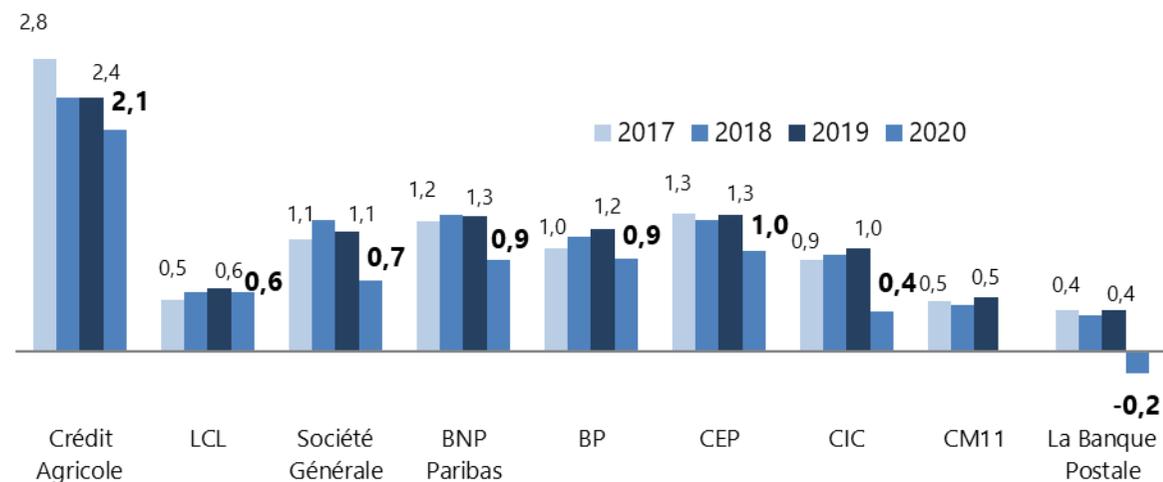


Échantillon retenu : Crédit Agricole, Société Générale, BNP Paribas, BPCE, CM11-CIC, La Banque Postale

RN des principaux groupes bancaires français, en Md€



Evolution du RN de la banque de détail en France (Md€)

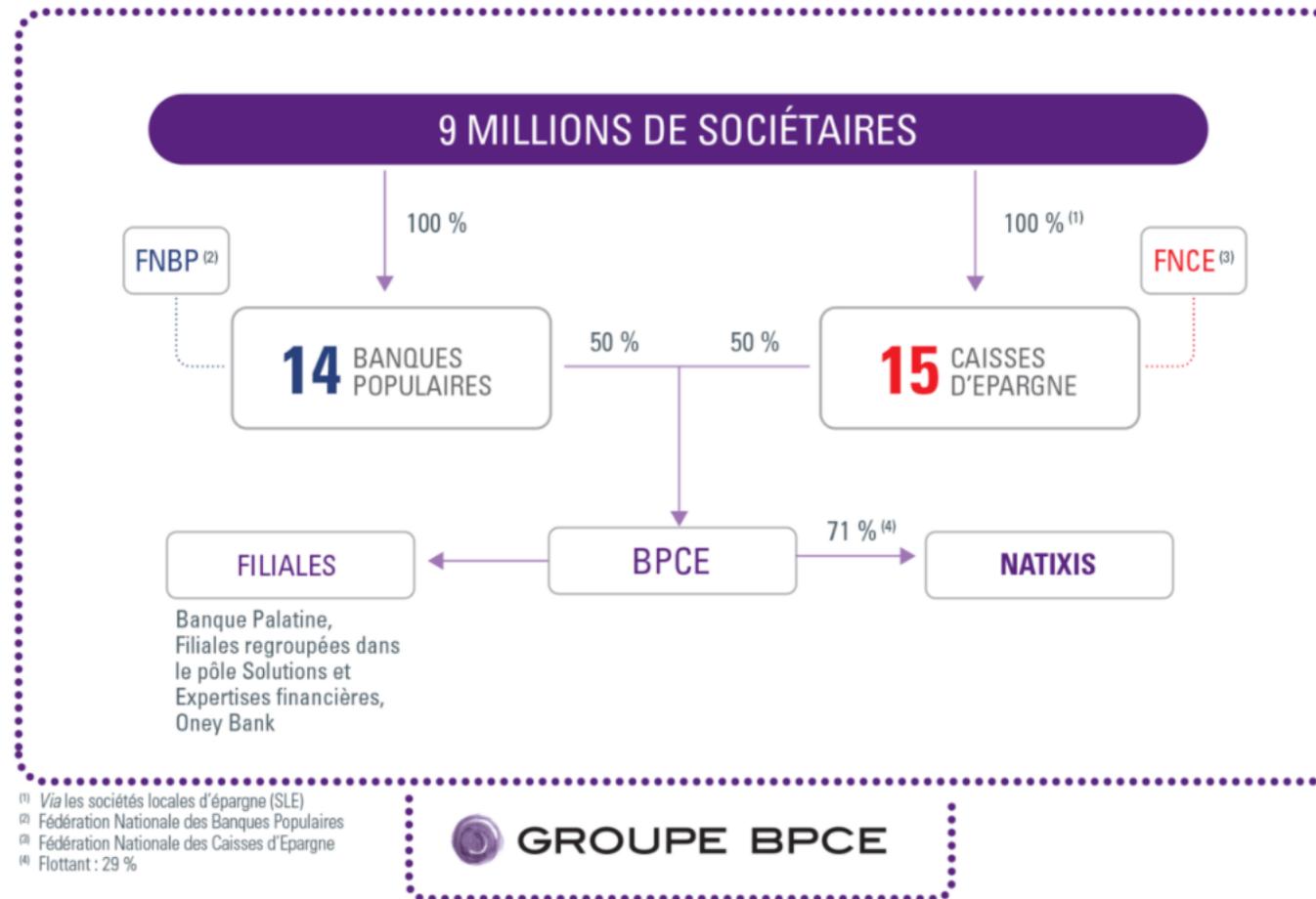


# Partie 1 – Les comptes consolidés, structure financière et résultats du Groupe

---

1-2 Organigramme et faits marquants de l'exercice

# 1-2 Organigramme du Groupe BPCE au 31 décembre 2020



Source : rapport annuel



# 1-2 Faits marquants et évolutions du périmètre de consolidation

► Pour l'exercice 2020, notons les modifications de périmètres suivantes :

## Perte de contrôle

Cession de 29,5 % du capital de Coface.  
Consolidation de la participation résiduelle (12,7 %) selon la méthode de mise en équivalence depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2020.

## Variation du pourcentage de détention dans Natixis

Passage du taux d'intérêt du Groupe BPCE dans Natixis de 70,68% (au 31 décembre 2019) à 70,66% au 31 décembre 2020.

## Fusion et transferts de patrimoine

- Le 14 décembre 2020, absorption de Holassure par BPCE SA. De fait, le Groupe BPCE est devenu actionnaire direct de la CNP.
- Fusion-absorption : de Fipromer par Ingepar, SA Baltiq par COFIBRED, SCI Ecureuil du Plan Sarrain par CECAZ, d'Oney Service, Oney Invest, FR FNP et NAT SEC par Oney Bank et ID Expert par Oney Trust.

## Entrées de périmètre

- Création de l'entité Loomis Sayles Operating Services LLC chez Natixis au T2 2020. L'objet de cette structure est le support opérationnel des activités de gestion d'actifs.
- Au T3 2020, consolidation de Loire Centre Immo au sein de la Caisse d'Épargne Loire-Centre.
- Au T3 2020, consolidation de Val de France Transactions dans BP Val de France.
- Au T4 2020, consolidation des entités suivantes : SAS Foncière BFCA, SAS Sud croissance, Oney GmbH, CE développement II et Teora.
- Dans le cadre de la gestion d'un nouveau fonds immobilier aux Etats-Unis, création au T4 2020 de l'entité Seaport Strategic Property Program I Co-Investors LLC par AEW Capital Management. Pour information, cette entité est détenue à 100% par AEW Capital Management.

## Sorties de périmètre

- Cession d'Oney Bank Russie au T4 2020.
- Cession de FIDOR Solutions AG au 31/12/2020.
- Liquidation de LuxEquip Bail SA, filiale de crédit-bail dans le périmètre de la BP ALC, d'Oney China et FIDEPPP.
- Dissolution de Sopassure en prévision de la constitution du nouveau pôle public de bancassurance comprenant CNP Assurances et la Banque Postale. Cette dissolution n'impacte pas le taux de détention du Groupe BPCE dans CNP Assurance.
- Déconsolidation des entités suivantes : Société d'Exploitation MAB, fonds Themactifs Meta Fund, fonds Thematics AI and Robotics Fund, fond Sélection Protection 85, SCI Marcel Paul Ecureuil, SCI Noyelles et SCI Lavoisier Ecureuil.

# 1-2 Faits marquants et évolutions du périmètre de consolidation

## ► Cession du contrôle sur le groupe Coface :

- ▶ En février 2020, signature d'un **contrat de cession** avec Arch Capital Group portant sur **29,5 % du capital** et des droits de vote pour un prix unitaire par action de 10,7 euros, révisé en août 2020 à 9,95 euros, induisant une **moins-value de 146 M€**.
  - ▶ Dans l'attente des autorisations des autorités de la concurrence et réglementaires compétentes (obtenues en février 2021), la quote-part de capital de 29,5 % est présentée sur une ligne distincte au bilan « Actifs non courants destinés à être cédés » pour 446 M€.
- ▶ Du fait de cette opération, BPCE cesse de consolider dès février 2020 la Coface par intégration globale, la **participation résiduelle de 12,7 % étant consolidée par mise en équivalence**, à compter du 01/01/20 (par souci de simplification). La valeur de mise en équivalence de la participation résiduelle s'élève à **159 M€ au 31/12/2020**, après constatation d'une **dépréciation de 57 M€ sur la base du cours de bourse de Coface (8,21 euros)**, comptabilisée en Quote-Part dans le résultat des entreprises MEE.

## ► Cession de Fidor Solutions et projet de cession de Fidor Bank :

- ▶ Au 30/06/2020, tous les actifs et passifs de **Fidor Bank et Fidor Solutions** ont été reclassés en actifs et passifs non courants destinés à être cédés au bilan. Ces actifs ont été valorisés au plus faible de leur valeur comptable et de leur juste valeur nette des coûts de cession, ce qui a entraîné la comptabilisation d'une **moins-value de cession estimée à - 141 M€** (en gains ou pertes sur autres actifs), dont :
  - ▶ 112 M€ relatifs aux pertes enregistrées sur le 1<sup>er</sup> semestre et une provision pour charges,
  - ▶ 29 M€ représentant la mise à zéro de la valeur de la participation..
- ▶ Le 3/08/2020, le Groupe BPCE a annoncé entrer en négociation avec Ripplewood Advisors LLC pour la cession de Fidor Bank, le closing étant prévu sur le 1<sup>er</sup> semestre 2021, après obtention des autorisations réglementaires.
- ▶ Le 31/12/2020, le Groupe BPCE a finalisé la cession de sa filiale Fidor Solutions auprès de Sopra Banking Software, sans impact complémentaire sur le résultat.

# 1-2 Faits marquants et évolutions du périmètre de consolidation

## ▶ Cession de H2O :

- ▶ Suite aux discussions avec les fondateurs de H2O, un protocole d'accord a été signé le 29/01/2021. L'opération est soumise à l'approbation des autorités réglementaires. Il porte sur :
  - ▶ La **cession de la participation de Natixis IM dans H2O, soit 50,01 %** du capital, pour un montant de **41 M€**, auquel s'ajoutera, le cas échéant, le versement d'un complément de prix payable sur une durée de 4 ans. Cette cession induit une **moins-value de cession attendue de 56 M€**.
  - ▶ La **souscription par Natixis IM d'actions de préférence sans droit de vote représentant 20 % du capital de H2O pour 0,5 M€**. Ces actions de préférence seront **rachetées par H2O le 31/12/2022 pour 1 euro**.
  - ▶ La **constitution d'un compte sous séquestre** qui pourra être utilisé pour le règlement des réclamations clients imputables aux éventuelles fautes de gestion de H2O, qui sera **doté de 100 M€ au départ** et sera ensuite abondé.
  - ▶ La reprise ordonnée de la distribution par la société de gestion sur une période de transition jusqu'à fin 2021.
- ▶ Au 31/12/2020 :
  - ▶ Les actifs et passifs de H2O sont classés en actifs et passifs détenus en vue de la vente, après une **constatation de perte de valeur de 34 M€ sur les fonds Deep Value**,
  - ▶ Une **provision complémentaire de 56 M€** a été comptabilisée en vue de la moins-value de cession attendue.
    - Après reprise de la provision passée par NIM en 2019 en couverture des risques H2O et après prise en compte des coûts connexes, l'impact de cette provision est de 51 M€ sur le résultat net de Natixis.
  - ▶ Ces **éléments sont regroupés sur la ligne « Gains ou pertes sur autres actifs »**.



# 1-2 Faits marquants et évolutions du périmètre de consolidation

## ▶ Partenariat Natixis et la Banque Postale :

- ▶ Les activités de gestion de taux et assurantielles de Natixis Investment Managers et de La Banque Postale AM se sont rapprochées au quatrième trimestre 2020.
- ▶ L'opération a été réalisée par apport des activités de LBP AM à Ostrum. Préalablement à cet apport, les activités d'Ostrum sans rapport avec la gestion de taux et assurantielle avaient été transférées à d'autres sociétés du groupe Natixis IM.
- ▶ A la suite de cet apport, Natixis conserve 55 % du capital d'Ostrum et LBP AM en détient 45 %.
- ▶ Comptablement, cette opération se traduit par :
  - ▶ La prise de contrôle de l'entité LBP AM, générant un écart d'acquisition de 52 M€,
  - ▶ Une diminution du pourcentage de contrôle de Natixis dans Ostrum, sans perte de contrôle (Ostrum est toujours consolidé par intégration globale) ; cette évolution se traduit par la comptabilisation de + 9 M€ en capitaux propres part du Groupe aux bornes du Groupe BPCE.
- ▶ Enfin, LBP AM dispose d'une promesse d'achat consentie par Natixis sur la totalité des titres qu'elle détient, ce qui se traduit par la constatation d'une dette de 80 M€ au 31/12/2020, en contrepartie des capitaux propres – part du Groupe et intérêts minoritaires (respectivement – 12 M€ et – 68 M€).

## ▶ Fusion entre Holassure et BPCE :

- ▶ Holassure, filiale à 100 % de BPCE qui détenait la participation de 16,11 % de la CNP, a fusionné avec BPCE le 28 décembre 2020. BPCE détient ainsi les titres CNP en direct. Cette opération n'a aucune incidence sur les comptes consolidés et sur les comptes de BPCE SA.

# Partie 1 – Les comptes consolidés, structure financière et résultats du Groupe

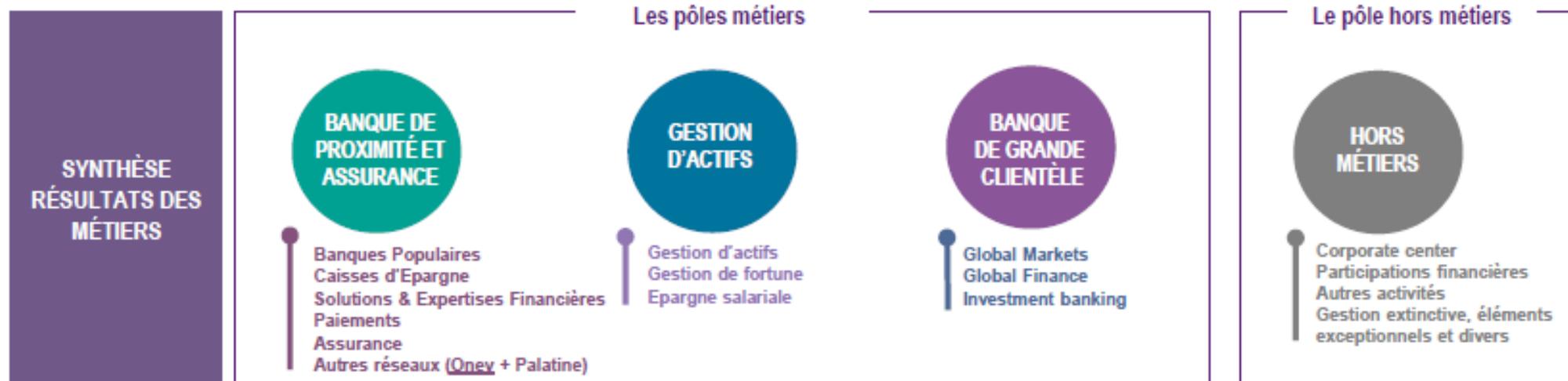
---

## 1-3 Les résultats consolidés

# 1-3 Les résultats consolidés

## Définition des pôles

- ▶ Les résultats du Groupe BPCE sont présentés suivant 3 grands pôles métiers :
  - ▶ Banque de Proximité et Assurance, avec l'intégration d'Oney au T4 2019,
  - ▶ Gestion d'actifs,
  - ▶ Banque de Grande Clientèle.
- ▶ Le pôle Hors Métiers regroupe, pour l'essentiel, la contribution de BPCE SA aux résultats consolidés, ainsi que le hors pôle Natixis, et les participations financières (c'est-à-dire non stratégiques), et dorénavant le Groupe CFF et BPCE I, en gestion extinctive.



## 1-3 Retraitements et pro forma

▶ Retraitement **Coface** : le passage entre les résultats publiés et les résultats retraités (auxquels nous nous réfèrerons le plus souvent) résulte des conséquences de l'opération Coface. En effet, cette entité a été cédée au T1 2020 avec un impact de – 145 M€ en pertes sur actifs et – 47 M€ en résultat mis en équivalence. Pour que les résultats 2019 et 2020 soient comparables (étant donné l'impact de la Coface sur les différents soldes intermédiaires de résultat), les différents impacts de la Coface (contribution aux résultats en 2019 et impacts de la cession en 2020) ont été isolés sur une seule ligne : « contribution Coface », pour un montant de 43 M€ en 2019 et – 135 M€ en 2020.

▶ Mise en place de la **nouvelle équation financière** fin 2020 : le Groupe a décidé de facturer au T4 2020, aux affiliés et aux filiales, des charges de fonctionnement de BPCE SA, auparavant non facturées, de 2019 et 2020. Il y a donc un impact significatif sur le dernier trimestre 2020 sur les entités concernées **en vision sectorielle** (mais pas d'impact au niveau du compte de résultat consolidé). Il a donc été décidé d'établir **un pro forma 2019 et 2020 afin de réaffecter les montants par année/trimestre et de présenter des évolutions comparables entre ces deux années.**

En M€	Impacts Coface	
	2019	2020
<b>Produit Net Bancaire</b>	712	0
Charges générales d'exploitation	-517	0
Dotations aux amortissements et provisions		
<b>Résultat Brut d'Exploitation</b>	194	0
Coût du risque	-2	0
<b>Résultat net d'Exploitation</b>	192	0
Quote part du résultat net des entreprises MEE	0	-47
Gains ou pertes sur autres actifs	2	-145
Var. de valeur des écarts d'acquisition	4	0
<b>Résultat Courant avant Impôt</b>	199	-192
Impôts sur le résultat	-53	0
<b>Résultat Net</b>	146	-192
Intérêts minoritaires	-103	57
<b>Résultat Net part du groupe</b>	43	-135



## Le RNPG plonge de près de 47 % sous l'effet essentiel de la multiplication par plus de deux du coût du risque

- ▶ **Le résultat net part du Groupe publié est quasiment divisé par deux**, avec une **multiplication par 2,2 du coût du risque** liée pour l'essentiel aux provisions prospectives et sectorielles.
- ▶ Les revenus se replient d'un peu plus de 7 %, sachant que dans le contexte de crise de 2020, la banque de proximité et assurances assure une performance notable en termes de développement et de défense de ses revenus. Le recul est en revanche très significatif pour la banque de grande clientèle et la gestion d'actifs. Enfin, le hors-métiers subit également une attrition de ses revenus liée en grande partie aux activités d'investissement.
- ▶ Près de la moitié de la baisse des revenus est compensée par la baisse des charges, et notamment des charges variables en repli conséquent sur la gestion d'actifs, mais également des services extérieurs (baisse des achats, en partie liée à la crise sanitaire) sur la BPA et la BGC, et une réduction globale des effectifs du Groupe.
- ▶ Les pertes sur autres actifs pèsent sur le résultat (cession de Coface, H2O et opérations sur Fidor).
- ▶ Enfin, notons la baisse conséquente des intérêts minoritaires, liée à la baisse du résultat de Natixis, et plus précisément de H2O, et la cession de la Coface (mise en équivalence alors qu'elle était auparavant intégrée globalement).

Compte de résultat consolidé du Groupe BPCE

En M€	2016	2017	2018 pf	2019	2020	Var.	Ecart.	Retraité de Coface		
								2019	2020	Var
<b>Produit Net Bancaire</b>	<b>24 158</b>	<b>23 720</b>	<b>24 001</b>	<b>24 305</b>	<b>22 540</b>	<b>-7,3%</b>	<b>-1 765</b>	<b>23 593</b>	<b>22 540</b>	<b>-4,5%</b>
Charges générales d'exploitation	-15 820	-16 248	-16 783	-16 309	-15 327	-6,0%	982	-17 065	-16 644	-2,5%
Dotations aux amortissements et provisions	-853	-851	-904	-1 273	-1 317	3,5%	-44			nc
<b>Résultat Brut d'Exploitation</b>	<b>7 485</b>	<b>6 621</b>	<b>6 314</b>	<b>6 722</b>	<b>5 896</b>	<b>-12,3%</b>	<b>-826</b>	<b>6 528</b>	<b>5 896</b>	<b>-9,7%</b>
Coût du risque	-1 423	-1 384	-1 299	-1 367	-2 998	x 2,2	-1 631	-1 365	-2 998	x 2,2
<b>Résultat net d'Exploitation</b>	<b>6 062</b>	<b>5 237</b>	<b>5 014</b>	<b>5 355</b>	<b>2 898</b>	<b>-45,9%</b>	<b>-2 457</b>	<b>5 163</b>	<b>2 898</b>	<b>-43,9%</b>
Quote part du résultat net des entreprises MEE	259	276	284	265	180	-32,1%	-85	265	227	-14,3%
Gains ou pertes sur autres actifs	203	88	15	1	-289	ns	-290	-1	-144	x 144,0
Var. de valeur des écarts d'acquisition	-154	-85	-16	-84	0	-100,0%	84	-88		-100,0%
<b>Résultat Courant avant Impôt</b>	<b>6 370</b>	<b>5 516</b>	<b>5 297</b>	<b>5 538</b>	<b>2 789</b>	<b>-49,6%</b>	<b>-2 749</b>	<b>5 339</b>	<b>2 981</b>	<b>-44,2%</b>
Impôts sur le résultat	-1 882	-1 811	-1 477	-1 801	-1 045	-42,0%	756	-1 748	-1 045	-40,2%
<b>Résultat Net</b>	<b>4 488</b>	<b>3 705</b>	<b>3 819</b>	<b>3 737</b>	<b>1 744</b>	<b>-53,3%</b>	<b>-1 993</b>	<b>3 591</b>	<b>1 936</b>	<b>-46,1%</b>
Intérêts minoritaires	-500	-681	-714	-707	-134	-81,0%	573	-604	-191	-68,4%
<b>Résultat Net part du groupe</b>	<b>3 988</b>	<b>3 024</b>	<b>3 105</b>	<b>3 030</b>	<b>1 610</b>	<b>-46,9%</b>	<b>-1 420</b>	<b>2 987</b>	<b>1 745</b>	<b>-41,6%</b>

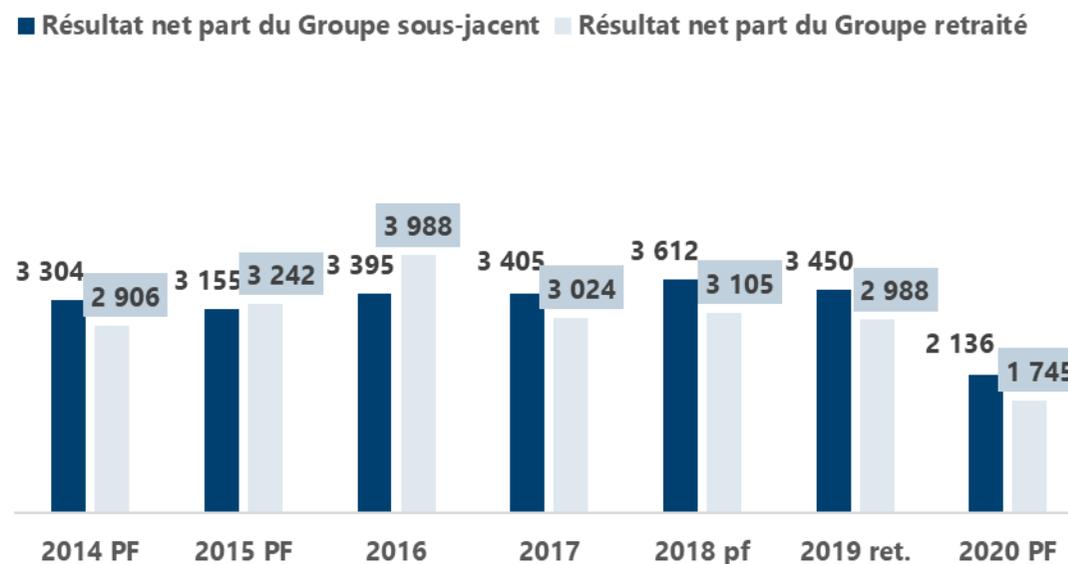
▶ **Les résultats retraités de 2019 et 2020 sont corrigés de la contribution nette de Coface (la contribution nette de Coface est de -136 M€ en 2020 et de 44 M€ en 2019).**

# 1-3 Les résultats consolidés

## Une évolution un peu moins défavorable des résultats sous-jacents

- ▶ Nota : les résultats sous-jacents de 2019 et 2020 sont retraités de Coface pour être comparables. Ces résultats sont présentés hors éléments exceptionnels.
- ▶ Le recul du résultat sous-jacent (c'est-à-dire hors éléments exceptionnels) est moindre (- 38,6 %), avec un allègement des éléments exceptionnels en 2020.

Evolution du résultat net sous-jacent (en M€)



Compte de résultat pro forma et hors éléments non récurrents et exceptionnels

En M€	2019 ret.	2020 PF	Var
PNB	23 576	22 516	-4,5%
Frais de gestion	-16 634	-16 219	-2,5%
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>6 942</b>	<b>6 297</b>	<b>-9,3%</b>
Coefficient d'exploitation	70,6%	72,0%	2,1%
Coût du risque	-1 315	-2 992	x 2,3
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>5 926</b>	<b>3 595</b>	<b>-39,3%</b>
<b>Résultat net part du Groupe sous-jacent</b>	<b>3 450</b>	<b>2 136</b>	<b>-38,1%</b>
Impact en résultat des éléments non économiques et exceptionnels	-462	-391	-15,4%
<b>Résultat net part du Groupe retraité</b>	<b>2 988</b>	<b>1 745</b>	<b>-41,6%</b>

# 1-3 Les résultats consolidés

## Des éléments non économiques et exceptionnels encore significatifs

en M€	2017	2018	2019	2020	Ecart
Réévaluation des actifs associés aux TSS en devises	-112	14	17	7	-10
Reprise de provision litige SWL		68			
Litige Amende image chèque	-87				
Cession de CACEIS	74				
Cessions d'actifs internationaux en gestion extinctive	-91				
Coûts de transformation et restructuration	-297	-730	-565	-566	-1
Compléments contribution sociale de solidarité sur stés liées	-19				
Provision Madoff		-71			
Cessions de participations non stratégiques	-5		-40	-5	35
Dépréciation des écarts d'acquisition et autres gains / pertes	-1	-16		-26	-26
Provision sur titres de participation Natixis				-23	-23
<b>Total des impacts sur le résultat avant impôt</b>	<b>-538</b>	<b>-735</b>	<b>-588</b>	<b>-613</b>	<b>-25</b>
<b>Total des impacts sur le résultat net part du groupe</b>	<b>-381</b>	<b>-506</b>	<b>-462</b>	<b>-391</b>	<b>71</b>

2019 et 2020 : hors Coface

en M€	2018	2019	2020	Ecart
PNB	82	17	24	7
Frais de gestion	-696	-432	-425	7
RBE	-614	-415	-401	14
Coût du risque	-71	-50	-6	44
QP des entreprises MEE		-25	-33	-8
Gains ou pertes sur autres actifs	-34	-10	-173	-163
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-16	-88		88
Résultat avant impôt	-735	-588	-613	-25
IS	220	82	156	74
Part. ne donnant pas le contrôle	8	43	67	24
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>-507</b>	<b>-463</b>	<b>-390</b>	<b>73</b>

2019 et 2020 : hors Coface

► **Les coûts de restructuration et de transformation** continuent à représenter **l'essentiel des éléments exceptionnels : 566 M€, soit le même niveau qu'en 2019 (voir en détail slide 32).**

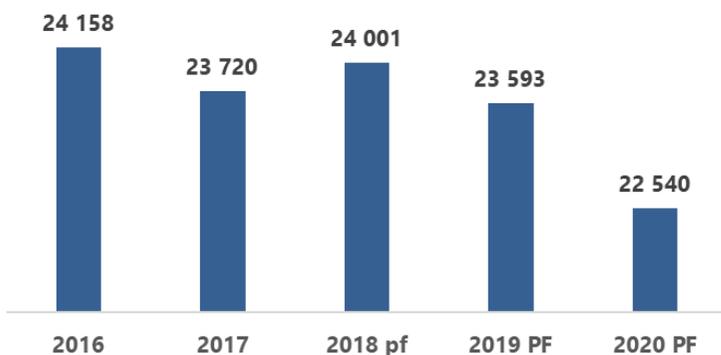
► **Les autres éléments exceptionnels** recouvrent :

- Une dépréciation des écarts d'acquisition et divers : **- 26 M€, dont - 16 M€ de contribution aux fonds d'assurance, et dépréciation de Socram (- 10 M€).**
- Une **provision sur les titres de participation ADIR : - 23 M€** (dépréciation de la société libanaise d'assurance ADIR suite au défaut du pays).

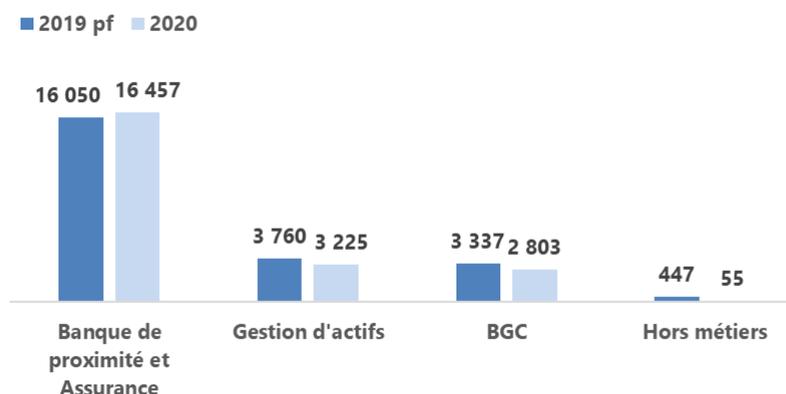
# 1-3 Les résultats consolidés

## Une baisse limitée des revenus du Groupe (- 4,5 %), retraités de Coface

Produit Net Bancaire



Evolution du PNB par pôle



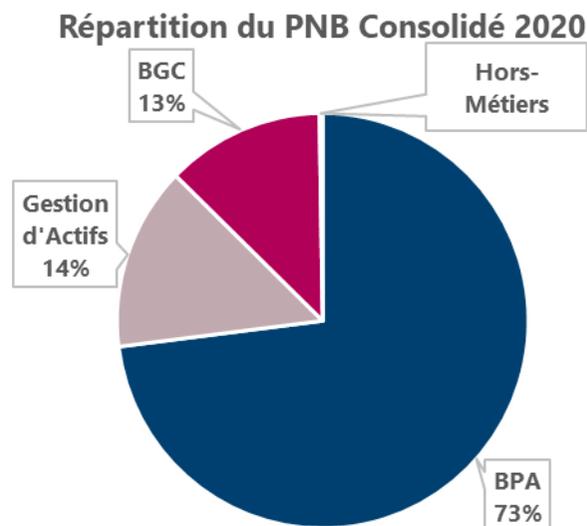
- ▶ Le PNB du Groupe, retraité de Coface, se replie d'un peu plus de 4,5 %. **Seul le pôle BPA soutient les revenus du Groupe :**
  - ▶ **BPA affiche un PNB en hausse de 407 M€ (+2,5 %)**, dont **318 M€ liés à l'effet périmètre Oney**. Néanmoins, tous les sous-pôles enregistrent une forte résilience de leurs revenus dans un contexte économique dégradé : + 0,7 % sur les BP (+ 41 M€), + 1,2 % pour les CE (+ 84 M€), + 8,1 % pour l'Assurance (+ 69 M€), + 2,3 % sur SEF (+ 25 M€), et + 1,9 % sur les Paiements (+ 8 M€). A fin 2020, BPA représente 73 % des revenus du Groupe (contre 67 % / 68 % les deux années antérieures).
  - ▶ La **Gestion d'actifs enregistre une baisse de ses revenus de plus de 14 % (- 535 M€)**, essentiellement liée à l'écrasement des commissions de surperformance (- 313 M€, avec l'impact en particulier de H2O), mais également au recul des encours moyens et des taux de commissionnement, et d'un impact de - 54 M€ sur les produits financiers. En revanche, on notera la bonne performance de la Banque Privée : + 20 % (soit + 19 M€), avec une hausse des commissions sur encours.
  - ▶ Enfin, le **PNB de la BGC, recule également fortement (- 16 %, soit - 534 M€)**, avec un important impact des dérivés actions (- 478 M€), l'annulation des dividendes ainsi que la dégradation des conditions de marché ayant eu pour effet une baisse de leur valorisation.
- ▶ Le **Hors-Métiers participe également à l'affaîsissement des revenus** du Groupe (- 392 M€), les activités d'investissement expliquent une large partie de cette baisse (- 238 M€).



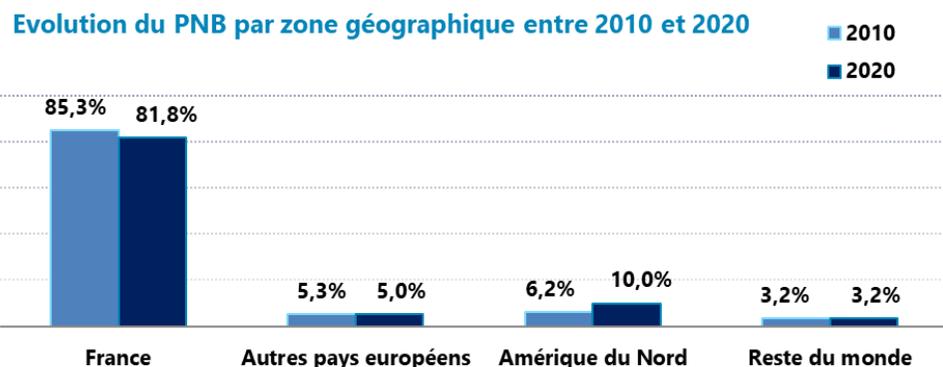
# 1-3 Les résultats consolidés

## Une baisse limitée des revenus du Groupe (- 4,5 %), retraités de Coface

- ▶ La crise accentue le poids de BPA dans le PNB du Groupe. Il atteint à fin 2020 73 % du total.



- ▶ Sur les 10 dernières années, le poids de la France dans le PNB ne se réduit que peu, en passant de 85,3 % en 2010 à 81,8 % à fin 2020, au profit essentiellement de l'Amérique du Nord. Par rapport à 2019, le poids des autres pays européens s'est amoindri (- 3 pts) ainsi que celui du reste du monde (- 1,8 pt). Le recul de H2O ainsi que le développement de l'assurance chez Natixis expliquent en partie ces évolutions.



## Les synergies de revenus en deçà du plan stratégique TEC2020

▶ Rappelons que le plan stratégique **TEC 2020** prévoyait **751 M€ de synergies supplémentaires** sur la période 2017-2020.

▶ **A fin 2020, les synergies cumulées atteignent 633 M€**, soit un niveau un peu inférieur (- 118 M€). A fin 2019, le réalisé était déjà en écart par rapport à l'objectif linéarisé, écart qui s'est accru sur 2020 et qui peut en partie s'expliquer par le contexte de crise sanitaire et économique.

▶ Néanmoins, par métier on observe que :

- ▶ **L'Assurance a en réalité généré l'essentiel des synergies (461 M€, soit près de 73 % de l'ensemble)**, avec notamment la mise en place de « Assurément 2016 » et « Innove 2020),
- ▶ Le pôle SEF est très en deçà des synergies projetées,
- ▶ De même que la BGC et la Gestion d'Actifs.

▶ Au global, les synergies de revenus représentent à fin 2020 4 288 M€, soit 19 % des revenus du Groupe.

### Total synergies par bassin (tous pôles confondus)

En M€	2017	2018	2019	2020	Ecart.	Ecart 20/17	Objectif
Caisse d'Epargne	906,0	992,5	1 061,5	1 103,0	41,5	197,0	
Banques Populaires	779,7	811,4	839,8	877,0	37,2	97,3	
Autres				17,0	17,0	17,0	
BCA	1 685,7	1 803,9	1 901,3	1 997,0	95,7	311,3	361,3
Natixis	1 232,3	1 374,4	1 410,8	1 504,0	93,2	271,7	104,1
SEF	737,0	757,0	774,0	787,0	13,0	50,0	285,6
<b>Total</b>	<b>3 655,0</b>	<b>3 935,3</b>	<b>4 086,1</b>	<b>4 288,0</b>	<b>201,9</b>	<b>633,0</b>	<b>751,0</b>

### Pôle AWM - PNB

En M€	2017	2018	2019	2020	Ecart.
Caisse d'Epargne	62,0	57,2	59,9	0,0	-59,9
Banques Populaires	34,4	34,2	35,4	0,0	-35,4
BCA	96,3	91,3	95,3	92,0	-3,3
Natixis	155,2	199,9	185,3	195,0	9,7
<b>Total</b>	<b>251,5</b>	<b>291,2</b>	<b>280,6</b>	<b>287,0</b>	<b>6,4</b>

### Pôle BGC - PNB

En M€	2017	2018	2019	2020	Ecart.
Caisse d'Epargne	16,8	18,6	17,5		-17,5
Banques Populaires	4,5	3,0	2,8		-2,8
BCA	21,3	21,6	20,3	10,0	-10,3
Natixis	91,3	128,3	87,1	102,0	14,9
<b>Total</b>	<b>112,6</b>	<b>149,9</b>	<b>107,4</b>	<b>112,0</b>	<b>4,6</b>

### Pôle Assurances - PNB

En M€	2017	2018	2019	2020	Ecart.
Caisse d'Epargne	279,0	357,4	422,8		-422,8
Banques Populaires	497,5	524,6	540,2		-540,2
BCA	776,5	882,0	963,0	1055,0	92,0
Natixis	707,7	762,0	826,1	890,0	63,9
<b>Total</b>	<b>1 484,2</b>	<b>1 644,0</b>	<b>1 789,1</b>	<b>1 945,0</b>	<b>155,9</b>

### Pôle SEF - PNB

En M€	2017	2018	2019	2020	Ecart.
Caisse d'Epargne		557,6	559,5		-559,5
Banques Populaires		247,2	259,3		-259,3
BCA		804,8	818,8	836,0	17,2
Natixis		756,7	774,0	787,0	13,1
<b>Total</b>		<b>1 561,5</b>	<b>1 592,8</b>	<b>1 623,0</b>	<b>30,2</b>

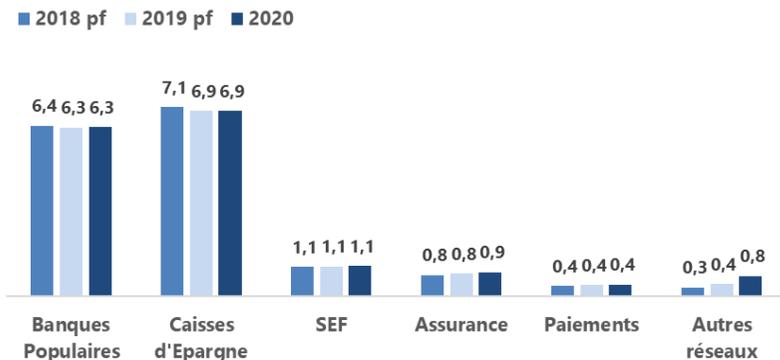
### Pôle Paiements - PNB

En M€	2017	2018	2019	2020	Ecart.
Caisse d'Epargne		1,7	1,7		-1,7
Banques Populaires		2,5	2,2		-2,2
BCA		4,2	3,9	4,0	0,1
Natixis		284,5	312,4	317,0	4,6
<b>Total</b>		<b>288,7</b>	<b>316,3</b>	<b>321,0</b>	<b>4,7</b>

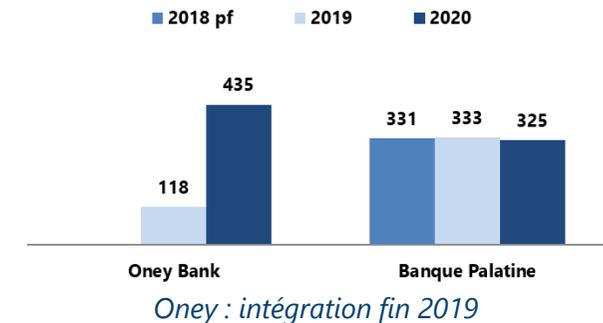
# 1-3 Les résultats consolidés

## Pôle Banque de Proximité et Assurance

Evolution du PNB de BPA par sous-pôles (en Md€)



Evolution du PNB des Autres Réseaux (en M€)



▶ Le **pôle BPA voit son PNB progresser de 2,5 % (+ 407 M€)**, avec :

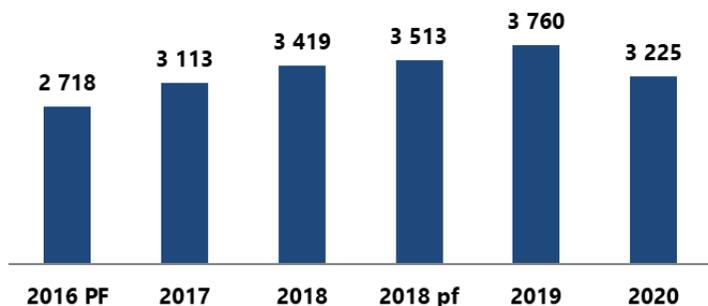
- ▶ Une **forte résilience des revenus des deux réseaux** dans le contexte de crise sanitaire, soutenue par :
  - ▶ Une activité crédit dynamique (encours de crédit en hausse de 15,5 % pour les BPR, soutenue par les PGE, et de 8,5 % pour les CEP),
  - ▶ Une importante baisse du coût de la ressource (effet taux et structure),
  - ▶ Des commissions en repli, du fait de la baisse du volume des incidents et des flux.
- ▶ **Mais également des filiales métiers :**
  - ▶ SEF enregistre une hausse de 2,5 % de son PNB, en particulier sur CEGC et Socfim et dans une moindre mesure Titres et Crédit-bail.
  - ▶ Assurances : les revenus s'accroissent de plus de 8 %, largement portés par l'assurance emprunteur (près de 70 % de la croissance) qui bénéficie de l'activité et d'une baisse de la sinistralité, puis par l'assurance vie, avec un effet volume positif malgré les mouvements sur les marchés financiers et plus marginalement par l'assurance dommages.
  - ▶ Paiements : le PNB progresse malgré la très forte baisse d'activité concentrée sur le T2.
- ▶ **En revanche, la Palatine subit une contraction de ses revenus (-1,7 %)**, avec une forte baisse des commissions.
- ▶ **L'impact année pleine de l'intégration d'Oney Bank (+ 318 M€)**. Néanmoins, à périmètre constant, l'entité affiche une baisse de ses revenus (- 7%), concentrée sur le Corporate, la Russie et l'Espagne. En revanche, l'activité reste dynamique sur la France et le Portugal.

# 1-3 Les résultats consolidés

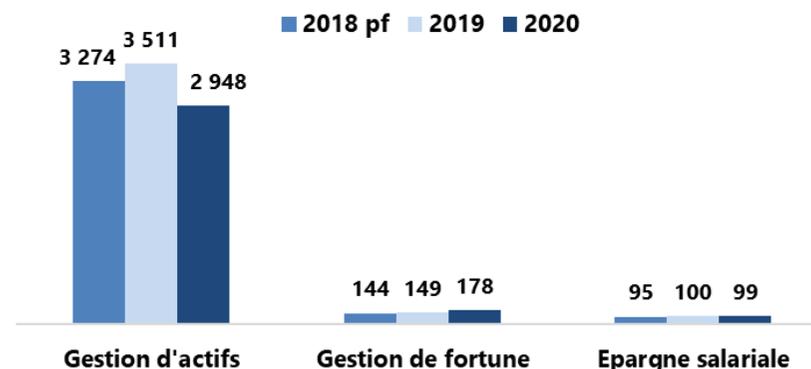
## Baisse de plus de 14 % du PNB de la Gestion d'actifs et de fortune

Evolution du PNB de la Gestion d'Actifs et de Fortune (en M€)

XXX



Détail du PNB de Gestion d'Actifs et de fortune (en M€)



▶ **Le PNB de la Gestion d'Actifs subit un recul conséquent de 16 % (- 563 M€),** avec plusieurs effets défavorables :

- ▶ Une importante baisse des **commissions de surperformance, à 314 M€, contre 627 M€ en 2019 (- 313 M€),** en particulier chez H2O ; en revanche, on notera la bonne performance des affiliés hors H2O avec des commissions de surperformance qui atteignent 257 M€ en 2020 vs 147 M€ en 2019,
  - ▶ **Hors H2O, le PNB de la Gestion d'Actifs passerait de 2 889 M€ à 2 818 M€ (soit - 71 M€).**
- ▶ Un recul des commissions sur encours, - 183 M€, combinant une baisse du taux de rémunération (- 1,9 pb hors LBPAM) et une stabilité des encours moyens (hors effet périmètre LBPAM),
- ▶ Un impact défavorable des produits financiers (- 54 M€), dont une dépréciation du fonds Deep Value (- 34 M€).

▶ Les revenus de l'épargne salariale restent stables.

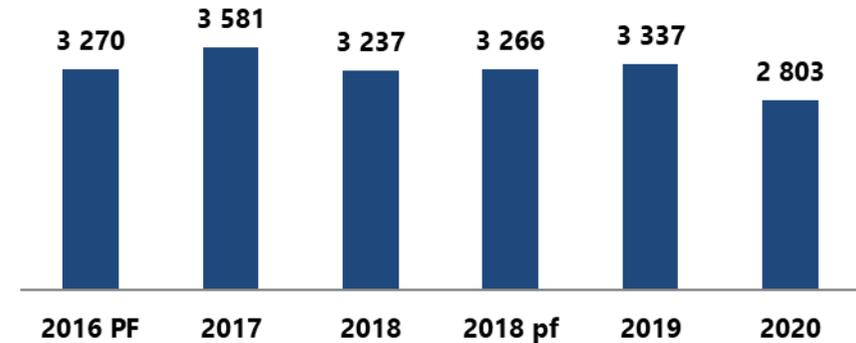
▶ Le PNB de la Banque Privée progresse de 30 M€ (+ 19,5 %), sous l'effet notamment du développement des commissions sur encours, sur transactions et de surperformance.

# 1-3 Les résultats consolidés

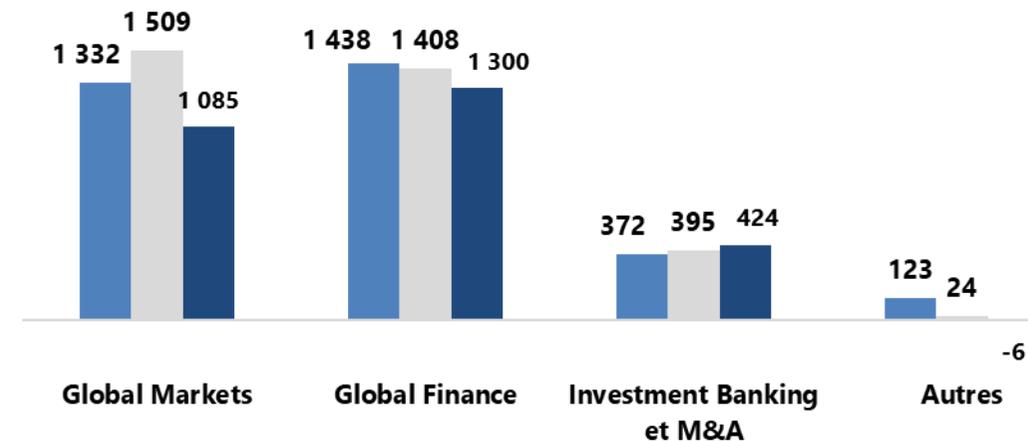
## Chute de 16 % du PNB de la BGC

- ▶ **Le PNB de la BGC s'écroule de 16 % soit – 534 M€.**
- ▶ Cette chute est essentiellement **imputable aux activités de Global Markets (- 424 M€), avec :**
  - ▶ Un maintien des revenus sur FIC-T à 1 114 M€, alors que la concurrence a vu ses activités taux, change et crédit fortement progresser en 2020.
  - ▶ **Une importante chute sur Equity à – 45 M€ (contre 417 M€ à fin 2019),** liée aux activités Dérivés Actions, l'annulation des dividendes et la dégradation des conditions de marché ayant eu un important impact sur leur valorisation.
- ▶ **Global Finance** enregistre une **baisse de 8 % de ses revenus (- 108 M€).**
- ▶ Seul **Investment Banking et M&A** profite d'une **hausse du PNB** à 424 M€ (+ 7 %, soit +29 M€), bénéficiant d'une forte activité sur l'ECM et de revenus M&A en progression de 6 % à 210 M€.

Evolution du PNB de la BGC (en M€)



Répartition du PNB de la BGC (en M€)

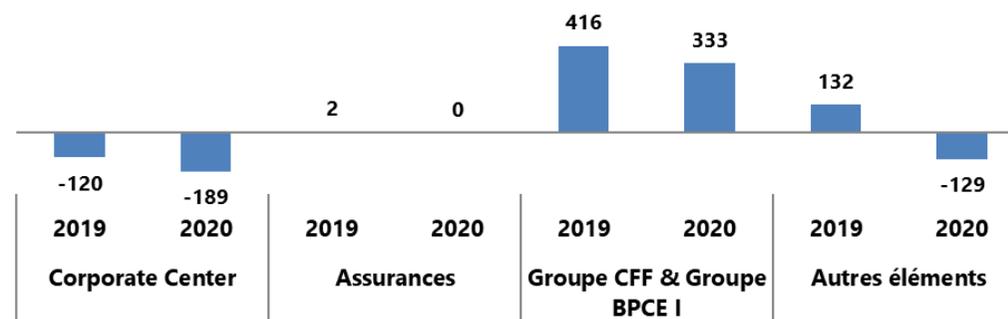


# 1-3 Les résultats consolidés

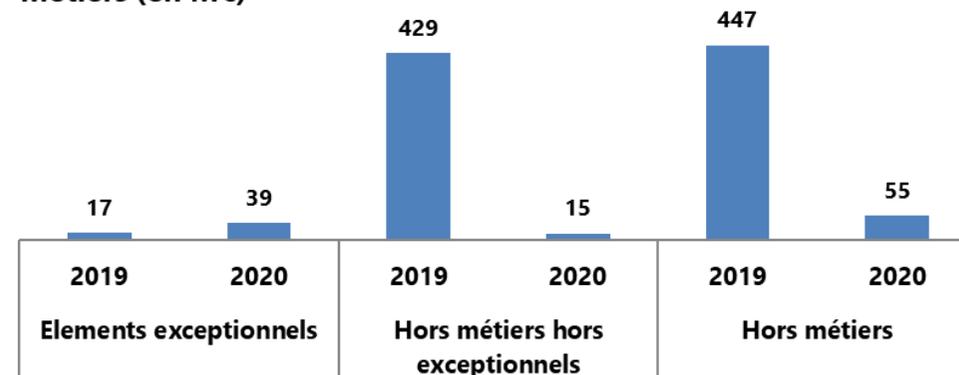
## Le PNB du Hors métiers perd 392 M€

- ▶ Globalement le PNB du Hors-Métiers s'affaisse de 392 M€, recouvrant de nombreux éléments.
- ▶ Le PNB de **Corporate Center** est essentiellement représenté par la contribution de BPCE SA, à **- 201 M€, en baisse de 91 M€** (la contribution du hors-pôle Natixis étant marginale), dont :
  - ▶ - 45 M€ sur la gestion financière, notamment liés au coût des opérations subordonnées avec l'émission complémentaire de 4 Md€ de SNP,
  - ▶ + 26 M€ sur la gestion de la liquidité MLT et CT, principalement dus à la bonification TLTRO3,
  - ▶ - 41 M€ sur la Holding (dividendes et décote Visa).
- ▶ Le PNB du **CFF recule de 16 M€**, à 314 M€, avec un recul de 184 M€ de la MNI du fait de la baisse d'activité, compensé par de moindres charges de macro-couverture (- 194 M€) et une baisse des commissions de 15 M€.
- ▶ Le PNB de **BPCE I passe de 91 M€ à 22 M€** suite à la cession de BICEC, BCI et de la BMOI.
- ▶ Enfin le PNB des « **Autres éléments** » enregistre un recul de 261 M€, dont **- 238 M€ sur les activités d'investissement et - 34 M€ sur Fidor.**

Décomposition du PNB Hors Métiers, hors éléments exceptionnels (en M€)



Impact des éléments exceptionnels sur le PNB hors métiers (en M€)



## Les frais de gestion Groupe se replient de 2,5 % (retraités de la Coface)

- ▶ Les comptes publiés font apparaître une **baisse des frais de gestion** de 5,3 %, à 16 644 M€.
- ▶ **Retraités de la Coface en 2019, le recul est moindre : - 2,5 %, soit - 421 M€.**
- ▶ Ce repli **recouvre en outre l'intégration en année pleine de Oney Bank (+ 203 M€).**
- ▶ Les principaux facteurs d'évolution sont :
  - ▶ La **baisse des effectifs du Groupe** (hors intégration de Oney) de 2,5 %,
  - ▶ De **moindres consommations** de charges externes (frais de communication, intérim, honoraires, achats ...),
  - ▶ Une hausse des impôts et taxes.

- ▶ Les principaux contributeurs à la baisse des frais de gestion sont :
  - ▶ Natixis : - 259 M€ se répartissant à peu près à parts égales entre AWM et la BGC,
  - ▶ BPCE SA (- 151 M€),
  - ▶ CFF (-89 M€),
  - ▶ BPCE I (- 79 M€),
  - ▶ Et plus marginalement les réseaux, - 48 M€ pour le RBP et - 34 M€ pour le RCE.

### Détail des frais de gestion

En M€	2016	2017	2018	2019	2020	Var.
Charges de personnel	10 025	10 327	10 629	10 555	10 029	-5,0%
Services extérieurs	4 969	5 060	5 258	4 861	4 374	-10,0%
Impôts et taxes	826	861	895	893	924	3,5%
<b>Charges d'exploitation</b>	<b>15 820</b>	<b>16 248</b>	<b>16 783</b>	<b>16 309</b>	<b>15 327</b>	<b>-6,0%</b>
Dotation aux amort. et prov.	853	851	904	1 273	1 317	3,5%
<b>Frais de gestion</b>	<b>16 673</b>	<b>17 099</b>	<b>17 687</b>	<b>17 582</b>	<b>16 644</b>	<b>-5,3%</b>

- ▶ *Remarque : l'application d'IFRS 16 depuis le 01/01/19 explique la baisse des services extérieurs compensée par la hausse des dotations aux amortissements.*

### Frais de gestion totaux par bassin

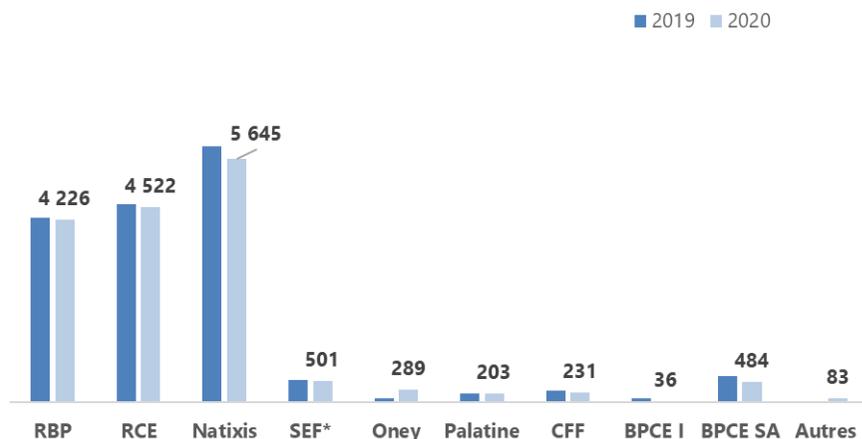
	2018PF	2019 PF	2020	Ecart	Var
RBP	4 407	4 378	4 330	-48	-1,1%
RCE	4 852	4 668	4 634	-34	-0,7%
Natixis	6 277	6 005	5 746	-259	-4,3%
SEF*	473	526	506	-20	-3,8%
Oney		86	289	203	x3,4
Palatine	252	250	254	4	1,6%
CFF	782	320	231	-89	-27,8%
BPCE I	169	115	36	-79	-68,7%
BPCE SA	296	642	491	-151	-23,5%
Autres	179	76	129	53	69,7%
<b>Groupe BPCE</b>	<b>17 687</b>	<b>17 066</b>	<b>16 646</b>	<b>-420</b>	<b>-2,5%</b>

# 1-3 Les résultats consolidés

## Les frais de gestion sous-jacents se replient également de 2,5 %

► Evolution des **frais de gestion sous-jacents (c'est-à-dire hors éléments exceptionnels)** par bassin :

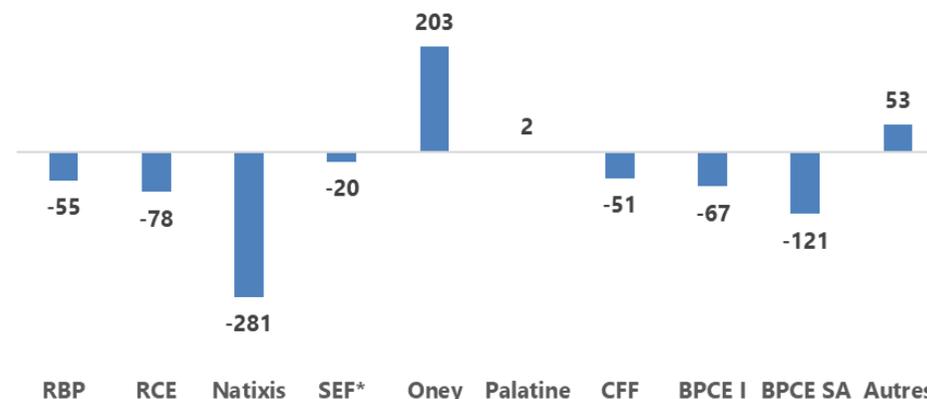
Evolution des frais de gestion sous-jacents par bassin (en M€)



Frais de gestion sous-jacents par entité (en M€)

	2018PF	2019	2020	Ecart	Var
RBP	4 326	4 281	4 226	-55	-1,3%
RCE	4 770	4 600	4 522	-78	-1,7%
Natixis	6 193	5 926	5 645	-281	-4,7%
SEF*	466	521	501	-20	-3,8%
Oney		86	289	203	x 3,4
Palatine	218	201	203	2	1,0%
CFF	448	282	231	-51	-18,1%
BPCE I	153	103	36	-67	-65,0%
BPCE SA	268	605	484	-121	-20,0%
Autres	151	30	83	53	x 2,8
<b>Groupe BPCE</b>	<b>16 993</b>	<b>16 635</b>	<b>16 220</b>	<b>-415</b>	<b>-2,5%</b>

Ecart frais de gestion sous-jacents par bassin (en M€)



- Toutes les entités participent à la baisse des frais de gestion sous-jacents (c'est-à-dire hors éléments exceptionnels), avec notamment un repli des effectifs sauf chez Natixis et BPCE SA.
- Le plus gros repli de frais de gestion est enregistré par Natixis ; il est largement induit par la baisse des rémunérations variables (AWM et BGC).
- BPCE affiche une baisse de ses charges hors exceptionnels.
- La mise en extinction de CFF et BPCE I entraîne logiquement une contraction significative de leurs charges.
- Les réseaux enregistrent une forte baisse de leurs services extérieurs du fait de la forte réduction des achats dans le contexte de crise et également une diminution de leurs effectifs.
- SEF : le recul des frais de fonctionnement essentiellement sur CFI et Crédit conso résulte de la crise sanitaire.

# 1-3 Les résultats consolidés

## Les charges de personnel se replient de 5 % et de 1,4 % en vision sous-jacente

- ▶ En vision publiée, les charges de personnel se réduisent de 5 % avec un impact significatif de la déconsolidation de la Coface.
- ▶ En vision sous-jacente, c'est-à-dire hors éléments exceptionnels et retraitée de la Coface, les frais de personnel se réduisent de 1,4 %.
- ▶ Ils recouvrent néanmoins l'intégration d'Oney (+ 98 M€). **Hors Oney, les frais de personnel reculeraient donc de 2,4 % (- 241 M€).**
- ▶ Les principales baisses s'observent chez :
  - ▶ Natixis : - 3,6 % (soit - 128 M€), recouvrant la baisse des rémunérations variables (les ETP RH progressant de 3,3 %),
  - ▶ CFF : - 46 % (soit - 54 M€), et BPCE I : - 66 % (soit - 31 M€), ces deux structures étant gérées en extinction, avec une baisse des ETP de 1 915.

### Détail des charges de personnel

En M€	2016	2017	2018	2019	2020	Var.
Salaires et traitements	6 185	6 416	6 557	6 692	6 325	-5,5%
Charge des régimes à prestations et cotisations définies	717	690	710	681	728	6,9%
Autres charges sociales et fiscales	2 564	2 628	2 783	2 585	2 421	-6,3%
Intéressement et participation	559	593	579	597	555	-7,0%
<b>Charges de personnel</b>	<b>10 025</b>	<b>10 327</b>	<b>10 629</b>	<b>10 555</b>	<b>10 029</b>	<b>-5,0%</b>

### Charges de personnel sous-jacentes

en M€	2018 PF	2019 retr.	2020	Ecart	Var
RBP	2 466	2 467	2 465	-2	-0,1%
RCE	2 717	2 671	2 632	-39	-1,5%
SEF*	213	275	264	-11	-4,0%
Natixis	3 620	3 527	3 399	-128	-3,6%
BPCE SA	284	358	364	6	1,7%
CFF	236	118	64	-54	-45,8%
Palatine	132	131	131	0	0,0%
BPCE I	75	47	16	-31	-66,0%
Oney	0	34	132	98	
Autres**	411	410	428	18	4,4%
<b>TOTAL</b>	<b>10 154</b>	<b>10 038</b>	<b>9 895</b>	<b>-143</b>	<b>-1,4%</b>

\* SEF hors Eurotitres, SG et DSI SEF (dans les effectifs de BPCE SA)

\*\* dont principalement i-BP, IT-CE, BPCE IT et les filiales du logement social



## 1-3 Les résultats consolidés

### Hors intégration de Oney Bank, les effectifs du Groupe se contractent de 2,5 %

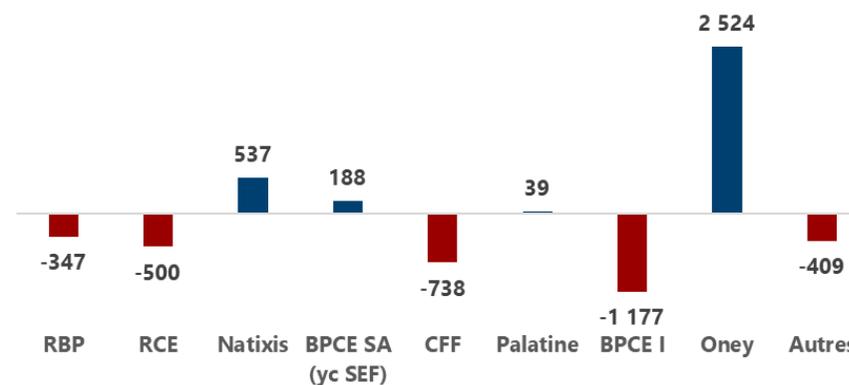
- ▶ Les effectifs du Groupe totalisent 97 505 ETP à fin 2020, enregistrant la vente de la Coface (- 3 248 ETP à fin 2019 et retraité sur cet exercice dans le tableau ci-dessous).
- ▶ Retraités de la Coface, les effectifs progressent légèrement sous l'effet de l'intégration de Oney Bank : 2 524 ETP à fin 2020. Hors Oney Bank, les ils **se contractent de 2 406 ETP (- 2,5 %)** :
  - ▶ Dont **l'essentiel dans les structures en extinction** : - 1 177 chez BPCE I et - 738 au CFF,
  - ▶ Mais **également dans les réseaux** : - 847 sur le RBP et le RCE du fait des opérations de simplification / de transformation du modèle de relation.
- ▶ On notera en revanche une **hausse des effectifs** de :
  - ▶ **Natixis** : + 537 ETP, notamment sur les métiers des Paiements (+ 91 ETP), de la Gestion d'Actifs (+ 194 ETP), et de l'Assurance (+ 17 ETP) et sur les fonctions informatiques (+ 156 ETP notamment à Porto) et risques et conformité.
  - ▶ **BPCE SA** : + 188 ETP, avec l'internalisation des prestataires externes dans les fonctions informatiques et risques dans le cadre de la mise en œuvre du projet OPAL.
- ▶ Le repli des effectifs « Autres » recouvre essentiellement les filiales du logement social et les filiales informatiques (i-BP, IT-CE, BPCE IT).

ETP RH	2018	2019 retr.	2020	Ecart	Var
RBP	32 802	32 349	32 002	-347	-1,1%
RCE	35 221	34 824	34 324	-500	-1,4%
Natixis	19 059	16 406	16 943	537	3,3%
BPCE SA (yc SEF)	4 157	4 482	4 670	188	4,2%
CFF/Palatine, BPCE I, Oney, Autres	12 209	9 327	9 566	239	2,6%
<b>TOTAL</b>	<b>103 448</b>	<b>97 388</b>	<b>97 505</b>	<b>117</b>	<b>0,1%</b>

Source : Comité d'Audit

1

Evolution des ETP RH par entité à fin 2020



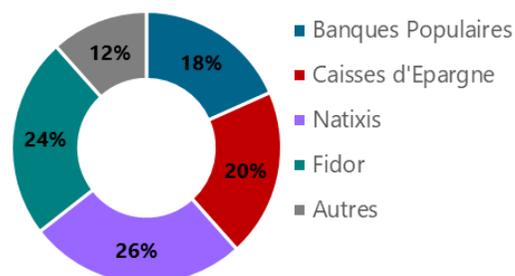
# 1-3 Les résultats consolidés

## Des coûts de transformation encore élevés à 566 M€ avant impôt

### Coûts de transformation

En M€	2018	2019 retraité	2020	Ecart.
Banques Populaires	-81	-97	-104	-7
Caisses d'Epargne	-82	-83	-113	-30
Crédit Foncier	-334	-16		16
BPCE I	-51	-23	-5	18
Banque Palatine	-35	-49	-51	-2
Oney Bank		-41		41
BPCE SA	-27	-38	-3	35
Natixis (Impact Smith)				0
Natixis	-89	-81	-148	-67
SEF		-5	-5	0
Groupe Fidor		-133	-135	-2
Coface	-3			0
IBP	-28			0
Autres entités			-4	
<b>Total coûts avant impôts</b>	<b>-730</b>	<b>-565</b>	<b>-566</b>	<b>-1</b>
<b>Total coûts net d'impôts</b>	<b>-492</b>	<b>-436</b>	<b>-374</b>	<b>62</b>

### Répartition des coûts de transformation en 2020



### Coûts de transformation des réseaux

CEP	2020	BPR	2020
CE HDF	9	BRED	6,7
CE BPL	8,2	Crédit Coop	4,1
CE PAC	5,9	BP Nord	3,3
CE RHA	3,3	BP AURA	3,2
CE GEE	3	BP RI	3,1
CE CAZ	2,4	BP OCC	2,9
CE IDF	2,2	BP ALC	2,4
CE BFC	2,1	BP SUD	2,3
		BP ACA	1,9

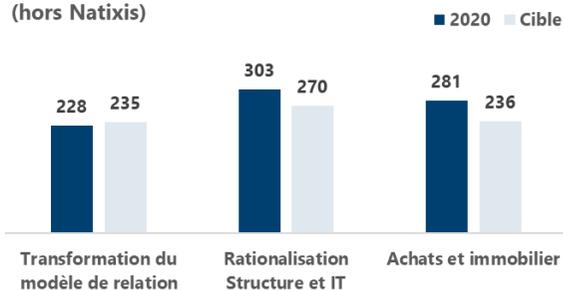
- ▶ **Les coûts de transformation atteignent 566 M€** avant impôt, soit le même niveau qu'en 2019. En revanche, nette d'impôts, la charge s'allège en 2020 (avec un taux d'IS effectif de l'ordre de 27 % en 2020 contre 15 % en 2019), à 374 M€ (contre 436 M€ l'année précédente). Cela tient au fait qu'en 2019, les coûts enregistrés sur Fidor (dépréciation des marques pour 46 M€, des IDA pour 17 M€ et du goodwill pour 82 M€) n'étaient pas déductibles.
- ▶ **Natixis : 148 M€** (en hausse de 67 M€), dont 67 M€ de charges TEO, 31 M€ de SDI (schéma directeur immobilier), 51 M€ de restructuration H2O.
- ▶ **Groupe Fidor : 135 M€** (soit le même niveau qu'en 2019), dont 29 M€ de dépréciation de titres, 51 M€ de provisions pour charges et 56 M€ de pertes Fidor.
- ▶ **Les CEP : 113 M€** (en hausse de 30 M€) ; ces coûts intègrent 72 M€ au titre du Plan d'action de BPCE SA (dont 3 M€ sur le SDI), et 43 M€ de charges de transformation sur 8 CEP).
- ▶ **Les BPR : 104 M€** (97 M€ en 2019) : dont 72 M€ au titre du plan d'action de BPCE SA, dont 3 M€ sur le SDI et 32 M€ sur 9 banques.
- ▶ **Banque Palatine : 51 M€** (49 M€ en 2019), dont 37 M€ sur le projet Pégase, et 10 M€ de frais de migration, et 4 M€ de frais de personnel.

# 1-3 Les résultats consolidés

## Les synergies de coûts atteignent en cumulé 1 156 M€ à fin 2020

Programmes/Initiatives	Acquis en 2017	Acquis cumulé au 31/12/2018	Acquis cumulé au 31/12/2019	Acquis cumulé au 31/12/2020	Cible 2020	% atteinte Projeté 2020
<b>Transformation du modèle de relation</b>	47	131	189	228	235	97%
Réduction d'effectifs (hors fusions et migration IT)	30	104	158	185	198	93%
Processus/Fiduciaire	17	27	32	43	37	116%
<b>Rationalisation Structure et IT</b>	89	204	264	303	270	112%
<b>Opérations de simplification</b>	60	138	182	219	188	116%
BP AURA	5	10	20	22	35	
BP Med	1	11	20	29	17	
BP GO	0	2	9	20	21	
CE HDF	4	12	22	29	20	
CE PAC	20	27	27	27	21	
CE GEE	0	2	7	12	12	
CCOOP	5	9	14	17	23	
Plan Adaptation CCF*	26	64	64	64	27	
<b>DSI Retail</b>	29	66	82	84	82	102,4%
IT-CE	8	19	23	25	24	
I-BP	6	17	25	26	22	
BPCE IT	15	30	33	34	36	
<b>Achats et immobilier</b>	93	158	200	281	236	119,1%
Achats et immobilier	87	137	174	250	180	
Immobilier	7	21	26	31	56	
<b>Total des synergies (hors Natixis)</b>	229	493	653	812	741	109,6%
TEO Natixis	47	149	275	344	250	137,6%
<b>Total des synergies Groupe</b>	276	642	928	1 156	991	116,6%

Réalisation des synergies de coûts (hors Natixis)



- ▶ Les synergies de coûts se sont accrues de 228 M€ en 2020, pour un montant cumulé sur 4 ans de 1 156 M€, soit un niveau supérieur à la cible du plan stratégique.
- ▶ Près de 30 % des synergies ont été engrangées avec le **plan TEO chez Natixis : 344 M€** de réalisés (contre 250 prévus).
- ▶ Les **achats** représentent le deuxième poste avec un réalisé très supérieur à la cible : **250 M€** contre 180 M€. Ces réductions ont à notre sens été accélérées par la crise sanitaire.
- ▶ Les **opérations de simplification menées dans les réseaux** représentent le troisième facteur de synergies de coûts réalisées, avec **219 M€**, contre 188 M€ prévus, cet écart étant largement lié au plan d'adaptation du CFF. Plus marginalement, on notera des dépassements également dans 2 CEP et une BPR.
- ▶ Les **réductions d'effectifs liées à la transformation du modèle de relation** (hors fusion et migration IT) totalisent des économies cumulées de **185 M€**.

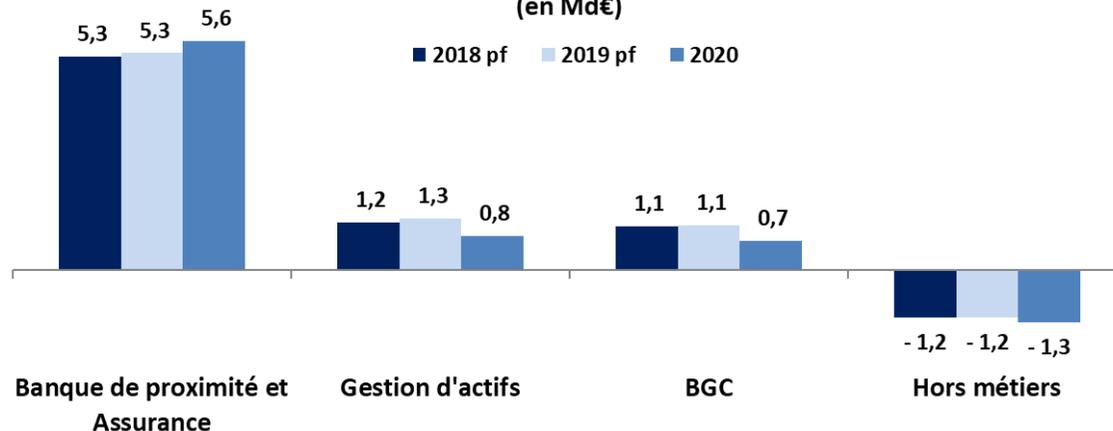
# 1-3 Les résultats consolidés

## Le RBE, retraité de la Coface, se replie de 9,7 %

Evolution du RBE (en M€)



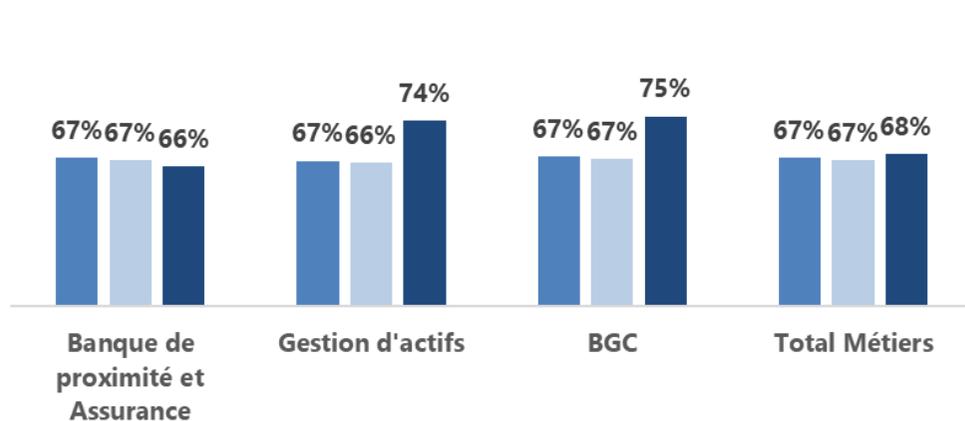
Contribution des pôles au RBE consolidé (en Md€)



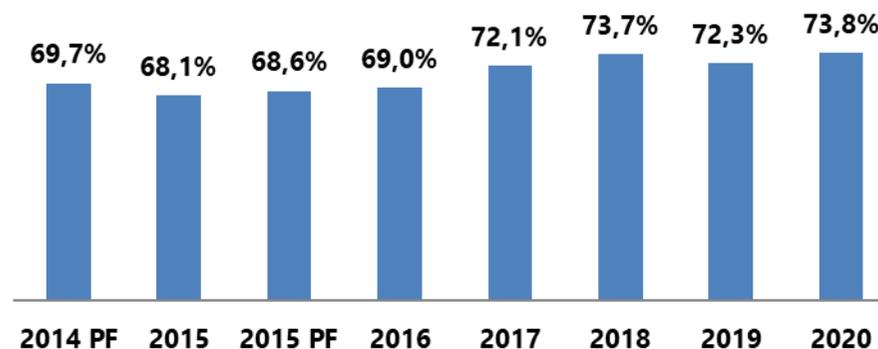
▶ Le RBE se replie de 12,3 % (- 826 M€) et de 9,7 % en pro forma (- 632 M€). **Le coefficient d'exploitation du Groupe se dégrade de 1 pt sur les métiers**, avec une **bonne performance de BPA (de 67% à 66 %)** et une forte dégradation de la Gestion d'Actifs et de la BGC.

Evolution des coefficients d'exploitation par métier

■ 2018 pf ■ 2019 pf ■ 2020



Coefficient d'exploitation Groupe



## Un coût du risque multiplié par 2,2, avec des situations très différenciées entre les réseaux et Natixis

### Segmentation clientèle BPCE et provisionnement :

#### ▶ Rappels IFRS9

- ▶ Dès leur comptabilisation, les encours de crédits font l'objet d'une dépréciation ou d'une provision pour pertes de crédit attendues (Expected Credit Loss ou ECL).
- ▶ Les **encours de crédits** sont répartis en **3 catégories** :
  - ▶ Les **S1** : encours sains pour lesquels il n'y a pas de dégradation significative du risque de crédit depuis l'origine,
  - ▶ Les **S2** : encours sains sur lesquels il est constaté une augmentation significative du risque,
  - ▶ Les **S3** : encours pour lesquels il est constaté une perte de valeur (risque de crédit avéré) ; ce sont les encours en défaut qu'il va falloir déprécier sur la base de valeur recouvrable de la créance.

#### ▶ Si l'on observe l'évolution de la **répartition des encours clientèle BPCE** sur 2020, on constate :

- ▶ Une progression des **encours S1 (88,9 % du total des crédits contre 87,5 % en décembre 2019)**, liés notamment à la distribution importante de PGE,
- ▶ Une baisse de la proportion des **encours S2, à 8,3 % contre 9,4 % à fin 2019** (avec 3 trimestres de baisse, et un 4<sup>ème</sup> trimestre en hausse sensible notamment sur les CEP, BP et SEF),
- ▶ Une baisse de la part des encours **S3 sur l'année, à 2,8 % du total des crédits contre 3 % à fin 2019.**

#### ▶ Le **taux de couverture de ces encours** (stock de provisions / encours) :

- ▶ **Augmente sur les S1** : de 0,17 % à 0,23 %,
- ▶ **Progresse très fortement sur le S2** : de 2,91 % à 4,43 %,
- ▶ **Affiche une baisse de 80 pb sur le S3** à 44,4 %.



## Un coût du risque multiplié par 2,2, avec des situations très différenciées entre les réseaux et Natixis

▶ Le **coût du risque** pour l'ensemble du Groupe a été **multiplié par 2,2 en 2020**. Il atteint près de **3 Md€**, soit **1,6 Md€ de plus qu'en 2019**, avec des évolutions très différentes entre les réseaux et Natixis. En effet, si les **réseaux** comptabilisent de lourdes charges liées au **risque prospectif**, la **BGC** subit un alourdissement conséquent de son **risque avéré**.

▶ La charge de coût du risque de 3 Md€ se répartit en :

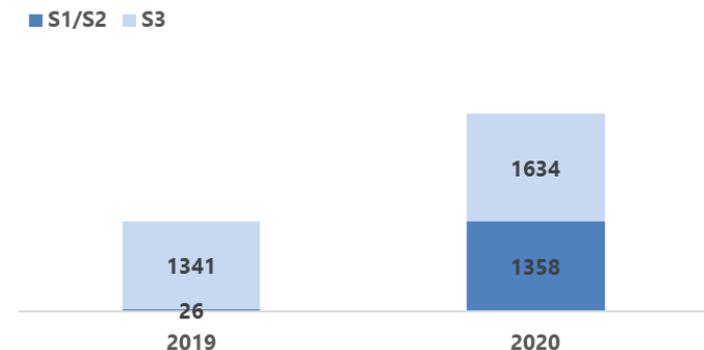
- ▶ 1,6 Md€ sur le S3, soit le **risque avéré**, (+ 282 M€),
- ▶ 1,4 Md€ sur les S1 et S2, soit le **risque prospectif**.

▶ La **hausse du coût du risque entre 2019 et 2020 atteint 1 633 M€**. Il intègre une progression de :

- ▶ **1 382 M€ des provisions S1/S2, essentiellement comptabilisées par les deux réseaux (1 124 M€)** et beaucoup plus marginalement par la BGC (167 M€).
  - ▶ Sur ces provisions S1/S2, une charge de **1 048 M€ de complément** lié à la **crise sanitaire** a été identifiée. L'essentiel a été comptabilisé **par les réseaux : 907 M€** (dont 416 M€ décidés par les établissements eux-mêmes, le solde étant calculé par les moteurs BPCE)..
- ▶ **282 M€ des provisions S3**, principalement portées par la **BGC** (+340 M€).

▶ Ainsi, au 31/12/20, le **stock de provisions S1/S2** pour l'ensemble du Groupe atteint **4,7 Md€**.

Evolution du coût du risque (en M€)



Coût du risque (en M€)

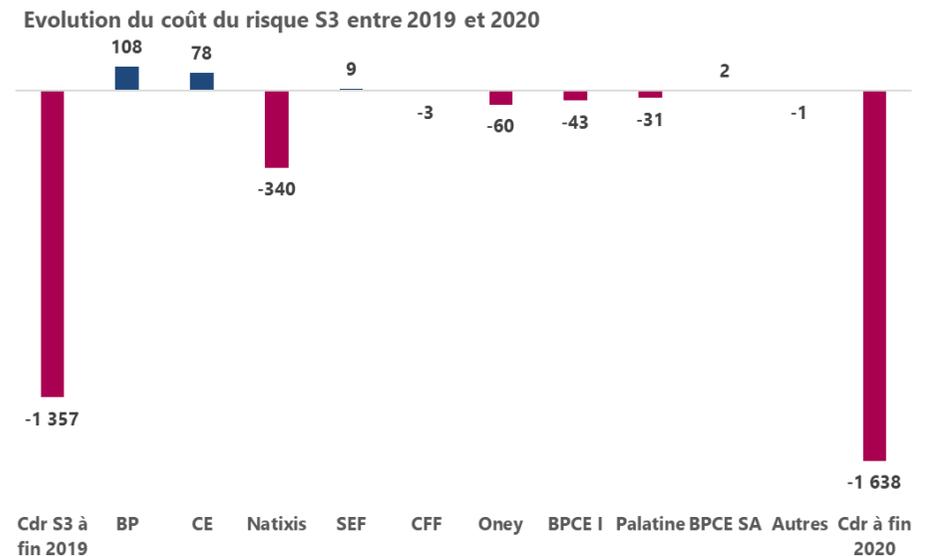
	2019	2020	Var
Coût du risque consolidé, dont	1 365	2 998	1 633
BPA	977	2 042	1 065
BGC	312	819	507
Hors-métiers	18	104	86

Détail des dotations 2020 sur S1 et S2

	2020	
	S1/S2	dt Covid
Banques Populaires	496	492
Caisses d'Epargne	628	415
Autres BPA	59,8	30
Total BPA	1 183,8	937
BGC	167	97
Autres entités	8,1	14
<b>Provisions sur encours sains</b>	<b>1 359</b>	<b>1 048</b>

## Un coût du risque multiplié par 2,2, avec des situations très différenciées entre les réseaux et Natixis

Coût du risque avéré (S3)	2019	2020	Var
RCE	363	285	-78
RBP	440	332	-108
Natixis	347	685	338
CFF	26	30	4
Palatine	53	84	31
BPCE I	19	62	43
Entités SEF	85	76	-9
Oney	23	83	60
BPCE SA	2,5	1,8	-0,7
<b>TOTAL</b>	<b>1 358,5</b>	<b>1 638,8</b>	<b>280,3</b>



▶ Le **coût du risque avéré, S3**, atteint ainsi **1 640 M€ en 2020**, ce qui représente un **alourdissement de 282 M€**. Cette hausse est **exclusivement générée par Natixis**.

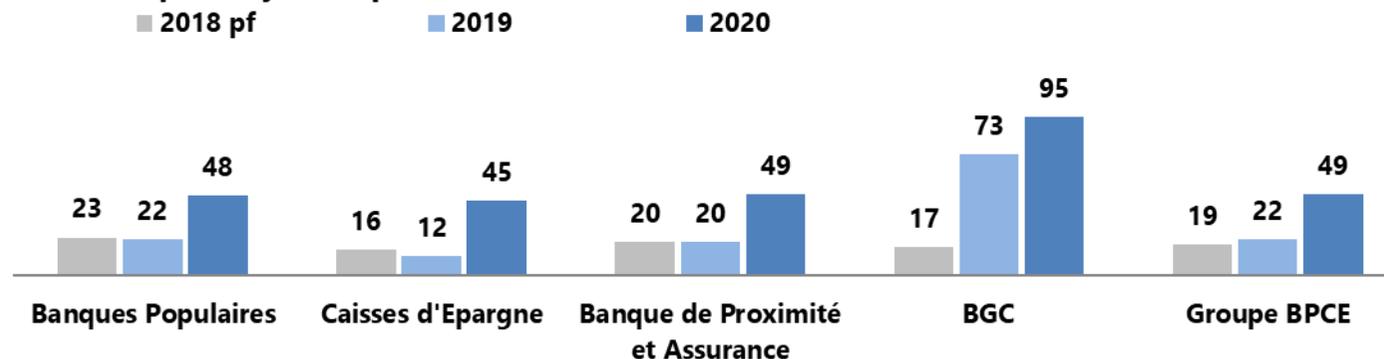
- ▶ La **BGC totalise 677 M€ (+340 M€** par rapport à 2019, sachant qu'en 2019, le coût du risque avait déjà été multiplié par plus de 3). Elle représente donc 41% du total, compte tenu de pertes significatives sur :
  - ▶ ENR Trade Finance : 198 M€, avec notamment les sujets de fraude sur le trading de matières premières,
  - ▶ Des Financements Corporate : 191 M€,
  - ▶ Energy & Natural Ressources : 129 M€, en particulier sur le secteur « Oil & Gas » en Amérique du Nord,
  - ▶ Real Assets Finance : 62 M€, et notamment sur les activités de financement aéronautique, immobilier et le financement d'infrastructures.
- ▶ Alors que le coût du risque S3 est **en retrait pour les BP (- 108 M€) et les CE (- 78 M€)**,
- ▶ L'effet **périmètre Oney** impacte le coût du risque S3 à hauteur de **60 M€**.



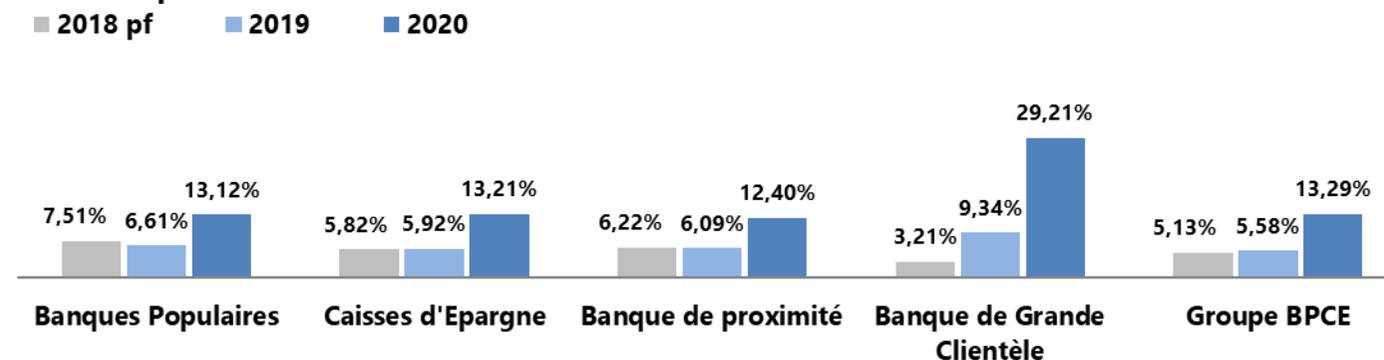
# 1-3 Les résultats consolidés

## Le coût du risque consomme plus de 13 % du PNB à fin 2020

Coût du risque moyen en pb



Coût du risque / PNB

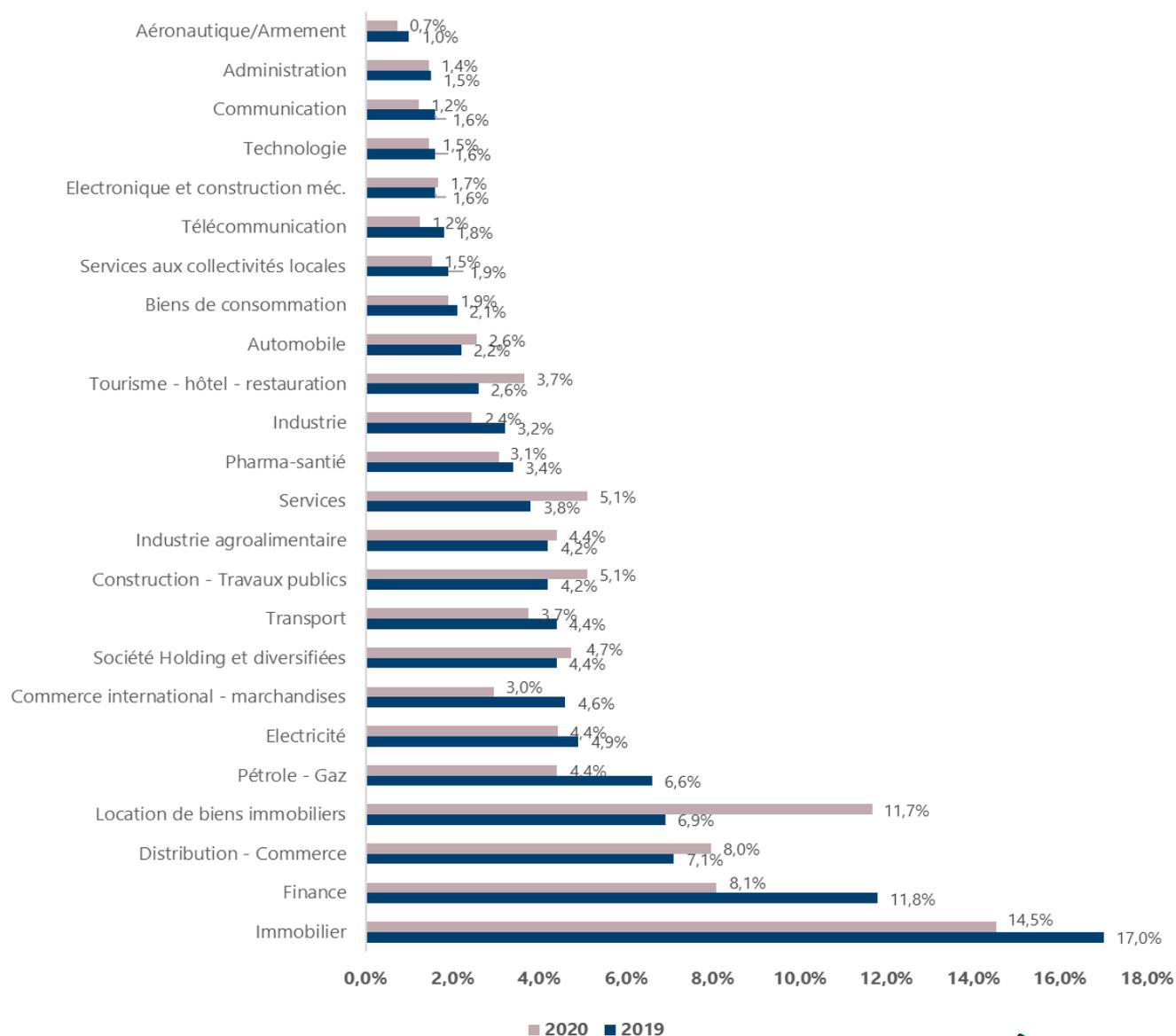


▶ **Le coût du risque consomme 13,3 % du PNB** du Groupe BPCE à fin 2020, contre environ 5,5 % les années précédentes. Ce taux dépasse 29 % pour la seule BGC de Natixis.

# 1-3 Zoom sur les expositions sectorielles du Groupe - Marché entreprises

- ▶ Sur 2020, on notera un repli des expositions du Groupe sur le secteur de l'énergie, et en particulier Pétrole et Gaz (de 6,6 % du total à 4,4 %), conformément à la volonté de Natixis de se désengager de ce secteur.
- ▶ En revanche, l'exposition au secteur du Tourisme-Hôtel-Restauration s'est accrue à 3,7 % (+ 1 point), du fait de la distribution de PGE (un peu plus de 3 Md€).
- ▶ C'est aussi le cas du secteur de la Distribution et Commerce, dont l'exposition s'accroît à 8 % du total, avec un important volume de PGE (un peu plus de 6 Md€).
- ▶ Les engagements sur le secteur des services se sont également fortement accrus ; ils totalisent 5,1 % des encours totaux, avec pour partie l'impact des PGE (3,7 Md€).

Evolution des expositions sectorielles du Groupe - Marché Entreprises

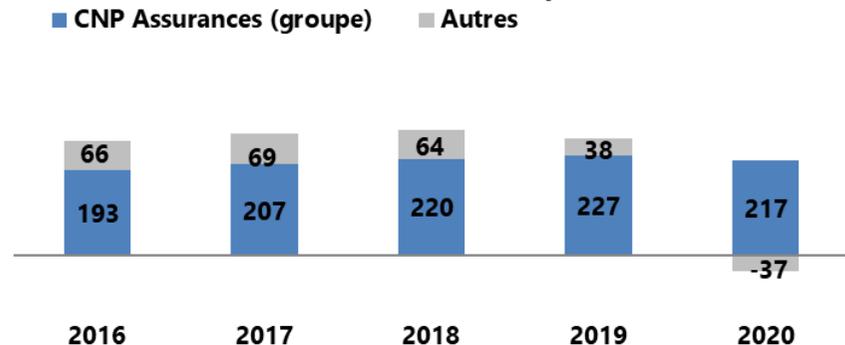


## Le résultat avant impôt chute de 50 % reflétant le retrait du résultat net d'exploitation, accentué par les pertes sur autres actifs

- ▶ **Le résultat courant avant impôt se replie de plus de 44 % à près de 3 Md€.**
- ▶ Il reflète l'évolution du Résultat net d'exploitation avec 2 effets négatifs supplémentaires :
  - ▶ Une moindre contribution des sociétés mises en équivalence, essentiellement représentées par la CNP (- 10 M€ par rapport à 2019). Notons également une perte sur Socram de 10 M€.
  - ▶ Une perte sur autres actifs de 144 M€ (hors celle de 146 M€ générée par la Coface) provenant de :
    - ▶ Fidor : 112 M€ (visant à mettre la valeur de la participation à zéro)
    - ▶ H2O : 56 M€ (pertes attendues sur la cession).

En M€	Retraité de la Coface					
	2016	2017	2018 pf	2019	2020	Var.
<b>Résultat net d'Exploitation</b>	<b>6 062</b>	<b>5 237</b>	<b>5 014</b>	<b>5 163</b>	<b>2 898</b>	<b>-43,9%</b>
Quote part du résultat net des entreprises MEE	259	276	284	265	227	-14,3%
Gains ou pertes sur autres actifs	203	88	15	1	-144	
Var. de valeur des écarts d'acquisition	-154	-85	-16	-88	0	-100,0%
<b>Résultat Courant avant Impôt</b>	<b>6 370</b>	<b>5 516</b>	<b>5 297</b>	<b>5 339</b>	<b>2 981</b>	<b>-44,2%</b>

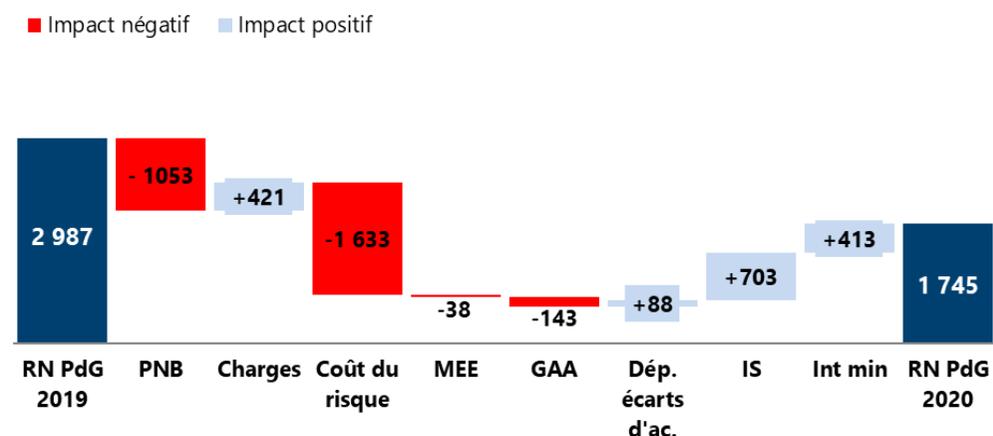
### Contribution des sociétés mises en équivalence



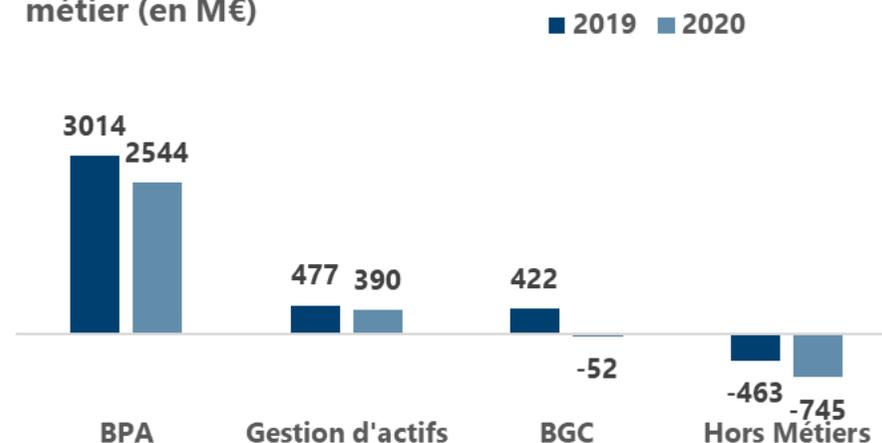
## Le résultat net part du groupe chute de près de 42 % (hors Coface)

- ▶ Le résultat net part du Groupe publié se contracte de 47 % à 1 610 M€. **Hors contribution Coface** (comptes retraités en 2019 et 2020), **le recul est limité à 42 %, à 1 745 M€.**
- ▶ La charge d'impôt s'allège de 703 M€, du fait de la baisse du résultat, le taux d'impôt effectif passant de 28,9 % à 32,1 %, du fait notamment de la forte baisse de résultats non taxables (société de capital risque) et des résultats des filiales Natixis à l'étranger.
- ▶ La baisse des intérêts minoritaires tient également au repli des résultats notamment sur la gestion d'actifs) et à la sortie de l'intégration de Coface.
- ▶ Le **résultat des métiers recule moins fortement, de 26 %**, avec des situations très différentes selon les pôles :
  - ▶ - **15,6 % sur BPA**, tenant essentiellement au coût du risque prospectif ; BPA représente à fin 2020 l'essentiel du résultat du groupe,
  - ▶ - **18 % pour la Gestion d'Actifs**, la baisse du PNB étant amortie par une contraction des rémunérations variables et une baisse des intérêts minoritaires,
  - ▶ **Une perte de 52 M€ sur la BGC**, combinant à la fois un important recul du PNB et une charge de risque avérée en forte augmentation.

Evolution du Résultat net consolidé PdG (en M€)



Evolution du résultat net sous-jacent par métier (en M€)



# Partie 1 – Les comptes consolidés, structure financière et résultats du Groupe

---

1-4 Focus sur le pôle « Hors Métiers »

## 1-4 Focus sur le pôle « Hors métiers »

► Le pôle Hors-Métiers dégage une perte de 993 M€ contre 687 M€ à fin 2019. Hors contribution nette de Coface, le creusement du déficit est moindre : - 857 M€ contre - 730 M€ en 2019. Cet écart est principalement lié :

- Aux « Autres éléments » (- 227 M€) : et plus spécifiquement à la forte baisse des valorisations sur le capital investissement (- 215 M€ sur BP Développement et Naxicap),
- Au Corporate Center, du fait de la baisse du PNB vue plus haut.

En M€	Corporate Center		Assurances		Groupe CFF & Groupe BPCE I		Autres éléments		Elements exceptionnels		Hors métiers hors exceptionnels		Hors métiers		Hors métiers hors exceptionnels	
	2019	2020	2019	2020	2019	2020	2019	2020	2019	2020	2019	2020	2019	2020	Var. 20/19	Var. 20/19
PNB	-120	-189	2	0	416	333	132	-129	17	39	429	15	447	55	-96,5%	-87,7%
Frais de gestion	-584	-530	-9	-3	-369	-238	-508	-484	-166	-89	-1 460	-1 255	-1 626	-1 345	-14,0%	-17,3%
<b>RBE</b>	<b>-704</b>	<b>-719</b>	<b>-7</b>	<b>-2</b>	<b>56</b>	<b>95</b>	<b>-376</b>	<b>-613</b>	<b>-148</b>	<b>-50</b>	<b>-1 031</b>	<b>-1 240</b>	<b>-1 179</b>	<b>-1 290</b>	<b>20,3%</b>	<b>9,4%</b>
Coût du risque	-8	-12			0	-88	-10	-4		-6	-18	-104	-18	-110	477,8%	511,1%
Résultat des entreprises MEE	0	0	277	217	0	0	7	5	-25	-10	234	222	209	212	-5,1%	1,4%
Gains ou pertes nets sur autres actifs	-10	3			-2	9	0	-1	5	-120	-12	11	-7	-109	-191,7%	1457,1%
Var de valeurs des écarts d'acquisition									-88				-88			-100,0%
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>-722</b>	<b>-729</b>	<b>221</b>	<b>215</b>	<b>55</b>	<b>16</b>	<b>-379</b>	<b>-613</b>	<b>-257</b>	<b>-186</b>	<b>-826</b>	<b>-1 111</b>	<b>-1 083</b>	<b>-1 297</b>	<b>34,5%</b>	<b>19,8%</b>
Impôts sur le résultat	301	296	-1	2	-57	-39	29	13	-25	49	272	272	246	321	0,0%	30,5%
Participations ne donnant pas le contrôle	58	26	0	0	-8	4	41	63	15	25	91	93	106	119	2,2%	12,3%
<b>RNPG hors Coface</b>	<b>-363</b>	<b>-407</b>	<b>220</b>	<b>217</b>	<b>-10</b>	<b>-19</b>	<b>-310</b>	<b>-537</b>	<b>-267</b>	<b>-112</b>	<b>-463</b>	<b>-745</b>	<b>-730</b>	<b>-857</b>	<b>60,9%</b>	<b>17,4%</b>
Contribution nette Coface	44	-136									44	-136	44	-136	-409,1%	-409,1%
<b>RNPG</b>	<b>-319</b>	<b>-543</b>	<b>220</b>	<b>217</b>	<b>-10</b>	<b>-19</b>	<b>-310</b>	<b>-537</b>	<b>-267</b>	<b>-112</b>	<b>-419</b>	<b>-881</b>	<b>-687</b>	<b>-993</b>	<b>110,3%</b>	<b>44,5%</b>



# Partie 1 – Les comptes consolidés, structure financière et résultats du Groupe

---

1-5 Les premières tendances de résultats 2021

# 1-5 Les premières tendances de résultats 2021

## Une forte hausse du résultat net sur le T1 2021, sur une base de comparaison favorable (T1 2020)

▶ Le résultat publié du T1 est multiplié par 3, à 548 M€, et multiplié par 2,2 hors Coface (charge importante au T1 2020), avec :

- ▶ Une belle croissance de 12 % des revenus, et ce sur l'ensemble des métiers (avec un effet particulièrement favorable pour la BGC),
- ▶ Une hausse beaucoup plus limitée des frais de gestion de 2,6 %, créant un effet ciseau très positif sur le résultat brut d'exploitation, qui s'accroît de 57 %,
- ▶ Un coût du risque qui reste encore élevé, bien qu'en retrait sur le T1 2020, qui s'accompagne d'une hausse du risque avéré sur BPA.

### Résultats publiés (retraités Coface et H2O)

en M€	T1 2019	T1 2020	T1 2021	Evolution
<b>PNB</b>	5 778	5 448	6 099	11,9%
Frais de gestion	-4 563	-4 524	-4 641	2,6%
<b>Résultat Brut d'Exploitation</b>	1 215	925	1 457	57,5%
Coût du risque	-293	-504	-490	-2,8%
<b>Résultat avant impôt</b>	850	475	1 043	119,6%
<b>Résultat Net part du Groupe hors Coface</b>	329	244	547	x 2,2
Coface - Contribution nette	11	-83	5	
H2O - Contribution nette		21	-4	
<b>Résultat Net part du Groupe y compris Coface</b>	340	181	548	x 3,0

### Résultats sous-jacents

en M€	T1 2019	T1 2020	T1 2021	Evolution
<b>PNB</b>	5 772	5 552	6 131	10,4%
Frais de gestion	-4 426	-4 484	-4 582	2,2%
<b>Résultat Brut d'Exploitation</b>	1 346	1 068	1 549	45,0%
Coût du risque	-284	-504	-490	-2,8%
Résultat avant impôt	1 125	633	1 128	78,2%
<b>Résultat Net part du Groupe hors Coface</b>	612	325	624	92,0%
Retraitement IFRIC 21	310	341	385	12,9%
<b>RNPG hors Coface après retraitement IFRIC 21</b>	922	666	1009	51,5%
<b>Coefficient d'exploitation</b>		73,1%	67,1%	

# 1-5 Les premières tendances de résultats 2021

## Tous les métiers participent à la croissance des revenus du Groupe

▶ Le **PNB du Groupe s'accroît de près de 12 %, à 6,1 Md€, soit + 651 M€.**

▶ Tous les métiers participent à cette croissance : **les 3 métiers totalisent 6 Md€ de revenus, soit + 516 M€** par rapport au T1 2020.

▶ Le **rebond le plus significatif revient à la BGC : + 252 M€** (soit + 37 %), à 940 M€, avec une base de comparaison favorable :

### ▶ Global Markets :

▶ Rappelons que sur le métier Equity, le T1 2020 avait été marqué par l'annulation des dividendes engendrant des impacts négatifs sur la valorisation des dérivés. Sur le T1 2021, les conditions de marché étant plus favorable, conjuguées au développement de l'activité avec les réseaux, le PNB d'Equity s'établit à 167 M€ contre - 33 M€ au T1 2020.

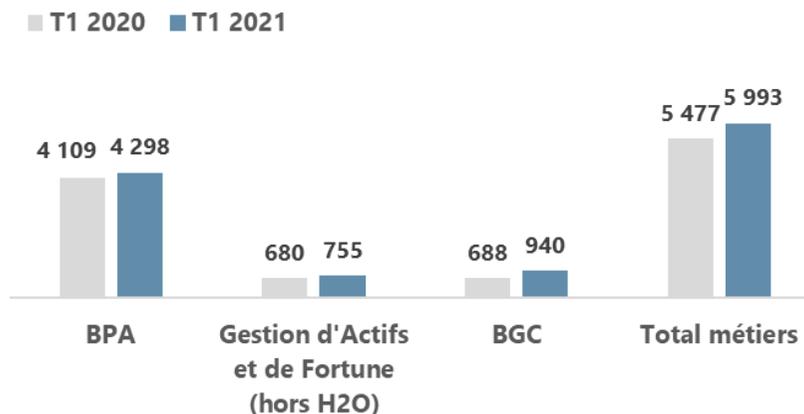
▶ Les revenus de FICT diminuent à 330 M€.

▶ Global Finance voit ses revenus progresser de 13 %, à 336 M€.

▶ Le PNB d'Investment Banking et M&A se stabilise.

▶ Le PNB de **BPA progresse de 189 M€** (voir slide suivant), à **4 298 M€.**

Evolution du PNB des métiers



▶ La **Gestion d'Actifs enregistre une croissance de ses revenus de 75 M€** (hors H2O), soit + 11 %, à **755 M€**, dont :

▶ 689 M€ pour la Gestion d'Actifs (+ 12 %), avec une hausse des commissions de surperformance, à 18 M€, essentiellement générées par Loomis (contre 3 M€ hors H2O au T1 2020). Le taux de marge atteint 23 pb au global et 37 pb hors Ostrum AM (taux de marge de 3pb), dont 34 pb pour les affiliés américains et 39 pb pour les affiliés européens. Notons que les encours sous gestion ne progressent que de 3 % à 1 153 Md€, soit + 35 Md€, dont seulement 4 Md€ liés à la collecte nette.

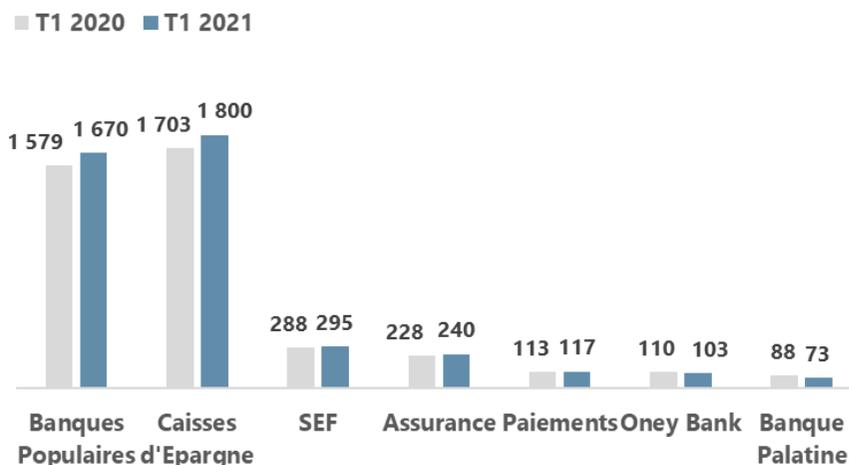
▶ 41 M€ pour la Gestion de Fortune (+ 0,9 %),

▶ 25 M€ pour l'Épargne salariale (+ 4 %).

# 1-5 Les premières tendances de résultats 2021

## Tous les métiers participent à la croissance des revenus du Groupe

Evolution du PNB sur le pôle BPA (en M€)



► Le pôle **BPA** voit ses revenus progresser de **189 M€** au T1 2021, par apport au T1 de l'année précédente, dont :

- **+ 91 M€ pour le RBP (+ 6,2 %)** : avec une forte croissance des encours de crédits (+ 15,7 %) et d'épargne bilan (+ 11 %). Cette évolution des revenus recouvre une très forte hausse de plus de 15 % de la marge d'intérêts, à 1 013 M€, mais un retrait de 2 % des commissions à 648 M€.
- **+ 97 M€ pour le RCE (+6,6 %)** : là encore on observe un fort développement des encours de crédit (+ 8,7 %) et d'épargne (+ 8,4 %). La hausse des revenus relève de la marge d'intérêt (+ 9,2 %, à 1 006 M€) mais également des commissions (+ 1,9 % à 816 M€).
- Une **hausse plus modérée pour le pôle SEF : + 2,4 % (+ 7 M€)**, avec notamment une progression de 22 % de la production nouvelle en crédit à la consommation.
- **+ 12 M€ pour l'Assurance, soit + 5,1 %**, avec un développement des primes de 32 % sur un an, majoritairement portée par l'assurance vie (+ 4 % sur l'assurance dommages). Les encours d'assurance vie progressent de 4 %.
- **+ 4 M€ pour les Paiements,**
- **- 7 M€ pour Oney,**
- **- 10 M€ pour la Banque Palatine.**

# 1-5 Les premières tendances de résultats 2021

## Le coût du risque du Groupe BPCE ressort à 26 pb des encours (29 pb au T1 2020)

▶ Le coût du risque s'élève à 490 M€, en baisse de 2,8 % en un an, avec des évolutions très différenciées :

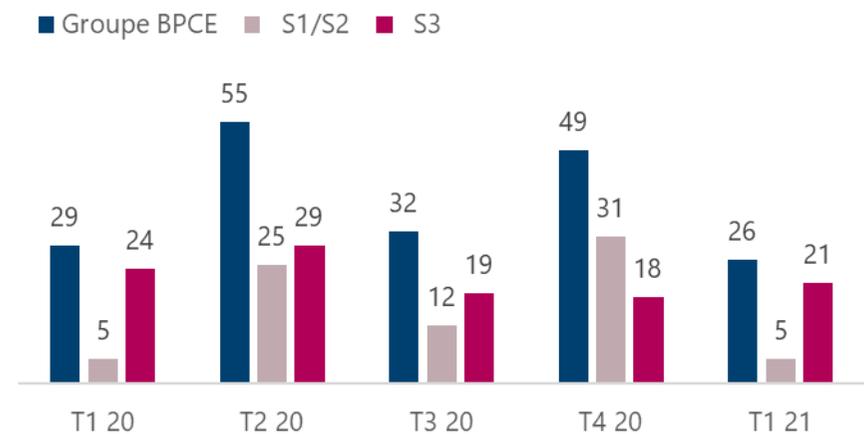
- ▶ Une hausse de 28 % pour BPA,
- ▶ Un recul de 58 % pour la BG, sachant que le T1 2020 avait l'objet d'importantes provisions sur le risque avéré.

▶ Ce coût du risque recouvre :

- ▶ 92 M€ de dotations sur les S1 et S2 (84 M€ au T1 2020),
- ▶ 398 M€ sur le risque avéré (contre 420 M€ au T1 2020), le S3.

▶ Il représente 26 pb des encours de crédits, soit le plus bas niveau depuis 4 trimestres. En revanche, le seul risque avéré est de 21 pb, plus important que sur les deux derniers trimestres.

Evolution du coût du risque BPCE (en pb)



# 1-5 Les premières tendances de résultats 2021

## Le coût du risque du Groupe BPCE ressort à 26 pb des encours (29 pb au T1 2020)

▶ Le **coût du risque de BPA augmente de 28 %, à 387 M€, par rapport au T1 2020**, reflétant la hausse enregistrée sur :

- ▶ Les Banques Populaires : + 42 % en un an, à 165 M€.
- ▶ Les CEP : + 26 % à 153 M€
- ▶ SEF : + 25 % à 31 M€.

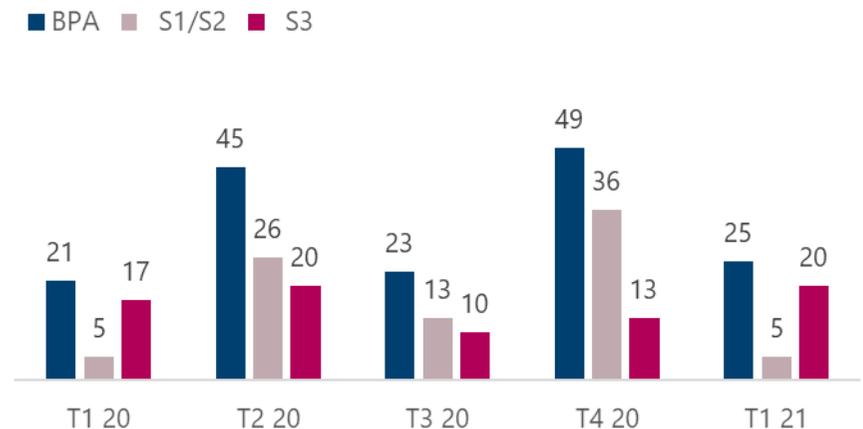
▶ Il **ne représente néanmoins que 25 pb des encours de crédit, soit un niveau un peu supérieur à début 2020, mais très en retrait par rapport aux trois derniers trimestres.**

▶ En revanche, c'est bien le **risque avéré qui génère ce niveau**, et non plus les provisions prospectives, à 20 pb soit l'un des plus hauts niveaux sur les 5 derniers trimestres.

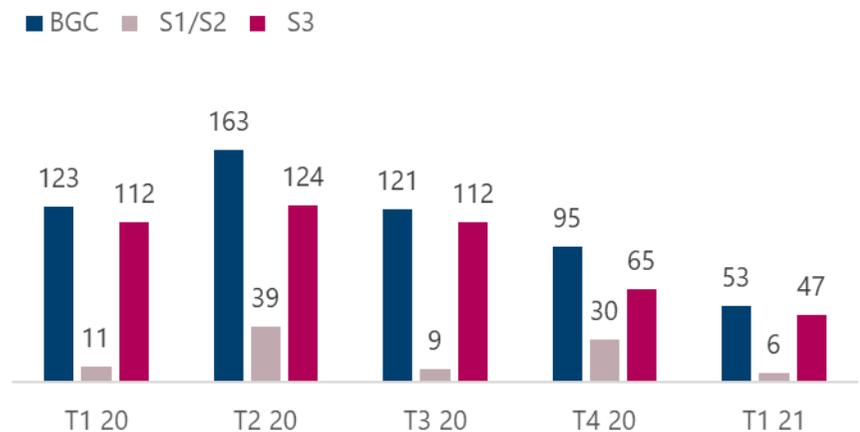
▶ Le **coût du risque de la BGC s'améliore significativement par rapport aux trimestres précédents**. Sur le **T1 2021, il atteint 81 M€ en baisse de plus de 58 % par rapport au T1 2020**, encore impacté par quelques dossiers dans le tourisme et l'aviation.

▶ Il ressort à **53 pb, dont 47 pb sur le risque avéré, soit le plus bas niveau des 5 trimestres** (les 4 derniers recouvrant d'importants provisionnements).

Evolution du coût du risque BPA



Evolution du coût du risque BGC (en pb)



# 1-5 Les premières tendances de résultats 2021

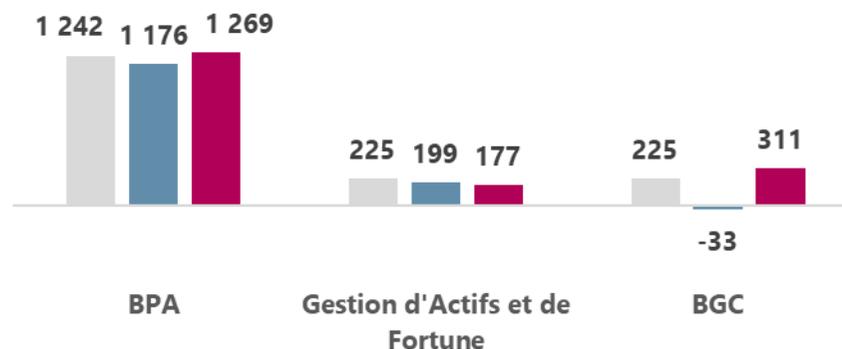
## Hausse sensible des résultats

### ▶ Résultats sous-jacents :

- ▶ Le résultat avant impôt, retraité de l'IFRIC 21, s'établit à 1,5 Md€, en hausse de 0,5 Md€. Cette évolution est le fruit :
  - ▶ D'un redressement des résultats de la BGC (hausse des revenus et repli du coût du risque),
  - ▶ De la poursuite des performances de BPA,
  - ▶ D'un repli de la Gestion d'Actifs imputable à H2O ; hors H2O, la gestion d'actifs voit son résultat avant impôt progresser.

### Evolution du résultat avant impôt

■ T1 2019 ■ T1 2020 ■ T1 2021



# Partie 1 – Les comptes consolidés, structure financière et résultats du Groupe

---

1-6 Le bilan consolidé

Principaux éléments

## Le total du bilan consolidé se rehausse de 124,6 Md€, à 1 446,3 Md€

▶ Le total du bilan consolidé progresse de **124,6 Md€ (+ 9,4 %)**.

▶ Les principaux facteurs d'évolution sont à **l'Actif** :

▶ La **hausse de 53,6 Md€ des prêts et créances à la clientèle** du fait de la dynamique de BPA,, dont + 35 Md€ pour les Banques Populaires et + 25 Md€ pour les Caisses d'Épargne ; ce développement est principalement porté par les crédits de trésorerie (+ 31 Md€, du fait notamment du PGE), les crédits immobiliers (+ 19 Md€) et les crédits d'équipement (+ 11 Md€). Au global, les prêts et créances à la clientèle représentent 747 Md€, soit 52 % du bilan.

▶ La **progression de 73 Md€ des avoirs auprès des banques centrales**, pour un total à fin 2020 de 153 Md€ (près de 11 % du bilan).

▶ Une **croissance de 5,5 Md€ des placements des activités d'assurance**, pour un total à fin 2021 de 125 Md€, reflétant la dynamique d'activité.

▶ Une **baisse de 14 Md€ des actifs à la juste valeur par résultat** (opérations négociées à des fins de transaction). Ces actifs totalisent à fin 2020 196 Md€.

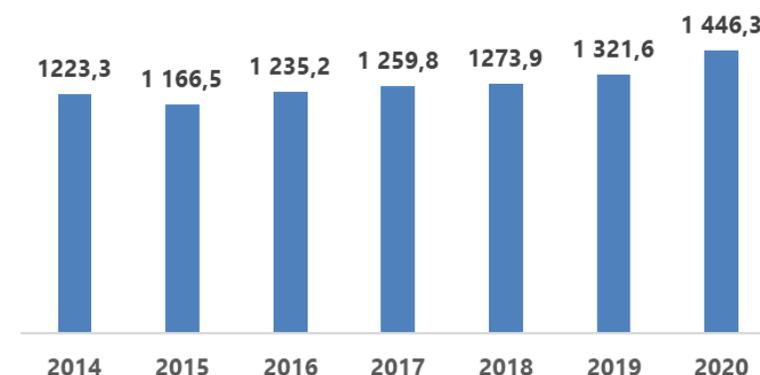
▶ Au **Passif**, on notera :

▶ Une **hausse de 71 Md€ des dettes envers la clientèle, à 631 Md€** (soit 44 % du bilan consolidé), recouvrant une forte hausse des DAV (+ 55 Md€), et des livrets réglementés (+ 18 Md€),

▶ Une **progression de 62 Md€ des dettes envers les établissements de crédit** (à 138 Md€), intégrant les opérations de refinancement TLTRO3.

▶ Un **repli de 11 Md€ des dettes représentées par un titre**, pour un total de 228 Md€ à fin 2021 ; cette évolution recouvre notamment la baisse des certificats de dépôts, partiellement compensée par le développement de l'encours de dette Senior Non Préférée (+ 3,8 Md€).

Total de bilan BPCE (en M€)



# 1-6 Le bilan consolidé

## Les écarts d'acquisition

► L'évolution des **participations dans les entreprises mises en équivalence** tient pour l'essentiel à :

- ▶ **L'intégration de la Coface**, suite à la perte de contrôle,
- ▶ **La hausse de valorisation de la CNP.**

Participations dans les entreprises mises en équivalence

	31/12/2016	31/12/2017	31/12/2018	31/12/2019	31/12/2020	Ecart
CNP Assurances (groupe)	2 450	2 567	2 471	2 731	2 938	207
Socram Banque	76	76	75	49	40	-9
Edf Investment Group	524	521	521	520	521	1
Banque Calédonienne d'Investissement	135	145	153	163	168	5
Coface					158	158
Autres	706	803	813	784	761	-23
<b>Participations dans les entreprises MEE</b>	<b>3 891</b>	<b>4 112</b>	<b>4 033</b>	<b>4 247</b>	<b>4 586</b>	<b>339</b>

► Les **écarts d'acquisition** enregistrent les mouvements suivants :

- ▶ Acquisition : + 52 M€, liés au rapprochement des activités de gestion de taux et assurantielles de Natixis IM et de La Banque Postale AM,
- ▶ Perte de contrôle de Coface : sortie de l'écart d'acquisition pour - 282 M€,
- ▶ Conversion :
  - ▶ En Gestion d'actifs : - 120 M€,
  - ▶ BGC : - 9 M€.

Détail, par société, des écarts d'acquisition

En M€	31/01/2016	31/12/2017	31/12/2018	31/12/2019	31/12/2020	Ecart
Banques Régionales (ex banques HSBC)	650	633	633	633	633	0
BPCE IOM	42	27	6			
Banque BCP France	42	42	42	42	42	0
Crédit Foncier	13	13				
Natixis	3 495	3 496	3 718	3 792	3 434	-358
Oney Bank				170	170	0
SEF				20	20	0
Fidor AG	80	82	82			
Autres	15	11	8	8	8	0
<b>Ecarts d'acquisition</b>	<b>4 397</b>	<b>4 304</b>	<b>4 489</b>	<b>4 665</b>	<b>4 307</b>	<b>-358</b>



# 1-6 Le bilan consolidé

## Le stock de provisions R&C se rehausse légèrement de 57 M€

- ▶ La progression du stock de provisions pour risques et charges se rehausse de 57 M€, recouvrant les mouvements suivants :
  - ▶ Une progression des provisions pour engagements de prêts et garanties : + 145 M€, notamment liée à l'augmentation de l'activité,
  - ▶ Une baisse de la provision pour restructuration : - 109 M€, intégrant la consommation de celle du CFF (- 71 M€) et de BPCE I (-13 M€) ; le stock restant concernant ces deux entités s'élève respectivement à 120 M€ et 7 M€.
- ▶ Notons que la provision pour risques légaux et fiscaux inclut 503 M€ au titre de l'exposition nette concernant le dossier Madoff.

### Provisions pour risques et charges

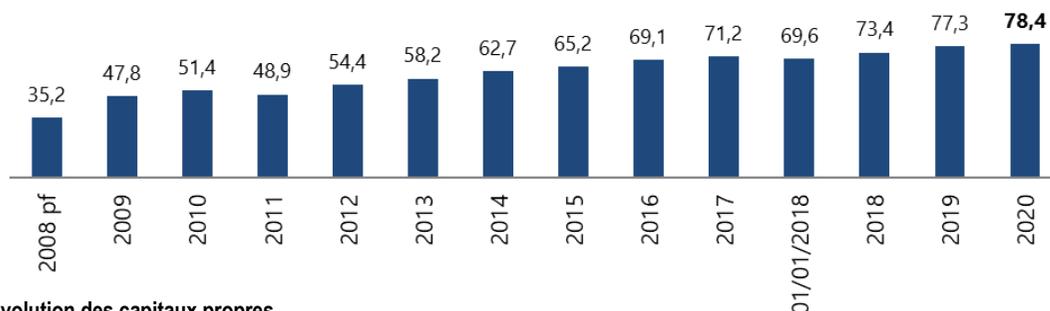
En M€	31/12/2016	31/12/2017	01/01/2018	31/12/2018	31/12/2019	31/12/2020	Ecart
Prov pour engagements sociaux	2 546	2 278	2 264	2 090	2 184	2 174	-10
Prov pour activité d'épargne logement	713	695	695	661	579	613	34
Provisions pour restructurations	104	152	152	409	261	152	-109
Risques légaux et fiscaux	1 537	1 712	1 712	1 702	1 302	1 208	-94
Engagement de prêts et garanties	366	299	707	654	710	855	145
Autres provisions d'exploitation	1 233	1 256	1 266	1 059	1 120	1 211	91
<b>Total des provisions pour risques et charges</b>	<b>6 499</b>	<b>6 392</b>	<b>6 796</b>	<b>6 575</b>	<b>6 156</b>	<b>6 213</b>	<b>57</b>



# 1-6 Le bilan consolidé

## Les capitaux propres part du Groupe progressent de 2,8 Md€

Capitaux propres du groupe BPCE (en Md€)



Evolution des capitaux propres

En M€	01/01/2018 (IFRS 9)	31/12/2018	31/12/2019	31/12/2020	Ecart
<b>Capitaux propres part du Groupe, dont :</b>	<b>62 476</b>	<b>66 194</b>	<b>69 909</b>	<b>72 683</b>	<b>2 774</b>
<i>Capital et primes liées</i>	22 722	23 513	26 740	27 481	741
<i>Réserves consolidées</i>	39 104	39 044	38 972	42 547	3 575
<i>Gains et pertes inscrits en capitaux propres</i>	650	612	1 168	1 045	-123
<i>Résultat de la période</i>		3 026	3 030	1 610	-1 420
<b>Participations ne donnant pas le contrôle</b>	<b>7 106</b>	<b>7 212</b>	<b>7 431</b>	<b>5 728</b>	<b>-1 703</b>
<b>Capitaux propres</b>	<b>69 582</b>	<b>73 406</b>	<b>77 341</b>	<b>78 412</b>	<b>1 071</b>

En M€	Capitaux propres part du groupe
<b>Valeur au 31/12/2018</b>	<b>66 194</b>
Distributions	-375
Augmentation de capital (parts sociales)	1 633
Résultat	3 030
Rémunération et remboursement des TSS	-820
Variations gains et pertes comptabilisés en capitaux propres	677
Transactions réalisées avec les minoritaires	-393
Autres	-37
<b>Valeur au 31/12/2019</b>	<b>69 909</b>
Distributions	-337
Augmentation de capital (parts sociales)	1 191
Résultat	1 610
Rémunération et remboursement des TSS	0
Variations gains et pertes comptabilisés en capitaux propres	-106
Transactions réalisées avec les minoritaires	405
Autres	10
<b>Valeur au 31/12/2020</b>	<b>72 683</b>

▶ A **72,7 Md€**, les capitaux propres part du Groupe s'accroissent de **2 774 M€**, recouvrant :

- ▶ Les variations de **parts sociales pour + 1 191 M€**, dont + 743 M€ pour les Banques Populaires et + 448 M€ pour les Caisses d'Épargne. Sur ce montant, 230 M€ correspondent aux dividendes payés en parts sociales (82 M€ pour les Banques Populaires et 148 M€ pour les Caisses d'Épargne).
- ▶ La **mise en réserves du résultat** de 2019 ( 3 030 M€) net des distributions de dividendes ( 337 M€ pour les dividendes distribués soit 129 M€ pour les BP et 208 M€ pour les CEP).
- ▶ Un effet de + 405 M€ sur les transactions réalisées avec les minoritaires.

▶ Les **capitaux propres globaux progressent moins vite, + 1 071 M€**, du fait de la déconsolidation de la Coface (- 1 174 M€ sur les Participations ne donnant pas le contrôle).

# 1-6 Le bilan consolidé

## Une croissance nette des parts sociales de 1,2 Md€

▶ Les **ventes brutes de parts sociales par les deux réseaux atteignent près de 3,5 Md€** (4 Md€ en 2019), dont :

- ▶ 1,8 Md€ pour les Banques Populaires, BPGO et BP AURA étant les plus gros émetteurs (36 % du total), comme en 2019,
- ▶ 1,6 Md€ pour les CEP, CE IDF et CEPAC en représentant 39 %.

▶ Les **rachats représentent près de 66 % des émissions** (contre 59 % en 2019 et 63 % en 2018), dont :

- ▶ 59,6 % pour les BP,
- ▶ **72,3 % pour les CE**, soit un niveau très supérieur à l'exercice précédent (57 %). Ainsi certains établissements enregistrent des taux de rachats particulièrement importants : CEN (103 %), CEPAL (96 %), CECAZ (91 %).

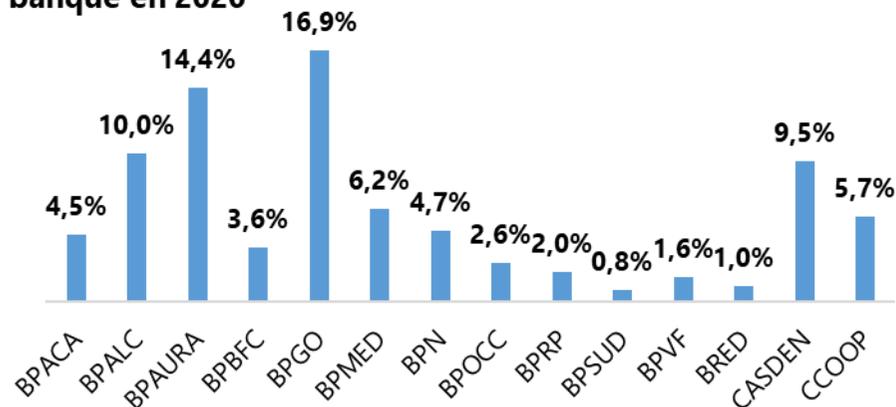
▶ Ainsi, les **ventes nettes s'élèvent à 1,2 Md€**.

	Parts sociales des réseaux								
	2018	2019			2020				
	Encours	Ventes brutes	rachats	Ventes nettes	Encours	Ventes brutes	rachats	Ventes nettes	Encours
en KE									
BPACA	608 624	152 929	- 72 343	80 586	689 210	150 917	- 119 728	31 189	720 399
BPALC	1 060 164	149 998	- 127 865	22 133	1 082 297	180 144	- 72 089	108 055	1 190 352
BPAURA	1 166 547	250 121	- 170 155	79 966	1 246 513	337 507	- 158 560	178 947	1 425 460
BPBFC	608 366	97 981	- 64 038	33 943	642 309	88 296	- 64 955	23 341	665 650
BPGO	1 033 252	261 773	- 112 177	149 596	1 182 848	317 960	- 118 069	199 891	1 382 739
BPMED	546 995	120 841	- 72 018	48 823	595 818	104 428	- 67 215	37 213	633 031
BPN	288 071	45 560	- 34 235	11 325	299 396	44 093	- 29 886	14 207	313 603
BPOCC	312 179	28 421	- 27 507	914	313 093	32 248	- 24 222	8 026	321 119
BPRP	1 016 439	184 538	- 181 027	3 511	1 019 950	162 472	- 141 937	20 535	1 040 485
BPSUD	362 363	85 920	- 41 077	44 843	407 206	42 633	- 39 349	3 284	410 490
BPVF	385 448	38 756	- 36 019	2 737	388 185	37 669	- 31 388	6 281	394 466
BRED	1 176 070	277 791	- 92 233	185 558	1 361 628	155 221	- 141 131	14 090	1 375 718
CASDEN	355 354	38 370	- 7 414	30 956	386 310	44 630	- 8 061	36 569	422 879
CCOOP	1 019 239	147 298	- 92 696	54 602	1 073 841	143 751	- 82 534	61 217	1 135 058
<b>Total BP</b>	<b>9 939 111</b>	<b>1 880 297</b>	<b>- 1 130 804</b>	<b>749 493</b>	<b>10 688 604</b>	<b>1 841 968</b>	<b>- 1 099 123</b>	<b>742 845</b>	<b>11 431 449</b>
CEAPC	1 160 547	138 727	- 83 300	55 427	1 215 974	112 183	- 76 826	35 357	1 251 331
CEPAL	452 705	54 108	- 30 375	23 733	476 438	30 362	- 29 037	1 325	477 763
CEBFC	603 465	90 552	- 41 193	49 359	652 824	77 823	- 39 248	38 575	691 399
CEBPL	1 580 648	128 267	- 118 959	9 308	1 589 956	132 542	- 108 966	23 576	1 613 532
CECAZ	707 880	79 910	- 65 082	14 828	722 708	75 195	- 68 384	6 811	729 519
CEGEE	1 092 613	151 959	- 72 487	79 472	1 172 085	85 043	- 68 457	16 586	1 188 671
CEHDF	1 232 761	153 705	- 80 511	73 194	1 305 955	115 085	- 76 590	38 495	1 344 450
CEIDF	2 936 398	556 139	- 263 843	292 296	3 228 694	418 332	- 271 870	146 462	3 375 156
CELR	393 567	68 054	- 27 422	40 632	434 199	50 352	- 27 316	23 036	457 235
CELC	582 606	49 056	- 35 340	13 716	596 322	43 230	- 32 267	10 963	607 285
CELDA	472 182	49 226	- 31 031	18 195	490 377	40 493	- 31 119	9 374	499 751
CEMIP	669 789	59 571	- 41 942	17 629	687 418	44 578	- 38 349	6 229	693 647
CEN	811 135	75 305	- 56 981	18 324	829 459	51 596	- 53 024	1 428	828 031
CEPAC	1 605 060	270 911	- 120 379	150 532	1 755 592	215 453	- 146 992	68 461	1 824 053
CERA	1 412 199	154 552	- 115 444	39 108	1 451 307	126 310	- 102 471	23 839	1 475 146
<b>Total CE</b>	<b>15 713 555</b>	<b>2 080 043</b>	<b>- 1 184 290</b>	<b>895 753</b>	<b>16 609 308</b>	<b>1 618 577</b>	<b>- 1 170 916</b>	<b>447 661</b>	<b>17 056 969</b>
<b>Total</b>	<b>25 652 666</b>	<b>3 960 340</b>	<b>- 2 315 094</b>	<b>1 645 246</b>	<b>27 297 912</b>	<b>3 460 545</b>	<b>- 2 270 039</b>	<b>1 190 506</b>	<b>28 488 418</b>

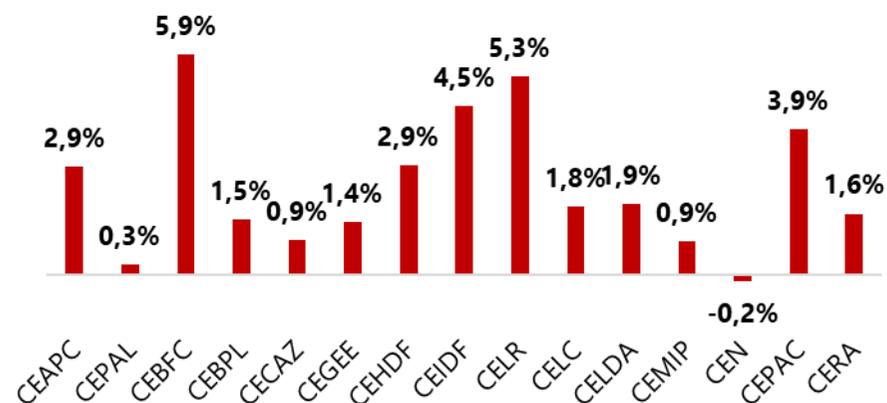
# 1-6 Le bilan consolidé

## ... Avec des taux de rachats très élevés sur certains établissements

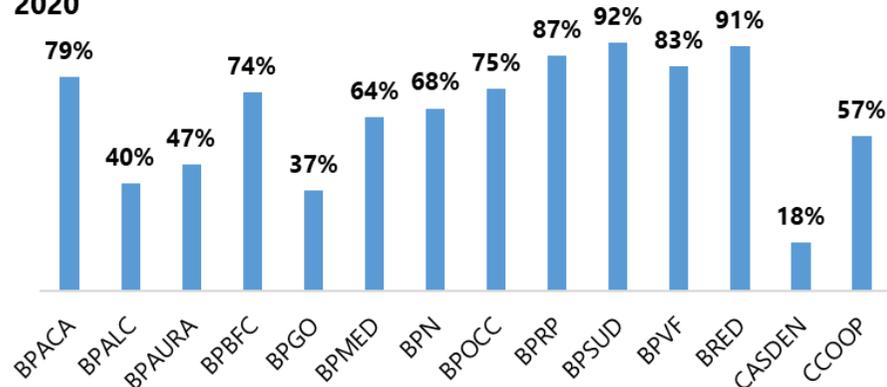
Croissance de l'encours de parts sociales par banque en 2020



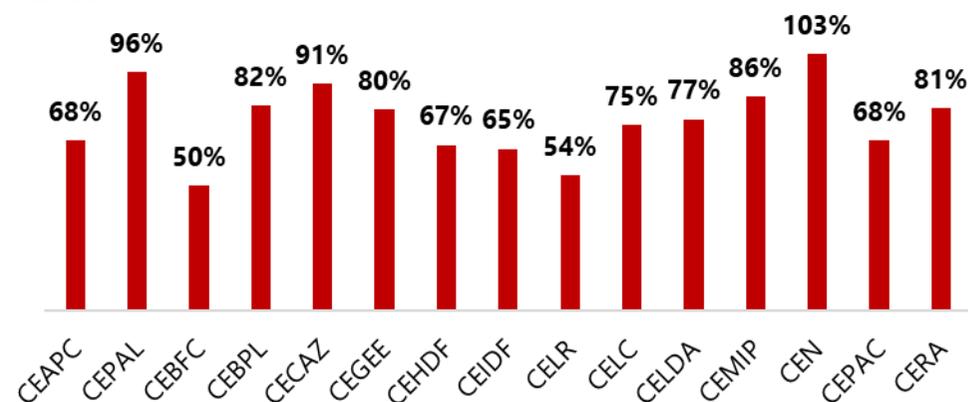
Croissance de l'encours de parts sociales par caisse en 2020



Rachats/ventes brutes de parts sociales par banque en 2020



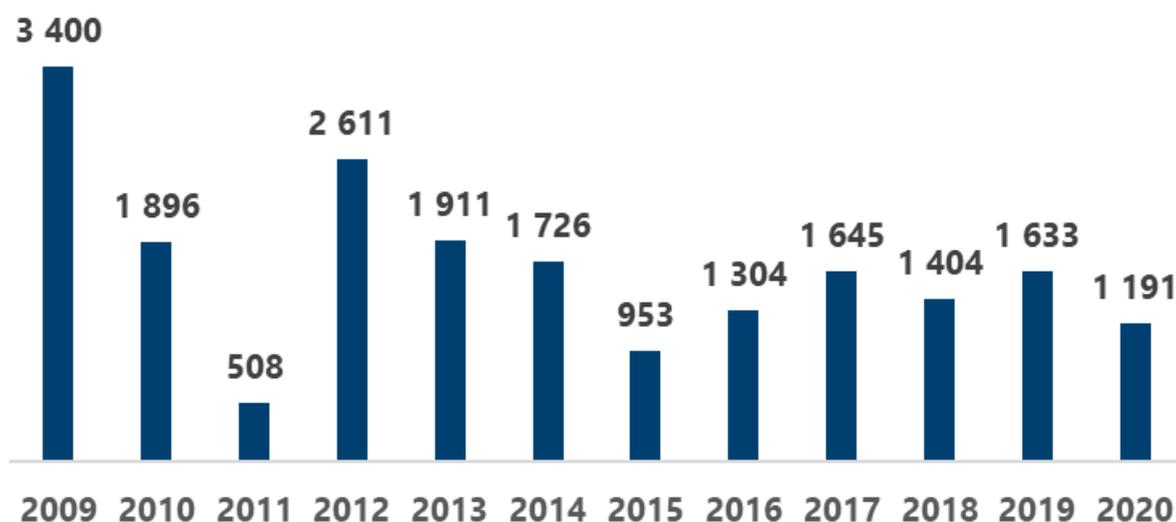
Rachats/ventes brutes de parts sociales par caisse en 2020



## 1-6 Zoom sur les émissions de parts sociales depuis 2009

- Notons que **depuis 2009, les deux réseaux ont émis 20,2 Md€ de parts sociales**, confortant d'autant les capitaux propres du Groupe (qui progressent sur la même période de 37 Md€).

Emissions de Parts sociales par les BP et CEP (en M€)



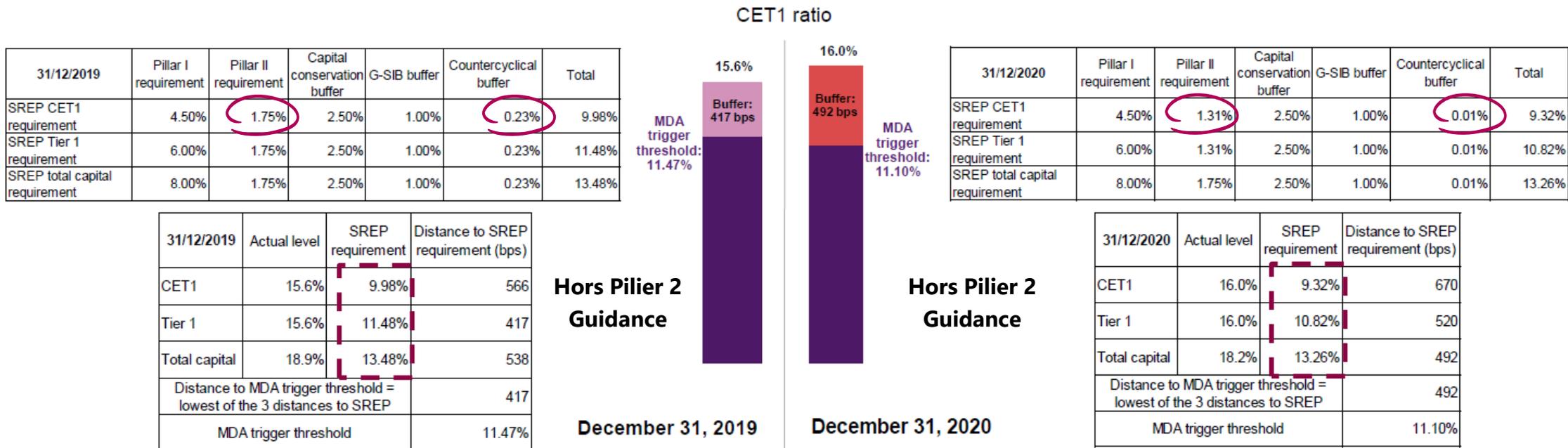


## Partie 2 – Solvabilité du Groupe BPCE

---

## Du fait de la crise sanitaire, des exigences prudentielles revues à la baisse en 2020

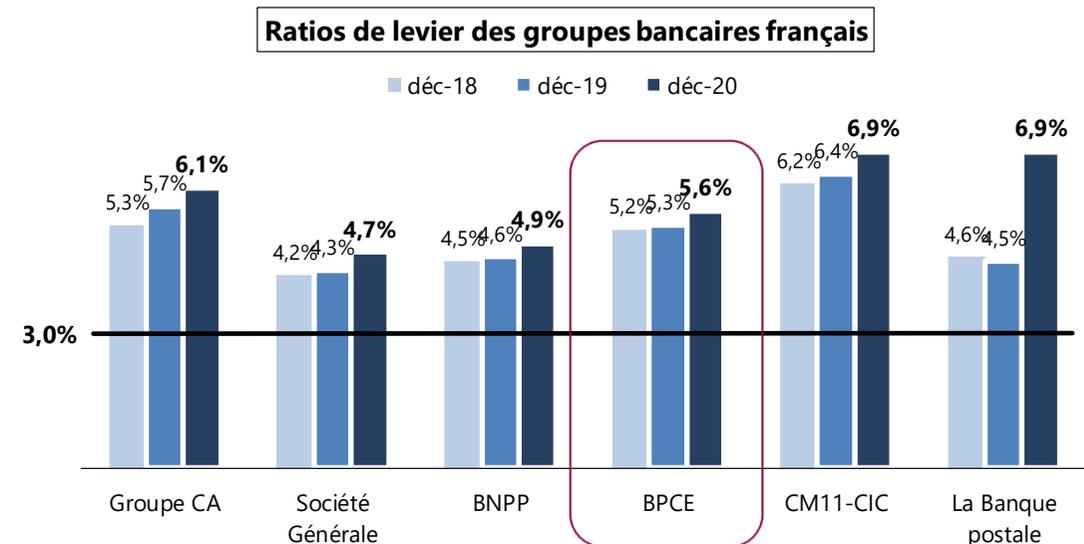
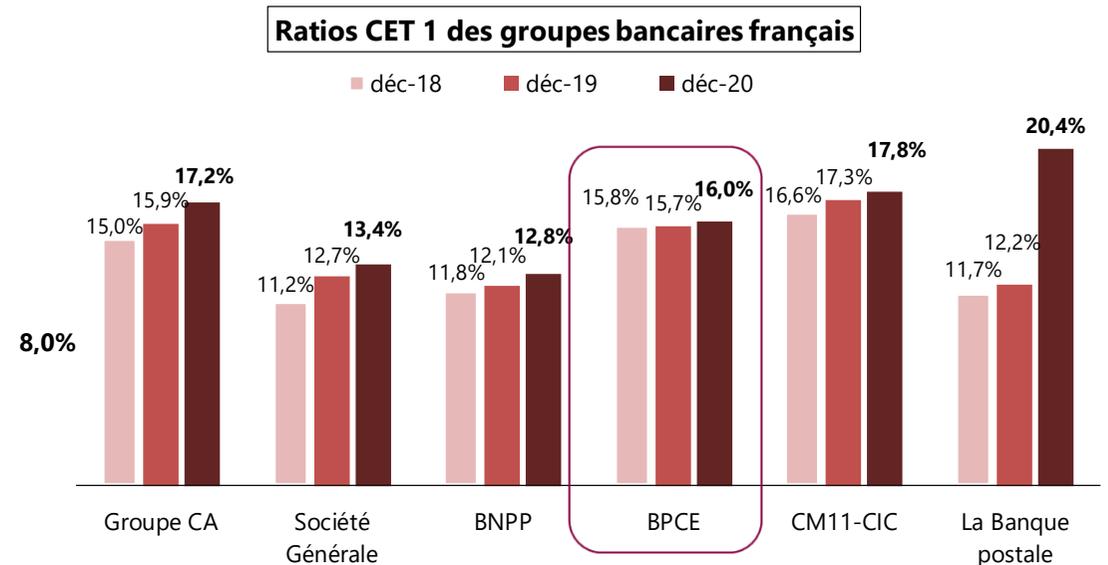
- ▶ En 2020, en réponse à la crise sanitaire et à ses conséquences économiques, des mesures d'allègement des exigences prudentielles ont été prises par les régulateurs bancaires en Europe :
  - ▶ **Application de l'article 104a de CRD 5** : Possibilité accordée par le régulateur de remplir les exigences de P2R (Pilier 2 Requirement) avec 75% de fonds propres Tier 1 et a minima 56,25% de CET1 contre 100% auparavant,
  - ▶ **Coussin contra-cyclique** : Relâchement des coussins contra-cycliques par plusieurs régulateurs nationaux. **Pour la France, passage de 0,25% à 0% à compter du 02/04/2020,**
  - ▶ **L'application du règlement CRR2 SME à partir du T4 2020**, qui allège les règles de pondération classiques définies pour les PME sur des seuils plus élevés, afin d'inciter les banques à leur prêter.
- ▶ Ainsi, pour le Groupe BPCE, les exigences prudentielles ont évolué ainsi :



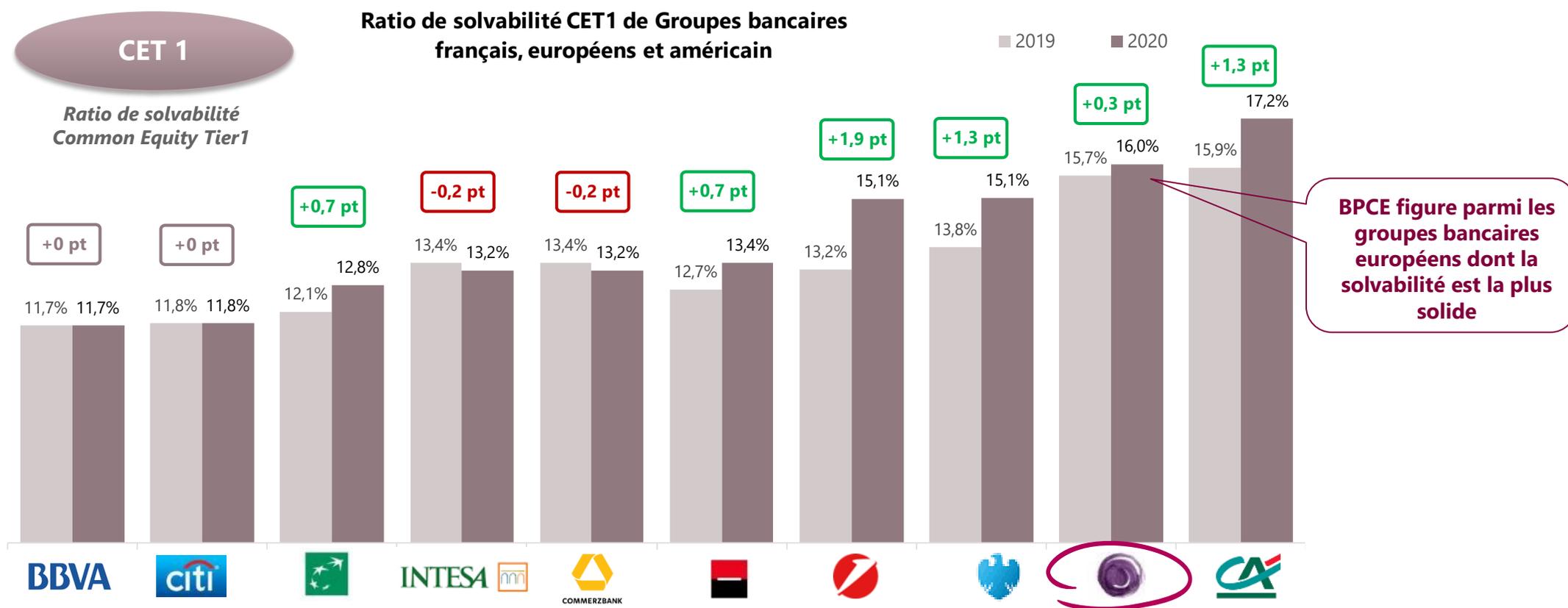
- ▶ **SREP** : Supervisory Review and Evaluation Process : Processus de contrôle et d'évaluation prudentiels mené par la BCE dans le cadre de sa supervision bancaire.
- ▶ **P2R** : Pilier 2 Requirement : Exigence de fonds propres au titre du pilier 2, ou P2R, qui couvre les risques sous-estimés ou non couverts par le pilier 1.
- ▶ **P2G** : Pilier 2 Guidance : Recommandation au titre du pilier 2, ou P2G, qui indique aux banques le niveau de fonds propres qu'il convient qu'elles conservent pour disposer d'un coussin de fonds propres leur permettant de faire face à des situations de tensions. Ce coussin est notamment évalué sur la base du scénario adverse des tests de résistance prudentiels.
- ▶ Si le **P2R est contraignant** et peut avoir des conséquences juridiques directes pour les banques en cas de non-respect, **le P2G ne l'est pas. La supervision bancaire de la BCE attend toutefois des banques qu'elles appliquent le P2G.**
- ▶ **Capital conservation buffer** : Coussin de conservation des fonds propres,
- ▶ **G-SIB buffer** : Coussin systémique appliqué aux établissements d'importance systémique,
- ▶ **Contracyclical buffer** : Coussin contracyclique défini par les autorités nationales.
- ▶ **MDA** : Maximum Distributable Amount : Montant maximum distribuable de dividendes.
- ▶ **MDA Trigger** : Seuil de déclenchement des restrictions de distribution de dividendes.

## Dans le même temps, des ratios de solvabilité qui continuent de se renforcer pour les groupes bancaires français malgré le contexte de crise sanitaire...

- ▶ En 2020, les **Groupes bancaires français** ont à nouveau **renforcé leurs ratios de solvabilité CET1**, qui s'établissent à des niveaux très largement supérieurs aux exigences réglementaires.
- ▶ Les **ratios CET1 des 6 Groupes bancaires français** sont ainsi compris entre 12,8 % pour la BNP Paribas et 20,4 % pour la Banque Postale (+8,2 points sous l'effet de la consolidation de la CNP).
- ▶ Les progressions constatées reposent, comme pour les années précédentes, **sur l'accroissement du capital des Groupes** (par le biais de mises en réserve de résultats et en raison de l'absence de distribution de dividendes pour les groupes cotés) et sur **un ralentissement de la croissance des risques pondérés (RWA)**.
- ▶ **La distribution du PGE depuis mars 2020** a fortement contribué à la croissance des encours de crédit avec **un impact** pourtant **limité sur la progression des RWA, compte tenu de la garantie apportée par l'État** (80% à 90%).
- ▶ **Les ratios de levier**, dont l'objectif est de limiter l'accumulation des effets de levier au sein d'un établissement, sont aussi en hausse dans l'ensemble des Groupes et supérieurs au minimum de 3% (hors surcharge systémique).



### ... Qui les positionnent parmi les acteurs bancaires les plus solides en Europe



**Des ratios de solvabilité solides (entre 12,8% pour la BNP et 17,2% pour le Groupe CA).**  
Ces ratios ont été renforcés par tous les groupes français en 2020.

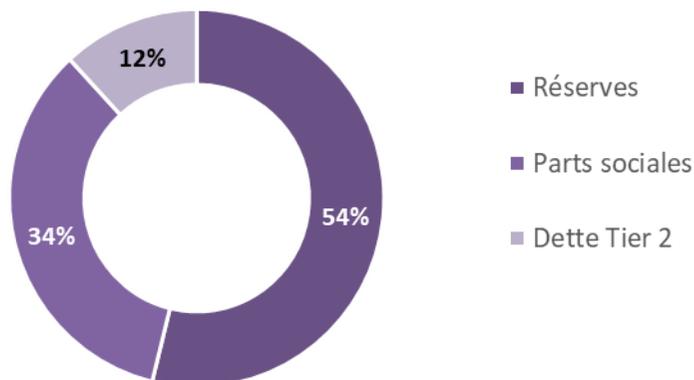
**Pour les autres banques européennes,** seuls Unicredito (+1,9 pt) et Barclays (+1,3 pt) voient leur ratio CET1 progresser. En contraste, notons un léger recul du CET1 d'Intesa et de Commerzbank, tandis que le ratio de BBVA reste stable.

# Accroissement des fonds propres prudents CET1 et érosion des fonds propres prudents globaux

### Décomposition des fonds propres prudents

En Md€	2019	2020	Var.
Capitaux propres part du groupe	69,9	72,7	2,8
Participations ne donnant pas le contrôle	5,3	4,5	-0,8
Ecarts d'acquisition et immobilisations incorporelles	-5,1	-4,8	0,3
Ecart Expected Loss / Provisions	-0,4	-0,3	0,1
Déduction des engagements de paiement irrévocables	-0,7	0,7	0,7
Autres ajustements réglementaires	-3,0	-3,0	0,0
<b>Fonds propres CET1</b>	<b>66,0</b>	<b>69,1</b>	<b>3,1</b>
Fonds propres additionnels de catégorie 1	-	-	-
<b>Fonds propres Tier 1</b>	<b>66,0</b>	<b>69,1</b>	<b>3,1</b>
Fonds propres Tier 2	14,4	10,8	-3,6
Ajustements réglementaires Tier 2	-1,1	-1,5	-0,4
<b>Fonds propres globaux</b>	<b>79,3</b>	<b>78,4</b>	<b>-0,9</b>

### Structure des fonds propres prudents à fin 2020



▶ En 2020, **l'accroissement des fonds propres prudents CET1** du Groupe BPCE repose sur trois principaux facteurs :

- ▶ **Les émissions de parts sociales réalisées sur l'année**, dont une part tient à la rémunération des parts sociales via l'émission de nouveaux titres (230 M€ sur 1 192 M€ de parts sociales émises),
- ▶ **La prise en compte du solide résultat de l'année** après déduction de sa distribution (intérêts aux parts sociales notamment),
- ▶ **Et l'arrêt de la déduction des engagements de paiement irrévocables** que constitue le FRU et le FGDR, déduction imposée jusqu'alors par le régulateur, suite à une décision de la Cour de justice européenne favorable aux banques de la zone Euro. Ces engagements sont désormais traités en risques pondérés sur la période 2020-2022.

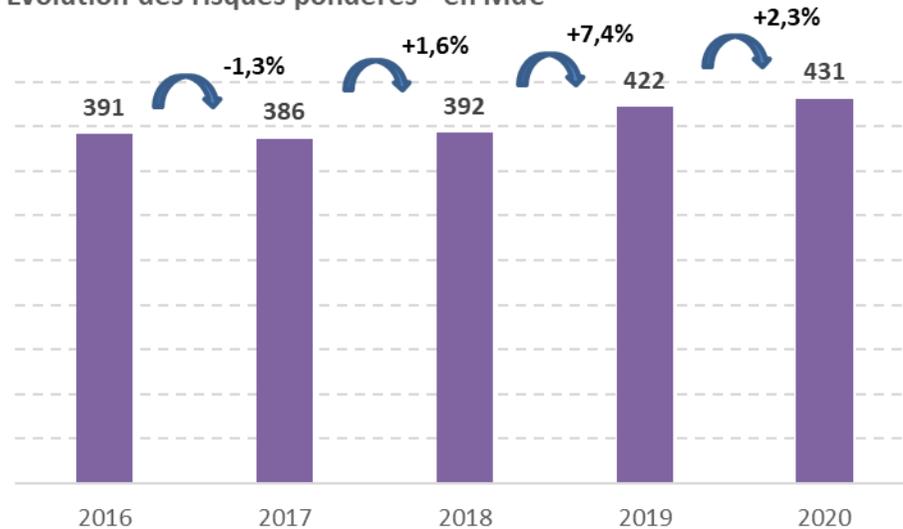
▶ Quant aux **fonds propres prudents globaux**, leur montant **s'érode** à nouveau **sous l'effet de tombées d'échéance de dette Tier 2 (T2)** non renouvelées.

▶ **Les parts sociales** représentent **34% des fonds propres prudents** du Groupe BPCE à fin 2020.

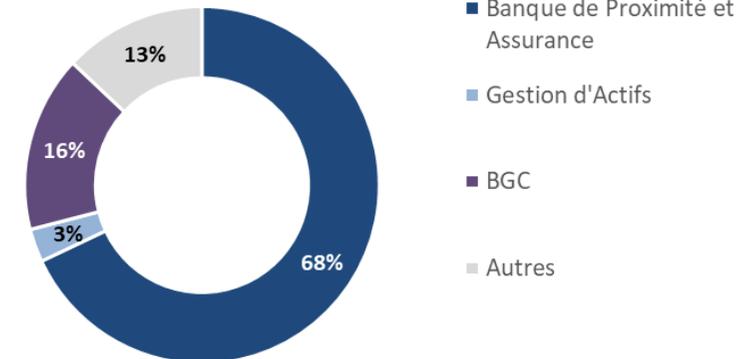


## Malgré une activité crédit dynamique, ralentissement de la croissance des risques pondérés en 2020 (1/3)

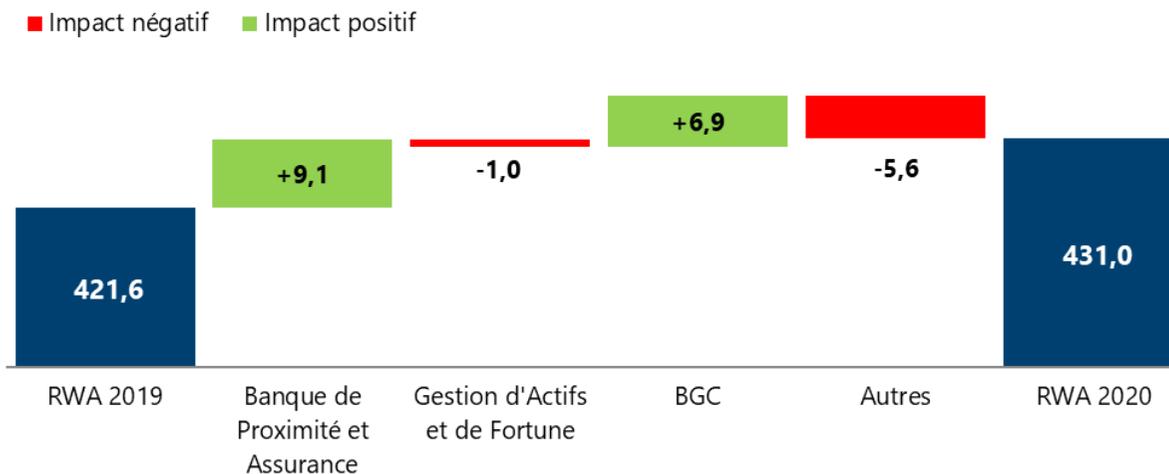
Evolution des risques pondérés - en Md€



Répartition des risques pondérés par pôle au 31/12/2020



Evolution des RWA par pôle en 2020 (en Md€)



# Malgré une activité crédit dynamique, ralentissement de la croissance des risques pondérés en 2020 (2/3)

- ▶ En 2020, la **croissance des risques pondérés (RWA) ralentit** : +2,3% vs +7,4% en 2019, soit +9,6 Md€. Les risques pondérés s'élèvent ainsi à **431,5 Md€ fin 2020**.
- ▶ Parmi les **facteurs qui limitent leur hausse**, nous pouvons noter :
  - ▶ **Un impact limité des PGE du fait de la garantie de l'Etat dont ils bénéficient** : les 30,7 Md€ d'encours octroyés ne pèsent que 3,2 Md€ de RWA,
  - ▶ **L'effet positif de la réfaction des risques pondérés sur les PME au T4 2020**, soit **-4,6 Md€ de RWA** dont 2,0 Md€ pour les BP et -2,1 Md€ pour les CE,
  - ▶ **Une croissance des encours de crédits sur la clientèle retail** (particuliers et professionnels) portée par les crédits habitat, **faiblement pondérés**, conjuguée à **une amélioration des notations des clients**, conséquence de la hausse de l'épargne des ménages et de la trésorerie des entreprises,
  - ▶ **Un effet méthodologique positif** lié à la mise en production d'une **nouvelle version du modèle de notation sur la clientèle Retail**, avec une révision des paramètres d'exposition au défaut (EAD) et de pertes en cas de défaut (LGD), **soit -2,9 Md€ de RWA** dont -3,6 Md€ pour les Banques Populaires et +0,7 Md€ pour les Caisses d'Epargne,
  - ▶ **L'amortissement des encours du CFF**,
  - ▶ **La perte de contrôle sur la Coface**, suite à la cession de 29,5% de son capital, dont l'impact est de **-1,9 Md€** sur les risques pondérés,
  - ▶ **Un effet de change positif**, sous l'effet de l'appréciation de l'Euro face au Dollar, qui réduit les RWA de **-2,1 Md€**.
- ▶ En revanche, **plusieurs facteurs ont contribué à la croissance des risques pondérés** :
  - ▶ **La dynamique de distribution de crédits aux corporates**, clientèle plus consommatrice de fonds propres prudentiels en raison de **l'application de pondérations plus élevées que la clientèle retail**, dont l'impact est de 9,3 Md€ sur les risques pondérés, dont 7,1 Md€ pour les réseaux BP et CE,
  - ▶ **Un effet technique défavorable aux Caisses d'Epargne**, suite à un rejet de la notation de tiers ayant souscrit un produit d'épargne dont le nouveau code produit n'était pas référencé, ce qui a conduit à l'accroissement des encours non notés, **soit +1,0 Md€ de RWA**, effet a priori non pérenne.

## Malgré une activité crédit dynamique, ralentissement de la croissance des risques pondérés en 2020 (3/3)

En Md€	2018 pf	2019	2020	Var.
B Populaires	110,2	118,4	119,6	1,2
C d'Epargne	104,6	117,1	120,9	3,8
Banque Palatine	9,4	9,8	10,6	0,8
Filiales CEP	5,8	8,4	9,2	0,8
SEF	13,0	18,8	19,5	0,7
Oney		3,2	3,1	-0,1
<b>BQ COMMERCIALE</b>	<b>242,9</b>	<b>275,7</b>	<b>282,8</b>	<b>7,1</b>
NATIXIS yc GAPC	95,2	98,1	104,3	6,2
CFF	30,7	25,8	22,7	-3,1
BPCE SA	5,1	6,5	6,8	0,3
BPCE International	6,6	1,8	1,5	-0,3
BP Développement	1,2	2,5	2,2	-0,2
CNP	7,0	7,8	8,4	0,6
Autres	3,8	3,4	2,5	-0,9
<b>Total GROUPE BPCE</b>	<b>392,4</b>	<b>421,6</b>	<b>431,2</b>	<b>9,6</b>
<i>Risques de crédit</i>	<i>341,4</i>	<i>366,8</i>	<i>376,5</i>	<i>9,7</i>
<i>Risques de marché</i>	<i>10,6</i>	<i>12,8</i>	<i>14,4</i>	<i>1,7</i>
<i>CVA</i>	<i>2,3</i>	<i>1,7</i>	<i>2,0</i>	<i>0,3</i>
<i>Risques opérationnels</i>	<i>38,1</i>	<i>39,3</i>	<i>38,3</i>	<i>-1,0</i>
<i>Titrisation</i>		<i>1,1</i>		<i>-1,1</i>
<b>Evolution</b>	<b>1,6%</b>	<b>7,4%</b>	<b>2,3%</b>	

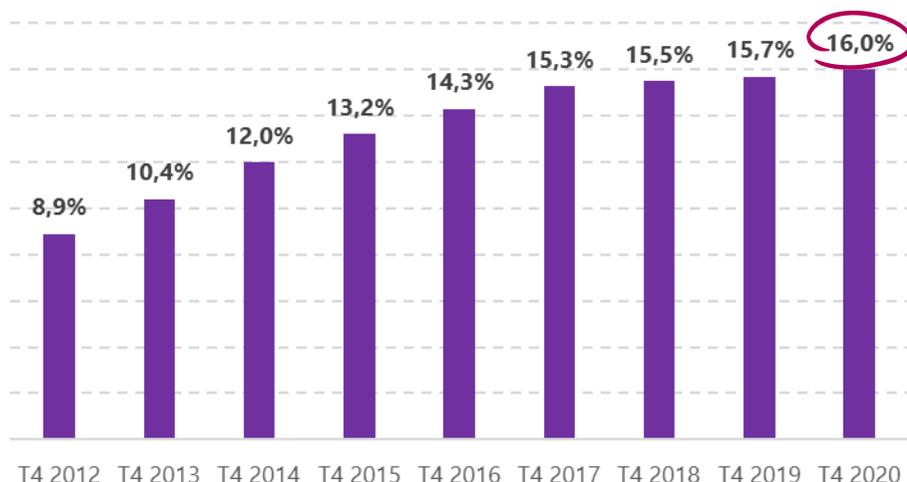
► Parmi les autres facteurs d'explication de la hausse des risques pondérés, figurent également :

- Un changement méthodologique appliqué à la clientèle corporates de Natixis, suite à la revue des modèles internes menée par la BCE (TRIM) : **+5,6 Md€ de RWA**,
- L'augmentation des risques de marché, **+1,7 Md€**, provenant essentiellement de Natixis,
- Le pôle SEF, **+0,7 Md€**, au travers principalement de **SOCFIM** et de **BPCE Lease**, les activités d'affacturage et de crédit à la consommation ayant été affectées par la crise sanitaire,
- Pour la Banque Palatine, conséquence de la migration informatique qui nécessite des travaux de mise en qualité des données et d'apurement des postes du bilan ainsi qu'aux effets de l'application de la nouvelle norme du défaut, **soit +0,8 Md€ de RWA**.

## 2 – Solvabilité

### Nouvelle hausse du ratio CET1 en 2020

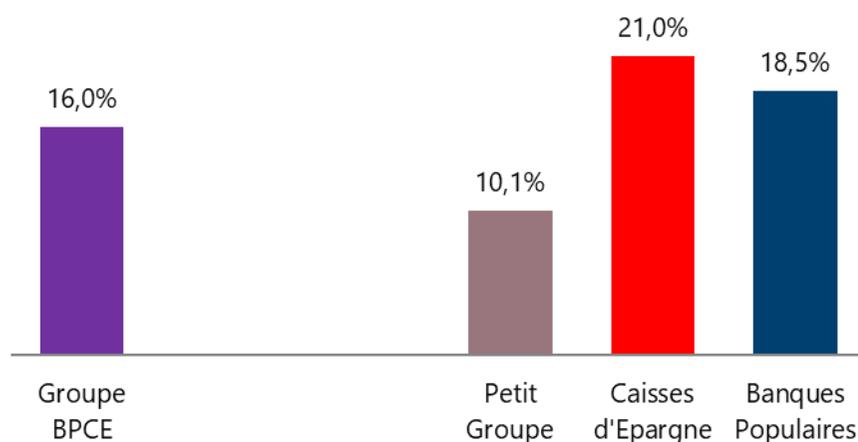
Evolution du ratio CET1



Groupe BPCE : Exigences prudentielles CET1



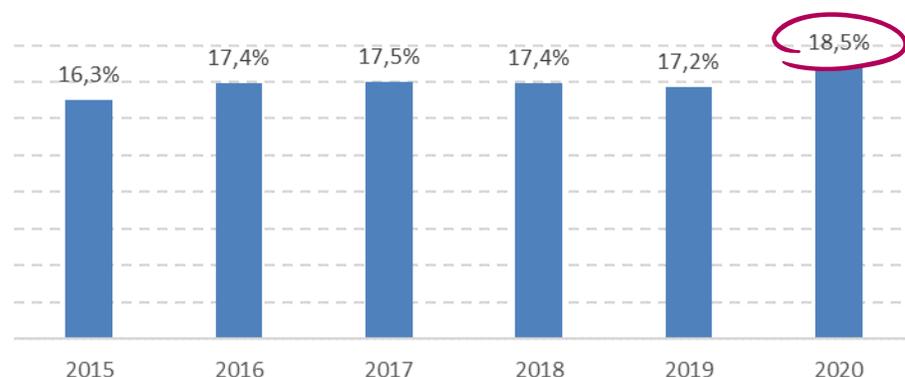
Ratio CET1 2020 : Groupe BPCE et ses bassins



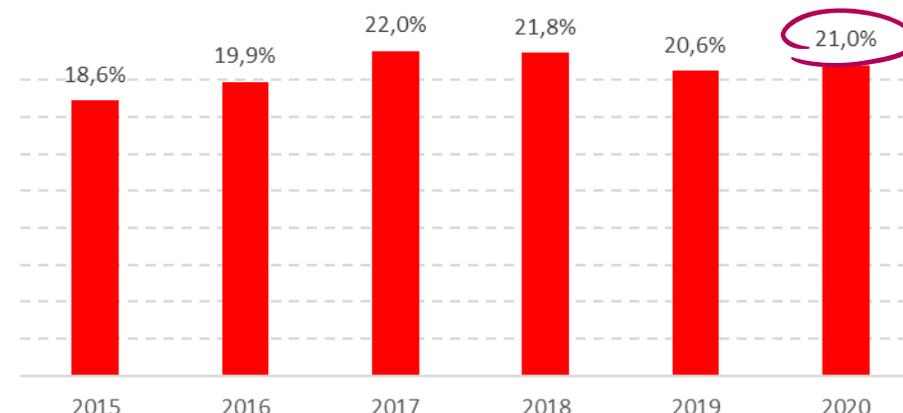
- ▶ Conséquence d'un rythme de croissance des fonds propres prudentiels supérieur à celui des risques pondérés, **le ratio CET1 du Groupe BPCE progresse** de 30 points de base (pb) pour atteindre **16% à fin 2020**.
- ▶ Soit **un point haut pour le Groupe BPCE**, pour un **ratio largement supérieur aux exigences prudentielles**, elles-mêmes en baisse du fait de l'allègement de certaines contraintes par le régulateur.
- ▶ **Cette hausse est assise sur les Banques Populaires et les Caisses d'Épargne**, tandis que **le ratio CET1 du Petit Groupe est en repli** de 70 pb en 2020.

# Le ratio CET1 des Banques Populaires et des Caisses d'Épargne (1/2)

Banques Populaires  
Ratio de solvabilité CET1



Caisses d'Épargne  
Ratio de solvabilité CET1



▶ Après deux années d'érosion, **le ratio CET1 des Banques Populaires et des Caisses d'Épargne augmente à nouveau en 2020** et ce, **malgré l'augmentation de capital réalisée par BPCE SA**, déduite des fonds propres prudentiels.

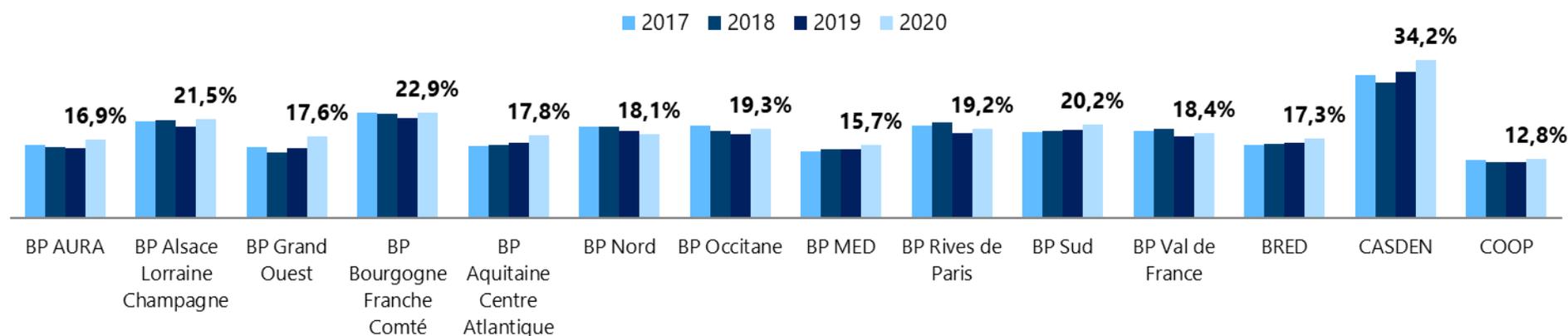
▶ Plusieurs facteurs d'explication :

- ▶ **L'accroissement de leurs fonds propres prudentiels**, sous l'effet de résultats solides, conjugués à de faibles taux de distribution, et de l'augmentation de leur capital social, dont une part tient à l'émission de nouvelles parts sociales dans le cadre du paiement des intérêts au titre de l'exercice 2019 (à hauteur de 70%),
- ▶ **Un impact limité des PGE du fait de la garantie de l'Etat,**
- ▶ **L'effet positif de la réfaction des risques pondérés sur les PME au T4 2020,**
- ▶ **Une croissance des encours de crédits sur la clientèle retail, faiblement pondérée en risques,**
- ▶ **L'amélioration des notations des clients**, conséquence de la hausse de l'épargne des ménages et de la trésorerie des entreprises,
- ▶ **Un effet méthodologique positif pour les Banques Populaires**, lié à la mise en production d'une **nouvelle version du modèle de notation sur la clientèle Retail.**

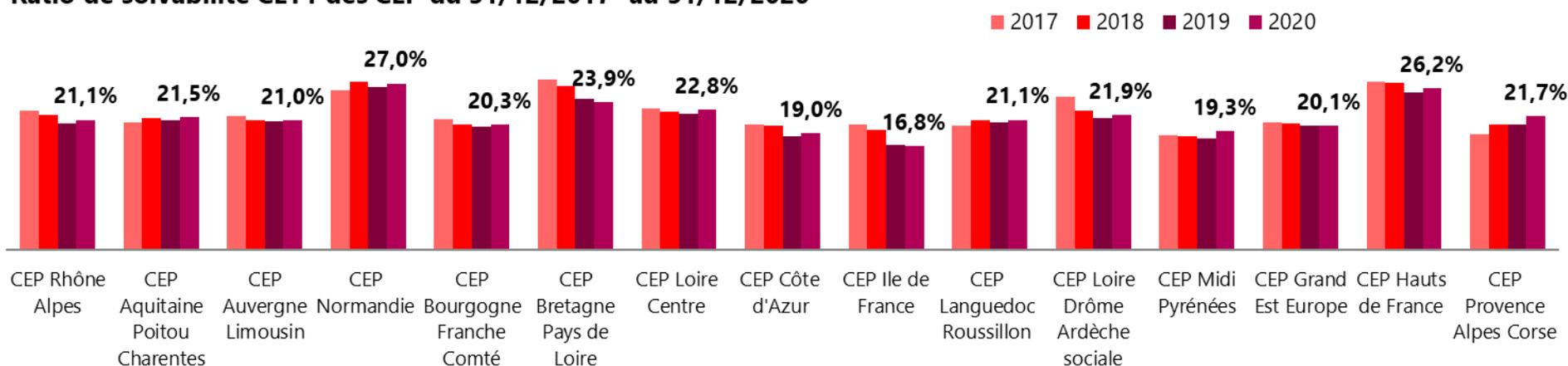
▶ Qui permettent **de compenser la croissance des risques pondérés due à la dynamique de distribution de crédits aux corporates.**

# Le ratio CET1 des Banques Populaires et des Caisses d'Épargne (2/2)

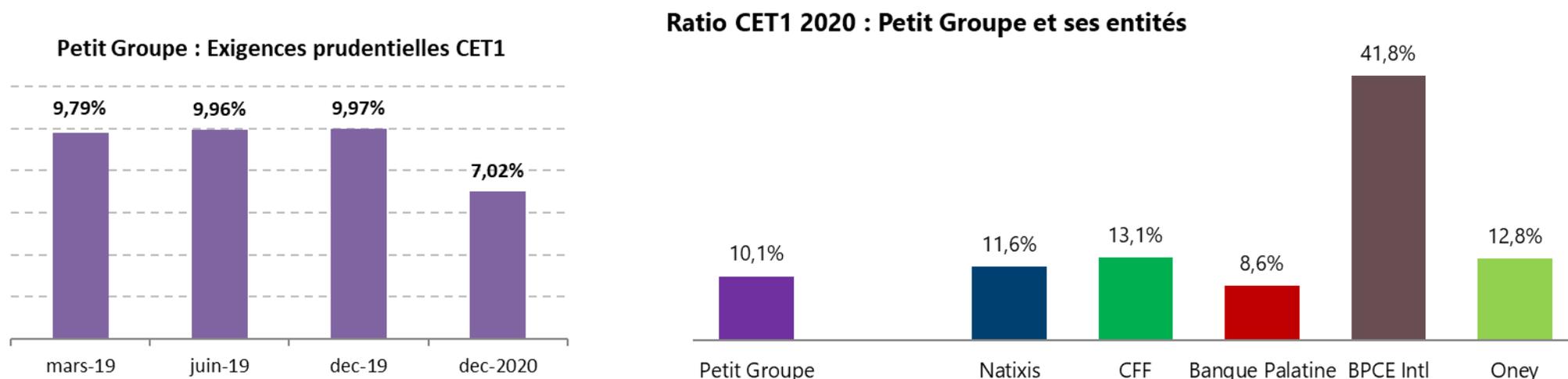
Ratio de solvabilité CET1 des BP du 31/12/2017 au 31/12/2020



Ratio de solvabilité CET1 des CEP du 31/12/2017 au 31/12/2020



## Petit Groupe : Forte détente de la contrainte sur le ratio CET 1



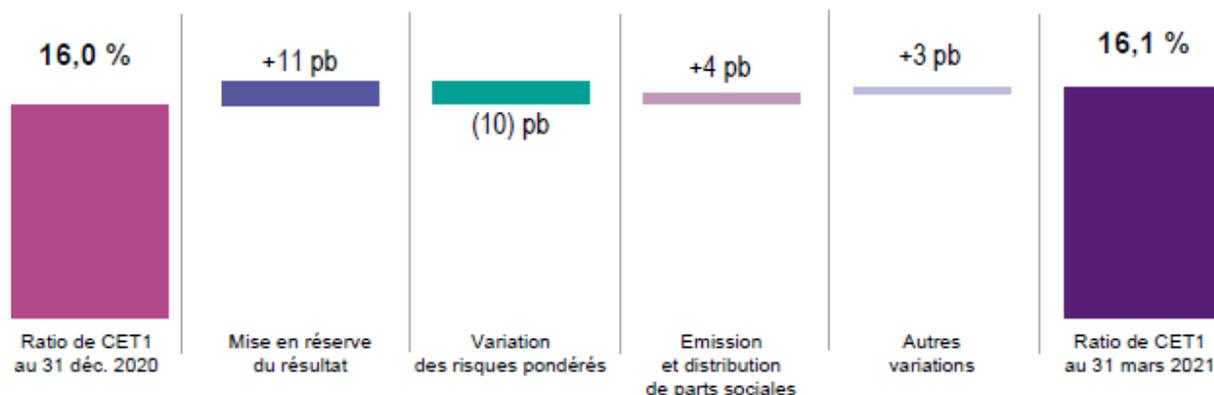
▶ En 2020, malgré l'amélioration du ratio de la plupart des entités qui le compose, **le Petit Groupe enregistre une baisse de son ratio CET1, -70 pb à 10,1%**, en raison de **l'accroissement de la distribution de dividendes par BPCE SA en 2020**.

- ▶ **Natixis** : +30 pb à 11,6%, malgré un résultat en baisse et l'augmentation des risques pondérés, dont une large part tient aux effets d'un changement méthodologique appliqué à la clientèle corporates, que compense l'absence de dividendes au titre de 2019 et un faible dividende unitaire (0,06 € par action) au titre de 2020.
- ▶ **CFF** : +150 pb à 13,1%, traduction de l'amortissement de ses encours de crédits,
- ▶ **Banque Palatine** : -60 pb à 8,6%, en raison d'un effet ciseau négatif : perte de 15 M€ dégagée en 2020 et hausse des risques pondérés,
- ▶ **BPCE International** : +220 pb à 41,8%, effet de la diminution des risques pondérés,
- ▶ **Oney** : +230 pb à 12,8%, du fait du léger repli de ses encours à fin 2020, conséquence de la crise sanitaire, et de la hausse de ses fonds propres CET1.

▶ Cependant, **le régulateur a signifié à BPCE SA qu'elle ne serait désormais plus suivie en P2R et P2G**, ce qui **ramène la contrainte prudentielle** appliquée à l'organe central **à 7,02%**, soit **une forte détente** par rapport aux exigences précédentes. **La marge de manœuvre du Petit Groupe est de près de 300 pb.**

## 2 – Solvabilité : Consolidation du ratio CET1 au T1 2021

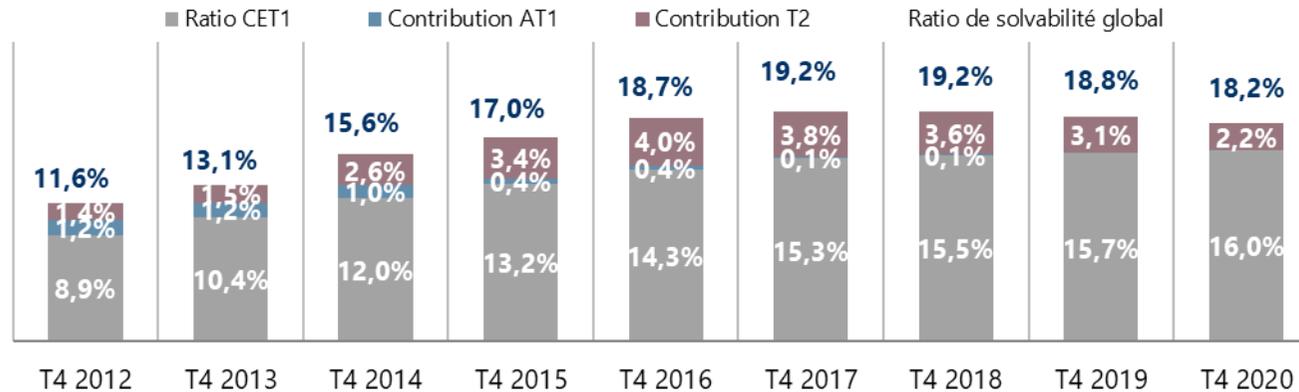
### EVOLUTION DU RATIO DE CET1 (en pb)



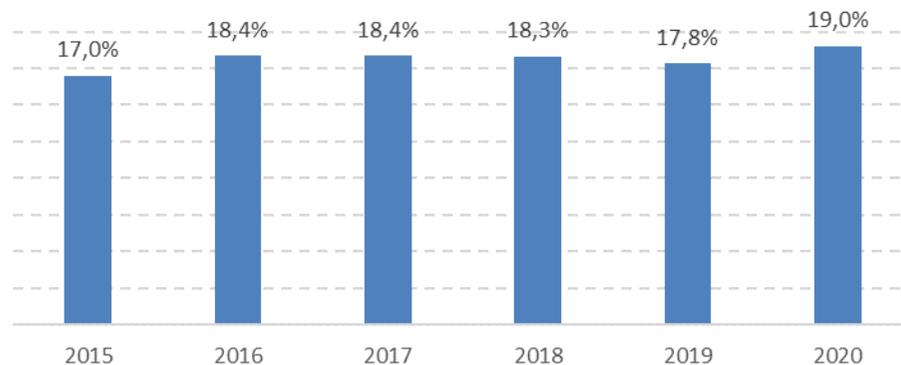
- ▶ A l'issue du 1<sup>er</sup> trimestre 2021, **le Groupe BPCE consolide son ratio CET 1 à 16,1%**.
- ▶ Notons que **la mise en réserve du résultat est consommée par la croissance des risques pondérés**, qui reflète notamment une activité crédit encore dynamique.
- ▶ **La légère progression du ratio CET1 repose sur les émissions de parts sociales** et sur diverses variations dont les impacts sont positifs.
- ▶ **Les exigences prudentielles sont restées inchangées** par rapport au 31/12/2020, à 9,32% hors Pilier 2 Guidance (P2G) et 10,32% y compris P2G.

## Poursuite du repli du ratio de solvabilité global sous l'effet de l'amortissement de la dette T2 (1/2)

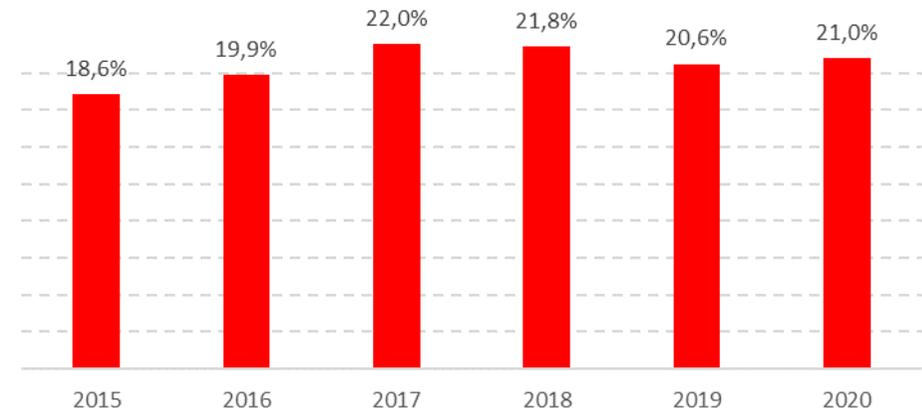
### Décomposition du ratio de solvabilité global



### Banques Populaires Ratio de solvabilité global

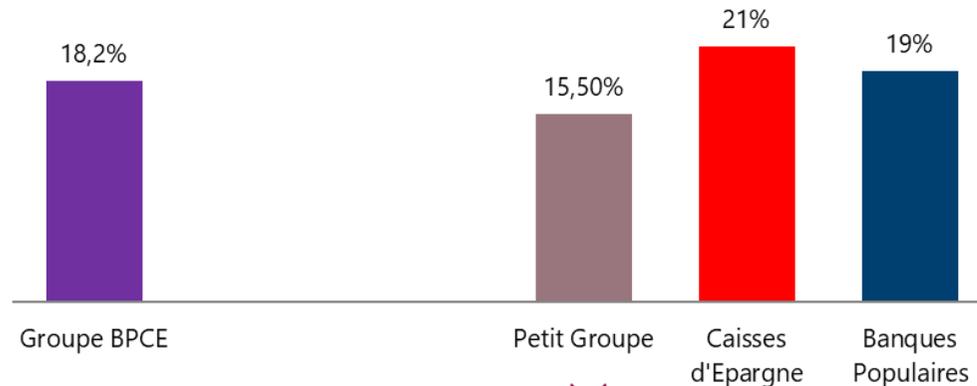


### Caisses d'Epargne Ratio de solvabilité global

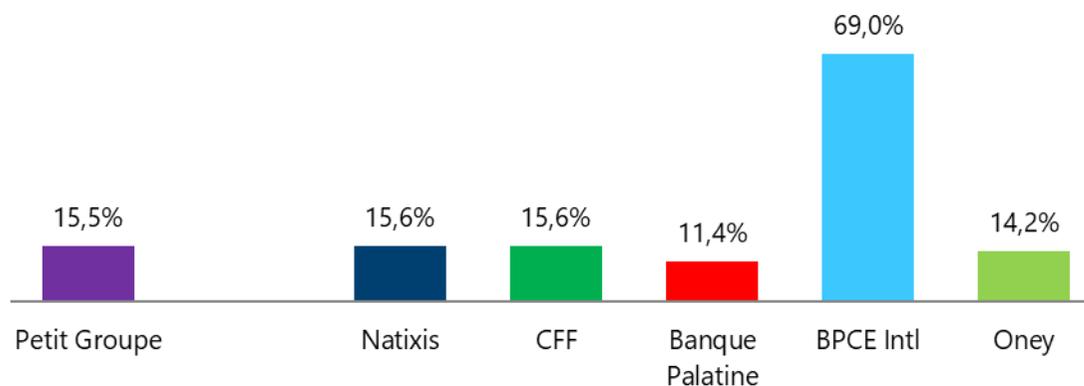


# Poursuite du repli du ratio de solvabilité global sous l'effet de l'amortissement de la dette T2 levée par le Groupe BPCE (2/2)

Ratio de solvabilité global 2020 : Groupe BPCE et ses bassins



Ratio de solvabilité global 2020 : Petit Groupe et ses entités

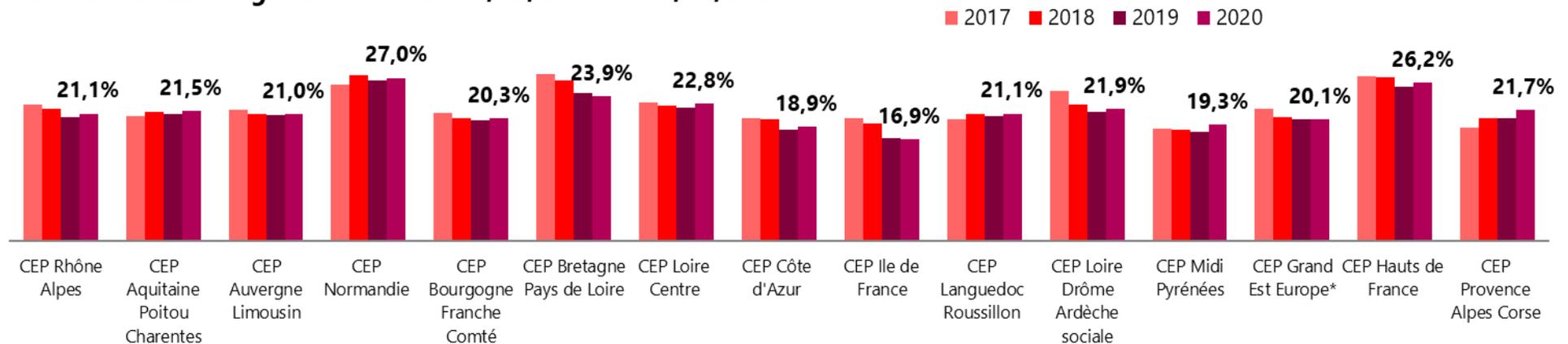


- ▶ En 2020, le ratio global de solvabilité du Groupe BPCE se tasse à nouveau, à 18,2% vs 18,8% à fin 2019, principalement en raison de la poursuite de l'amortissement de la dette Tier 2 (T2), soit -3,6 Md€ en 2020.
- ▶ Et ce, malgré l'amélioration de leurs ratios par les Banques Populaires et les Caisses d'Epargne.
- ▶ Cet amortissement s'explique par l'absence de nouvelles émissions T2 ce qui affecte, en premier lieu, le Petit Groupe (-3,2 points à 15,5%), du fait du rôle d'émetteur que constitue BPCE SA. En effet, le Groupe a privilégié les émissions de dette senior non préférée pour soutenir la constitution de ses ratios TLAC et MREL.
- ▶ Néanmoins, le ratio global de solvabilité reste largement supérieur aux contraintes prudentielles : 18,2% vs 13,26% hors P2G et 14,26% y compris P2G exigés par le régulateur.
- ▶ Enfin, la part des fonds propres durs (CET1) s'accroît dans le ratio global.

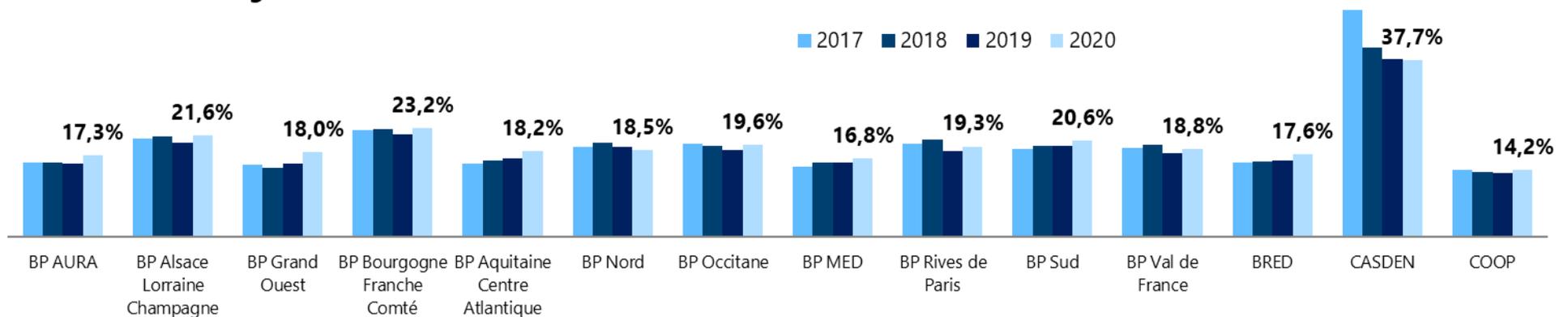
## 2 – Solvabilité

# Ratio de solvabilité global des Banques Populaires et des Caisses d'Épargne

Ratio de solvabilité global des CE du 31/12/2017 au 31/12/2020



Ratio de solvabilité global des BP du 31/12/2017 au 31/12/2020

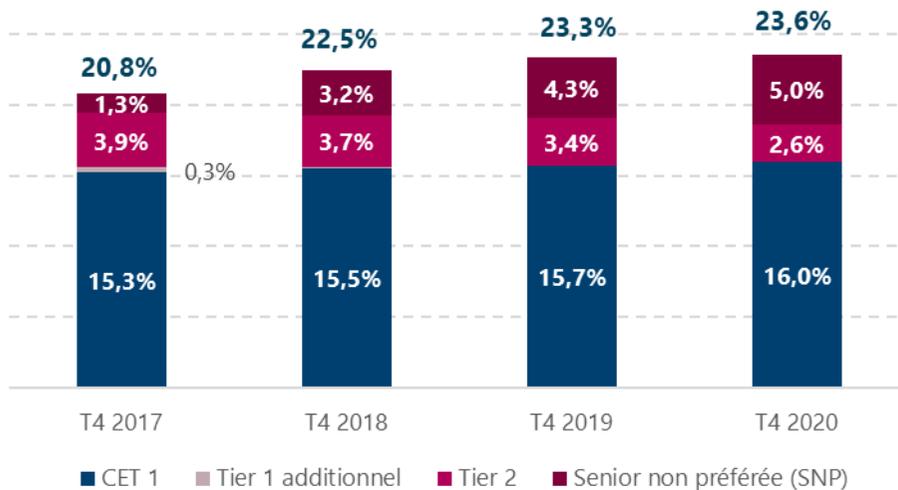


NB : Seuls CASDEN et Crédit Coopératif sont émetteurs de dettes Tier 2 souscrites par BPCE SA

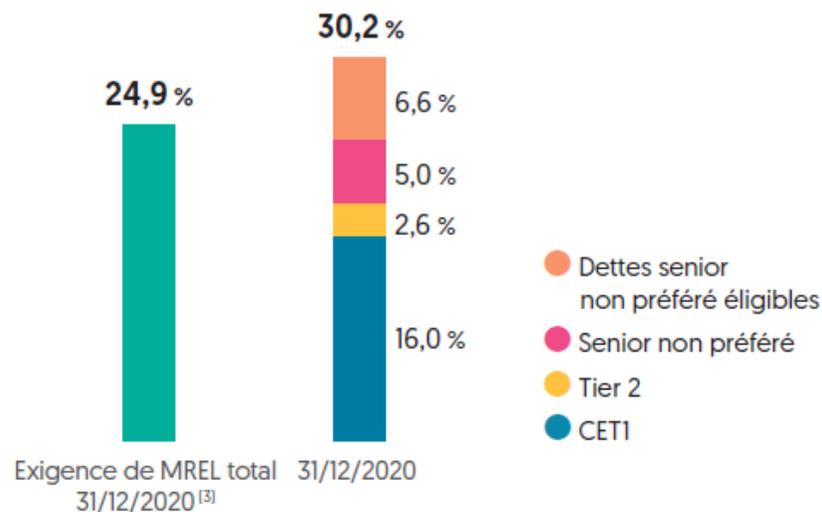
## 2 – Solvabilité

### Consolidation du TLAC en 2020

Evolution du TLAC



Evolution du MREL



- ▶ Pour rappel, le **TLAC** (Total Loss Absorbing Capacity), comme le MREL (Minimum Requirement for Eligible Liability), impose de disposer d'un **matelas minimum de ressources pour absorber les pertes éventuelles en cas de défaillance** et être en capacité de se recapitaliser.
- ▶ Le TLAC s'applique aux établissements systémiques.
- ▶ A fin 2020, le **TLAC du Groupe BPCE s'élève à 23,6%**, en **légère progression** par rapport à 2019 (+30 pb), sous l'effet de la **progression du ratio CET1** et de **l'accroissement des encours de dettes senior non préférées** (4,1 Md€ émis en 2020 après 5,4 Md€ en 2019).
- ▶ En revanche, sa **progression est ralentie par l'amortissement de la dette Tier 2**. Il est néanmoins **largement supérieur au minimum prudentiel requis**, soit 19,5%.
- ▶ **Quant au MREL, il est en hausse de 100 pb à 30,2%** pour une exigence prudentielle de 24,9%.

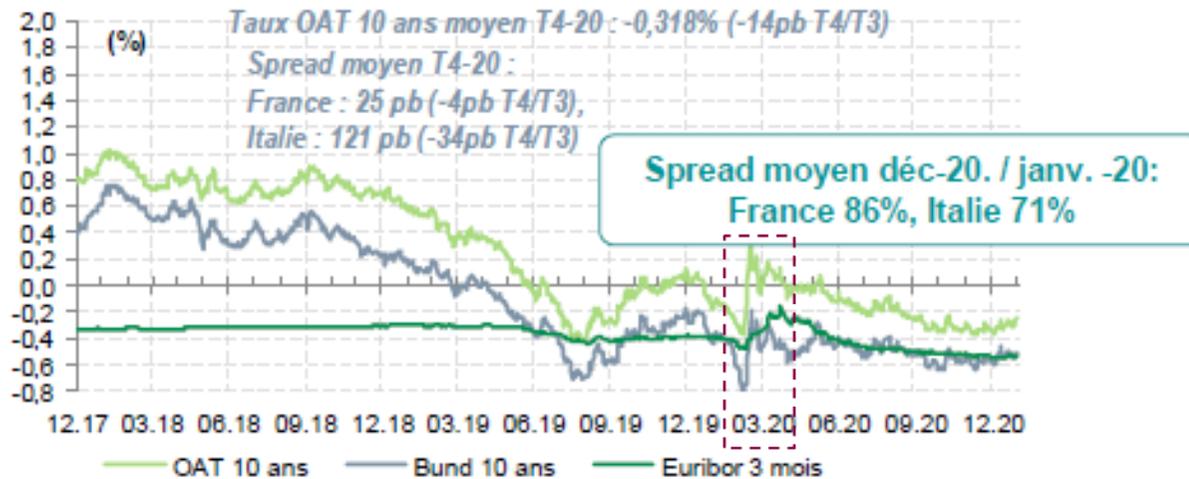


## Partie 3 – Liquidité du Groupe BPCE

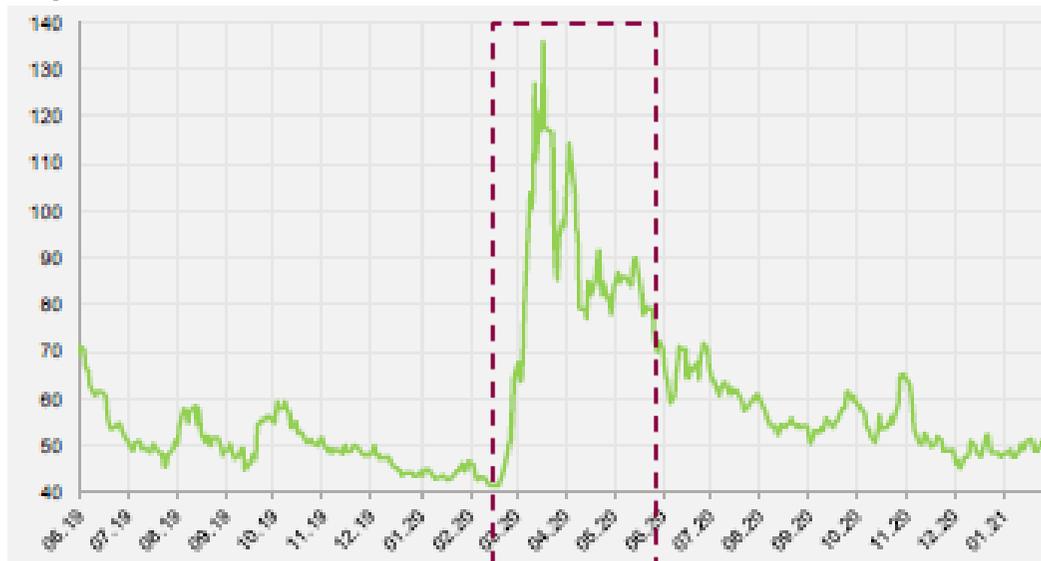
---

## Crise Covid 19 - Tensions sur les taux et augmentation des primes de risque, avant un retour à la normale à l'été

Indices de taux Euribor 3 mois / OAT 10 ans / Bund 10 ans



Spreads de crédits – Indice CDS Main iTraxx 1 an



- ▷ L'annonce des différents confinements en Europe à partir de mars 2020 a entraîné **une période de tensions sur la liquidité court terme**, traduction des demandes de rachat exprimées par les gestionnaires d'actifs, qui souhaitent assurer la liquidité de leurs fonds, et de la défiance entre établissements bancaires européens.
- ▷ Avec pour conséquences une **fermeture brutale du marché européen** et une **vive augmentation des primes de risque** sur les émissions de dettes (spreads de crédit).
- ▷ Si **le marché CT européen s'est fermé** au début de la crise, **ce n'est pas le cas du marché américain**, ce qui a permis à **plusieurs groupes bancaires européens**, dont BPCE, **de maintenir des émissions CT**.
- ▷ Les interventions successives de la BCE ont conduit à un retour à la normale à l'été 2020.

## Les mesures extraordinaires prises par la BCE ont atteint l'objectif de détendre les tensions sur la liquidité

▶ Afin d'éviter l'effondrement de l'économie, **les banques centrales américaine et européenne ont rapidement pris des mesures fortes** autour de plusieurs axes :

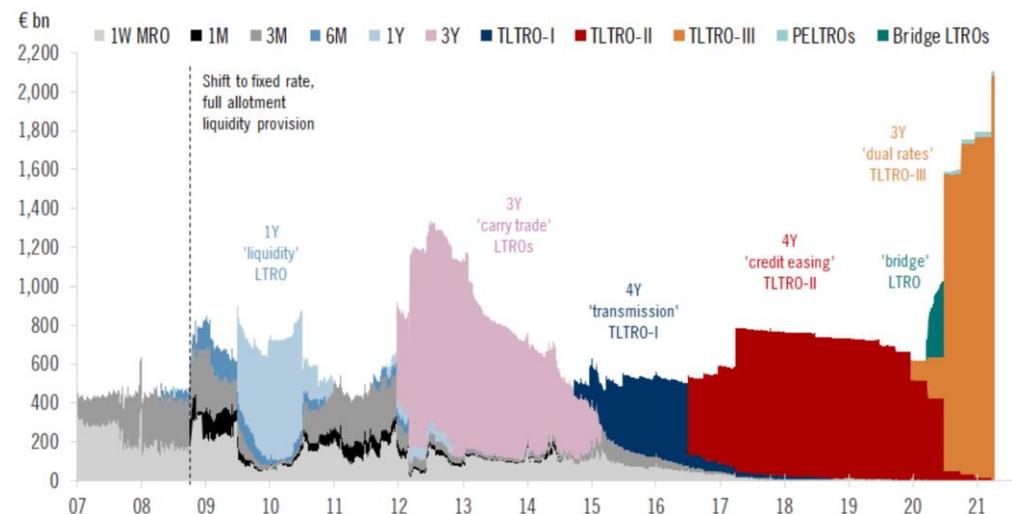
- ▶ Continuité de la politique de maintien des taux d'intérêt à bas niveau,
- ▶ Soutien aux clients des établissements financiers par la fourniture de liquidités aux banques,
- ▶ Intervention sur le marché obligataire par l'achat de titres privés et publics,
- ▶ Soutien au mécanisme de transmission afin de permettre une garantie de refinancement à bas coût,
- ▶ Coopération entre les banques centrales afin de préserver les flux de financement en dollars.

▶ De son côté, **la Banque Centrale Européenne a mis en œuvre les mesures suivantes :**

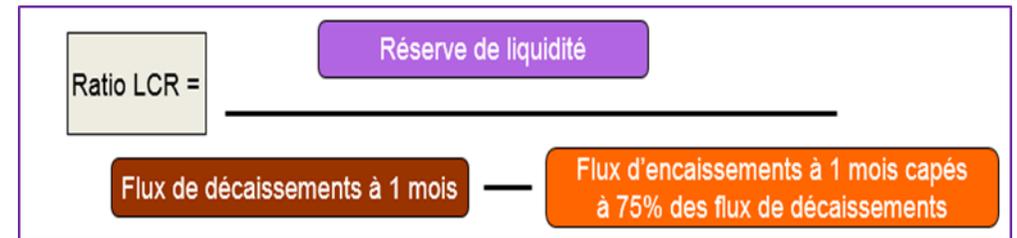
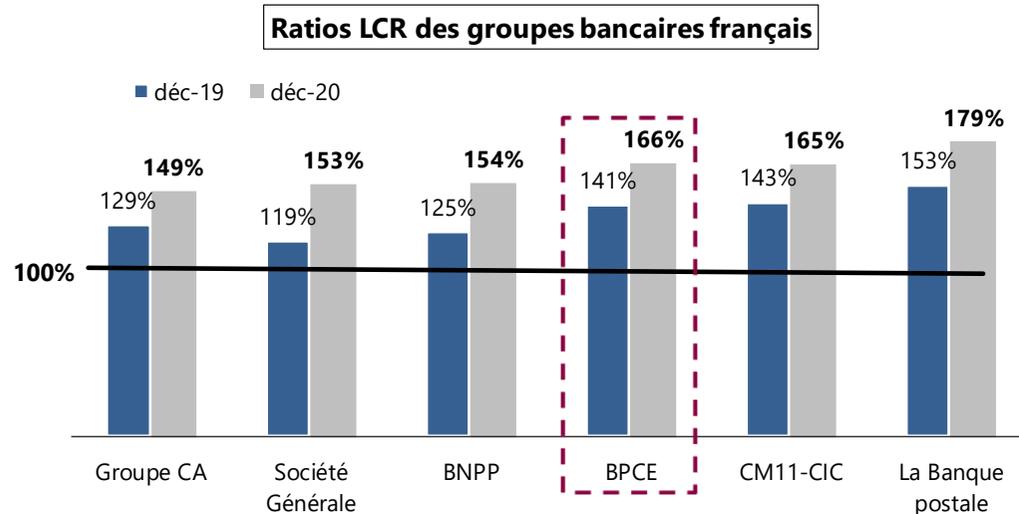
- ▶ Nouveau plan d'opérations de refinancement (LTRO) et **lancement du TLTRO III** visant à stimuler l'octroi de crédits aux acteurs économiques, avec un taux passé de -0,5% à -0,75% pour le TLTRO 3,
- ▶ **Lancement d'un plan inédit de rachat d'actifs de 750 Md€** dans le cadre du « Programme de rachat d'urgence » (PEPP), soit en cumulé 1 100 Md€ de rachat d'actifs en 2020),
- ▶ Acceptation du rachat des actifs dont la note de crédit est passée en catégorie spéculative, tant qu'ils sont au minimum dans la catégorie « BB »,
- ▶ **Abaissement du taux minimum de TLTRO à -1%**,
- ▶ Relâchement des exigences réglementaires au titre du ratio de liquidité à court-terme (LCR).

▶ Aux actions de la BCE, se sont également ajoutées les importantes mesures budgétaires prises par les Etats.

Opérations d'apport de liquidité



## En mars et avril 2020, l'important excédent de LCR a permis de supporter les tensions observées sur la liquidité court terme, dues à la crise sanitaire



- ▶ **L'excédent de ratio LCR**, observé fin 2019 et maintenu au 1<sup>er</sup> trimestre 2020, a été un **facteur favorable au Groupe BPCE pour surmonter les tensions sur la liquidité CT**, nées à la mi-mars 2021 de la crise sanitaire.
- ▶ Courant 2020, **le LCR s'est à nouveau accru pour atteindre 166%** à décembre (pour une norme à 100% que les établissements bancaires n'étaient plus temporairement tenus de respecter), dans la tendance des acteurs bancaires français, sous **l'effet de l'accumulation de cash dans la réserve de liquidité**, qui résulte notamment du recours important au TLTRO et à l'afflux de collecte clientèle.

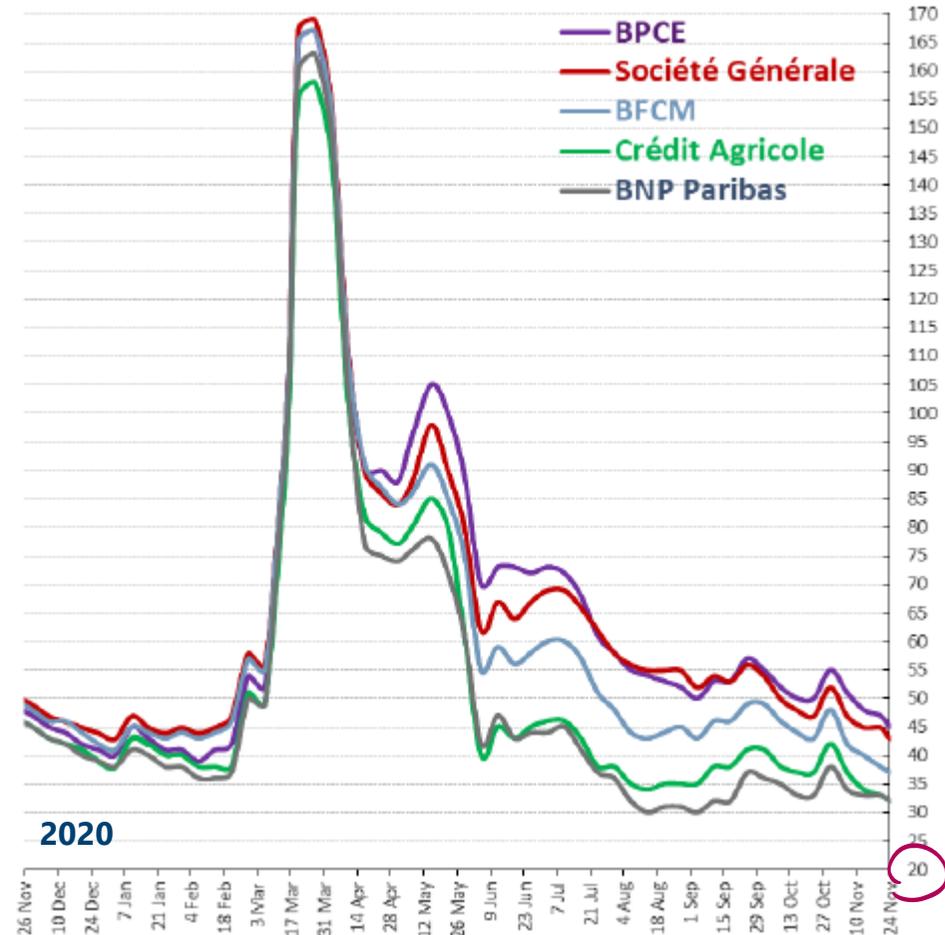
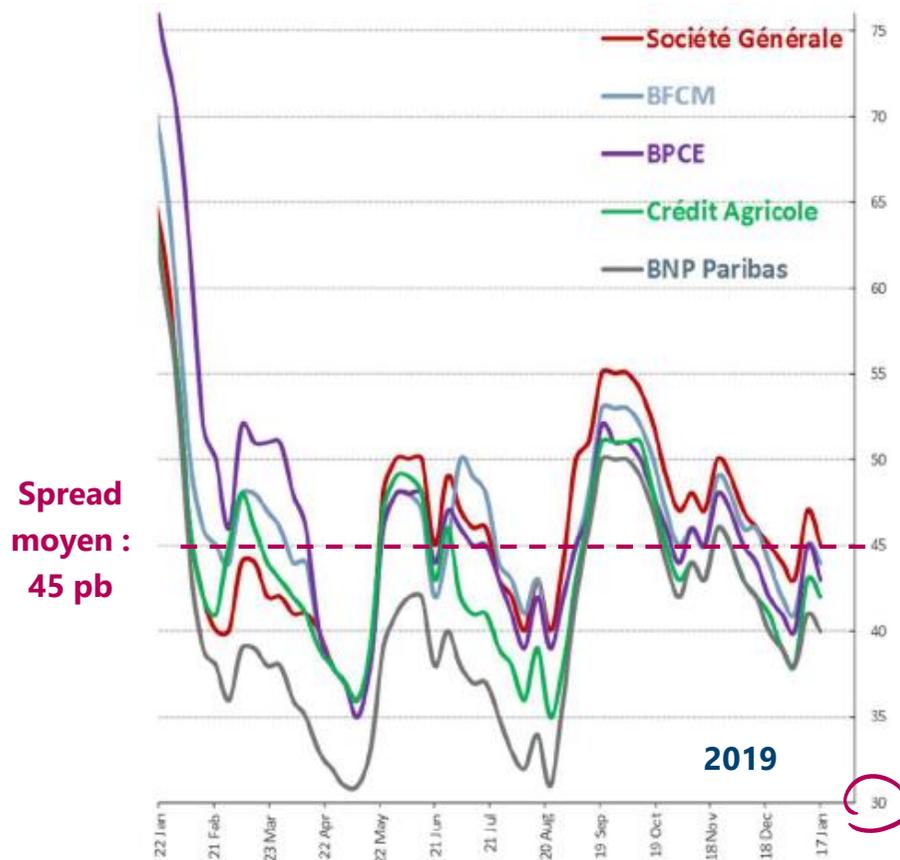


## Après les tensions liées au déclenchement de la crise sanitaire, le coût des émissions MLT est progressivement revenu sur son niveau de 2019



Echelles différentes entre 2019 et 2020

Marché MLT en € - Emissions à 5 ans (spread / euribor 3 mois)

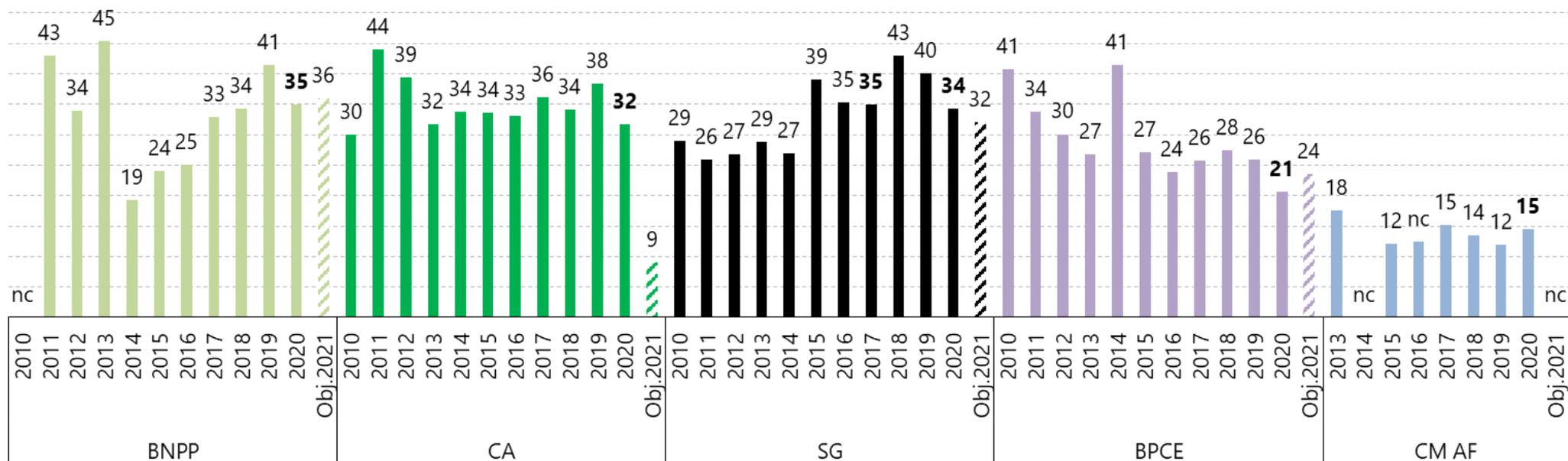


- ▶ En dehors d'une **période de crispation de mi-mars à mi-avril**, avant le déclenchement des soutiens massifs, le **marché a été favorable aux émetteurs bancaires**, avec des **conditions d'accès à la liquidité facilitées par l'appétit des investisseurs** à la recherche de rendement, pour **un coût globalement contenu**.



## Les volumes d'émissions MLT des groupes bancaires français en 2020

Levées de refinancement MLT sur les marchés des principaux groupes bancaires français - en Md€



▶ **Le repli des volumes d'émissions MLT des principaux groupes bancaires français observé en 2020**, soit -21 Md€, tient principalement à **la situation d'excédent de liquidité clientèle** et au **recours massif au TLTRO 3**, qui ont **réduit les besoins de refinancement**. Hormis Crédit Mutuel Alliance Fédérale, tous les acteurs affichent un refinancement MLT en baisse.

▶ Néanmoins, **les volumes sont restés élevés** à 136 Md€.

▶ **Tous les groupes bancaires français**, à l'exception du Crédit Mutuel Alliance Fédérale, **ont émis de la dette senior non préférée pour soutenir leurs ratios TLAC**.

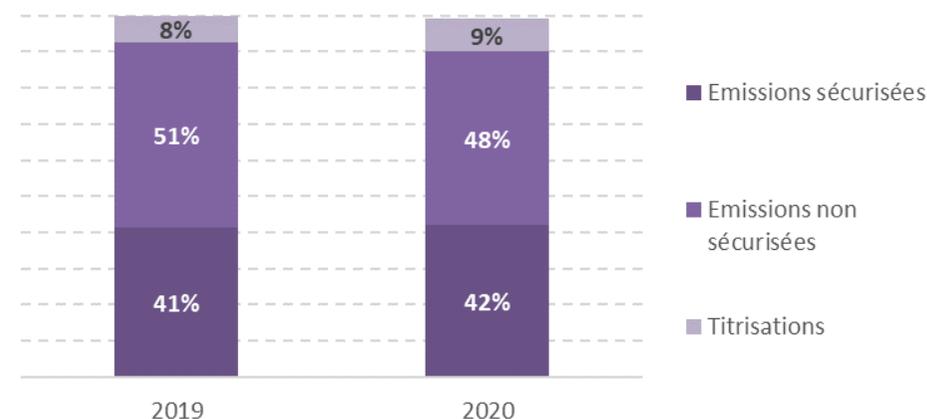


## Point sur les émissions MLT du Groupe BPCE en 2020

## Levées de refinancement MLT du Groupe BPCE

En Md€	2018	2019	2020	Var.
MLT hors BEI / CRH	27,5	25,9	25,3	-0,6
<i>dont émissions non sécurisées hors PPS</i>	11,3	10,8	9,9	-0,9
<i>dont Placements Privés Sécurisés</i>	6,8	4,8	4,6	-0,2
<i>dont BPCE SFH</i>	2,5	5,5	5,5	0,0
<i>dont SCF</i>	5,7	3,0	3,0	0,0
<i>dont titrisations</i>	1,0	1,6	2,0	0,4
Maturité moyenne (en années)	7,4	7,4	7,7	0,3
Spread moyen (en pb)	29	49	48	-1

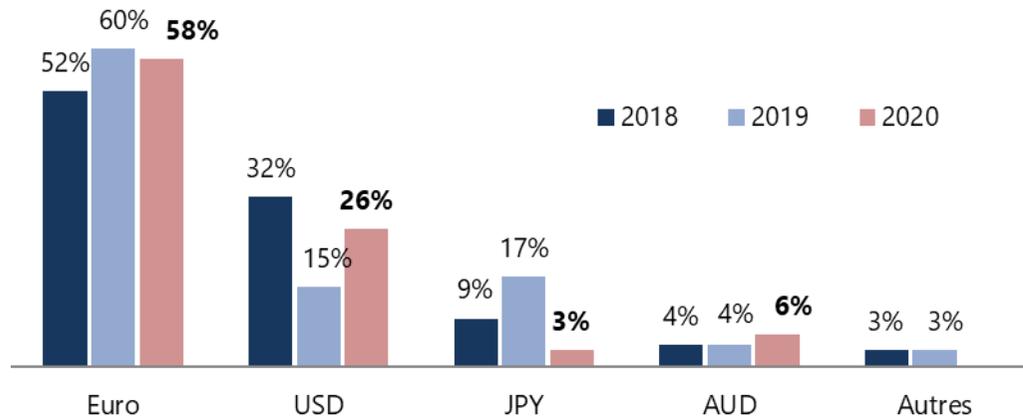
## Structure du refinancement MLT hors PPS



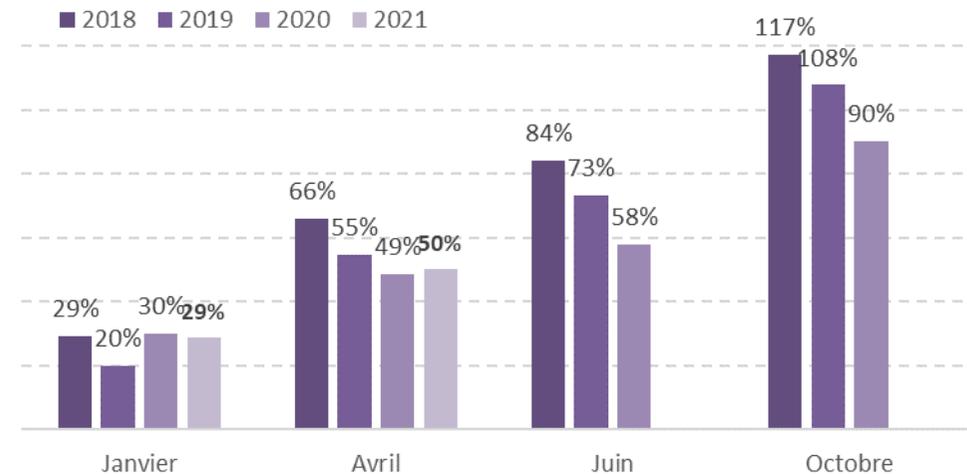
- ▶ En 2020, le **Groupe BPCE a levé 25,3 Md€ de refinancement MLT**, un niveau proche de 2019, **après avoir revu à la baisse son programme d'émission en juillet** (-3,0 Md€), en raison de **l'afflux de collecte clientèle**, qui a conduit à une sous-consommation de leurs enveloppes de liquidité par les BP et les CE, et du **recours au TLTRO 3**.
- ▶ **La structure des émissions est restée assez proche de 2019**, avec un léger recul de la part des émissions non sécurisées du fait d'un arbitrage en faveur des émissions sécurisées (covered bonds émis par BPCE SFH ou par la SCF) du fait de leur moindre coût.
- ▶ Malgré les tensions observées au 1<sup>er</sup> semestre, et un retour assez tôt sur les marchés, **la prime de risque moyenne (spread) appliquée au Groupe BPCE reste stable** à 48 pb.
- ▶ Notons que le Groupe BPCE a émis **près de 1,5 Md€ d'obligations vertes** (green bonds) en 2020, dont 1,25 Md€ émis au format covered bonds par la SFH en mai, avec **l'ambition de développer ce mode de refinancement pour lequel la demande des investisseurs est forte**.

## Diversification des émissions non sécurisées et avancée du programme de refinancement en 2021

### Diversification géographique des émissions non sécurisées



### Taux d'avancement du programme de refinancement

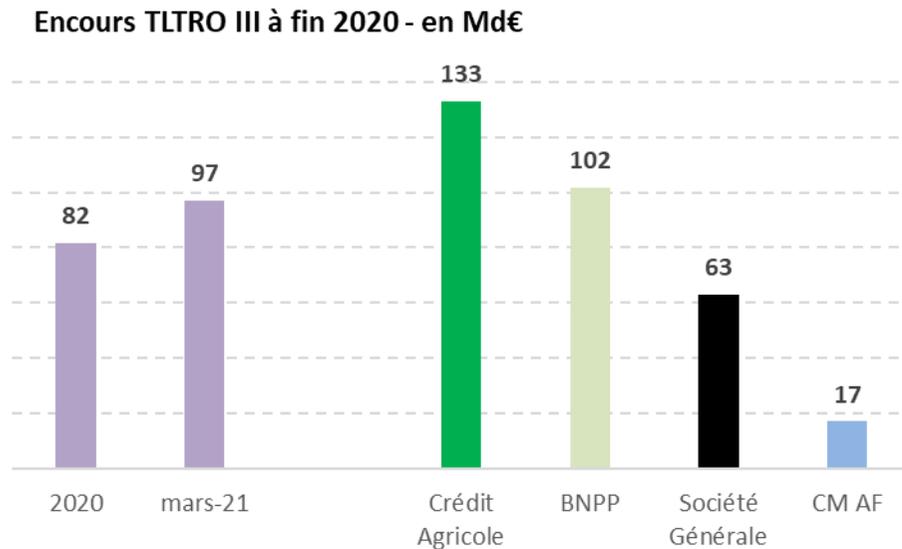


- ▶ **La zone Euro reste le cœur des émissions MLT non sécurisées du Groupe BPCE, soit 58% en 2020.**
- ▶ L'année est également marquée par **un volume d'émissions plus important aux Etats-Unis**, marché plus attractif en 2020.
- ▶ Notons également **la poursuite de la montée en puissance des émissions en Australie** : 6% vs 4% en 2019 et 1% en 2016.
- ▶ **Les émissions au Japon atteignent un point bas** (3%) après le développement observé les années passées.

- ▶ **En 2021**, le programme de refinancement se déroule à un rythme proche des deux années précédentes.
- ▶ Ainsi, **à avril, 50% du programme a été réalisé.**

## 3 – Liquidité

### Point sur le recours au TLTRO

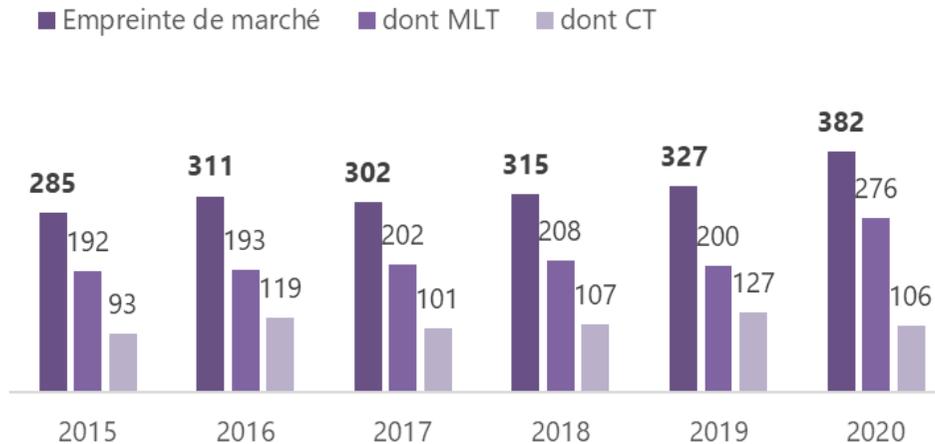


▶ Parmi les acteurs bancaires français, **Crédit Agricole, BNPP et BpCE ont eu le recours le plus massif au TLTRO 3 en 2020.**

- ▶ Après plusieurs tirages successifs, **le Groupe BpCE affiche un encours TLTRO 3 de 82 Md€ à fin 2020, dont l'essentiel est affecté aux métiers**, principalement les réseaux Banques Populaires et Caisses d'Épargne, pour des échéances en 2022-23.
- ▶ Plusieurs motifs de recours au TLTRO :
  - ▶ La substitution du TLTRO 2 par du TLTRO 3,
  - ▶ Le refinancement des PGE,
  - ▶ L'optimisation de la bonification de 50 pb.
- ▶ **Au T1 2021**, le Groupe BpCE a procédé à **un nouveau tirage de TLTRO 3**, à hauteur de 15 Md€, avec pour **objectif de lisser les échéances de remboursement jusqu'à 2024**. L'encours TLTRO s'élève ainsi à **97 Md€ à fin mars 2021**.

## Conséquence du recours important au TLTRO 3, l’empreinte de marché est en forte hausse

Groupe BPCE - Empreinte de marché en Md€



- ▶ Conséquence du recours important au TLTRO 3, **l’empreinte de marché du Groupe BPCE est en forte hausse à 382 M€ à fin 2020**, et ce, malgré la réduction du refinancement court terme.
- ▶ Dans le cadre de la construction du nouveau plan stratégique, le Groupe BPCE mène **une réflexion sur l’accroissement de son empreinte de marché pour accompagner le développement de ses métiers.**



## Partie 4 – L'Organe Central – BPCE SA

---





## Partie 4 – L'Organe Central – BPCE SA

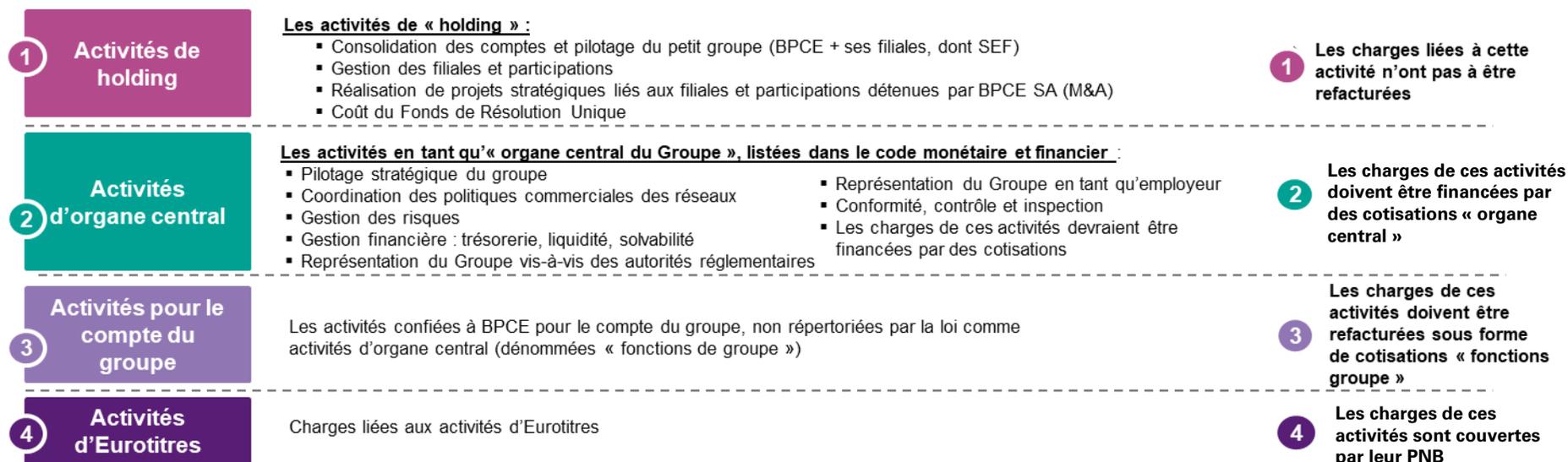
---

### 4-1 Zoom Nouvelle Equation Financière

## 4-1 Zoom Nouvelle Equation Financière

- ▶ Le projet Equation Financière avait une double problématique à régler :
  - ▶ Une première, **de lisibilité des comptes** : en effet, les charges jusqu'ici refacturées aux établissements ne reflétaient pas les charges réellement engagées par BPCE SA pour le compte du Groupe, et notamment les projets exceptionnels, les charges du Digital, les charges de la Gestion Financière.
  - ▶ Une deuxième, **d'ordre fiscal** : depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2019, les subventions financières versées au sein d'un Groupe ne sont plus déductibles fiscalement.

- ▶ Les **charges de BPCE SA sont classées en 4 activités** :

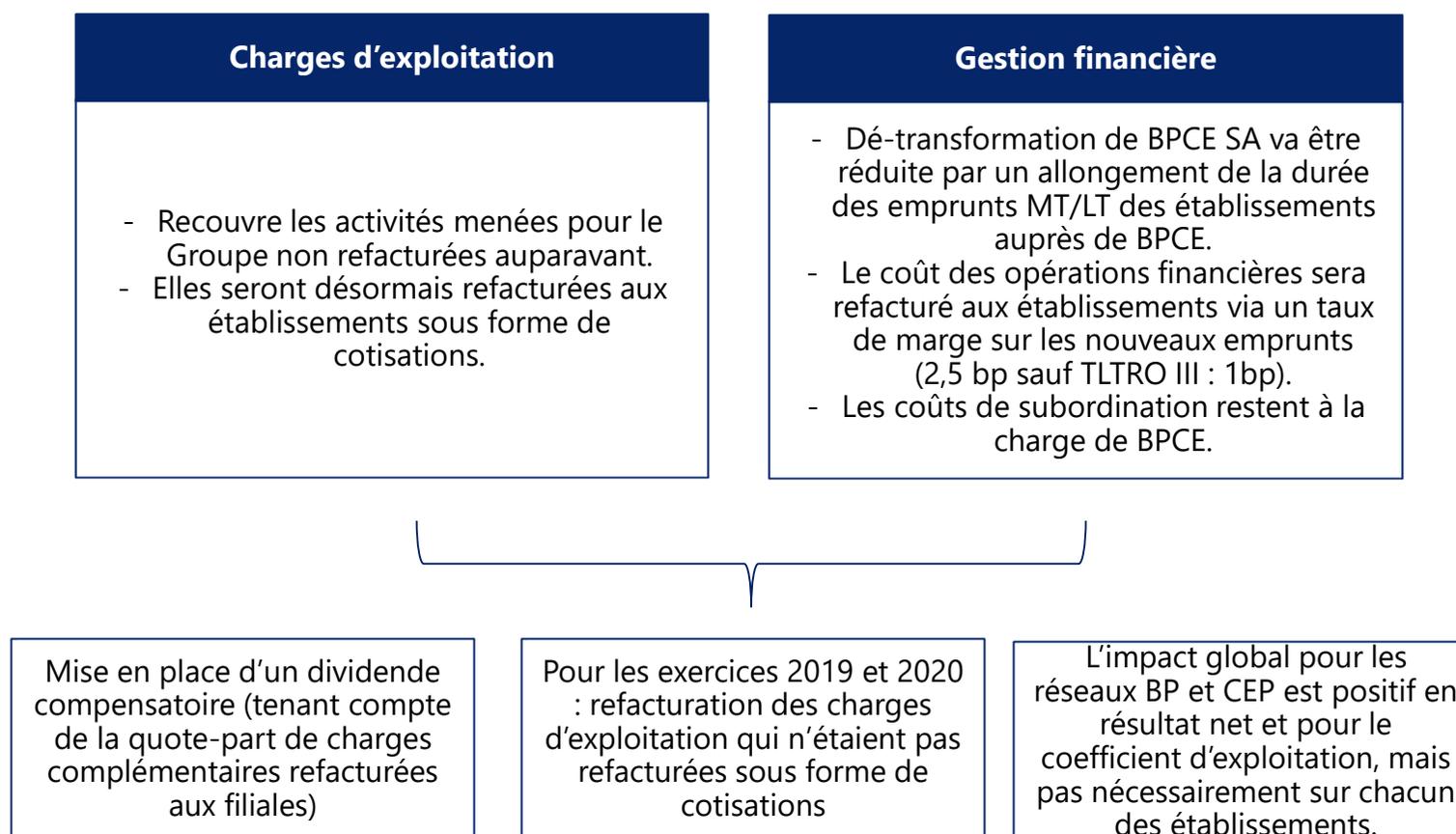


- ▶ **Avant Equation Financière, seule une partie des charges des activités d'organe central et pour le compte du Groupe était prise en compte** dans les refacturations par le biais des **cotisations**, générant un risque fiscal.
- ▶ **A compter de 2019** (par corrections comptables réalisées en 2020), ces charges vont donner lieu à une **facturation complémentaire de cotisations, pour partie en PNB** (activités organe central), et **pour partie en frais de gestion** (activités pour le compte du Groupe). Ces charges étant **compensées par un dividende complémentaire** de même montant.

## 4-1 Zoom Nouvelle Equation Financière

### Changements issus de l'Equation financière à partir de 2021

- ▶ La revue de l'équation financière de BPCE SA permet une réallocation aux établissements bénéficiaires, des charges portées par BPCE SA pour le compte des établissements, et ce pour l'ensemble des dimensions de l'équation financière de BPCE SA :



## 4-1 Zoom Nouvelle Equation Financière

- ▶ Ces **changements s'appliquent pleinement à partir de 2021**. Néanmoins, **pour les années 2019 et 2020**, il a été fait des rectifications de facturation de charges par rapport au système antérieur (sauf pour les charges de dé-transformation). Ces **facturations complémentaires ont été, pour les deux exercices concernés, comptabilisées en 2020**.
- ▶ Pour les **Banques Populaires et les Caisses d'Épargne** :
  - ▶ Ces **compléments de facturation** (soit **363,3 M€**, dont 134,7 M€ au titre de 2019), **comptabilisés en 2020, ont été compensés par un dividende du même montant, versé en décembre 2020**,
  - ▶ Ils ont en outre généré **un gain fiscal** : en effet, le complément de charges est déductible alors que la compensation en dividendes n'est quasiment pas fiscalisée. Ainsi pour l'ensemble des établissements pris dans leur globalité, **le gain en résultat net s'établit à 129,7 M€**.
- ▶ Pour **les filiales** : un impact global négatif de 7,8 M€.

Détail des cotisations complémentaires au titre de 2019 et 2020

En M€	Cotisations "new" 2019 + 2020 (suite à Equation Financière)			Cotisations "old" (anciennement facturées)	Ecart		
	PNB	Frais de gestion	Total	Frais de gestion	PNB	Frais de gestion	Total
BP	145,0	486,0	630,9	447,5	145,0	38,5	183,4
CEP	152,5	495,5	647,9	468,0	152,5	27,5	179,9
<b>Sous-total réseaux</b>	<b>297,4</b>	<b>981,4</b>	<b>1 278,8</b>	<b>915,5</b>	<b>297,4</b>	<b>65,9</b>	<b>363,3</b>
Filiales	67,3	53,7	121,0	109,5	67,3	-55,8	11,5
<b>Total 2019+2020</b>	<b>364,7</b>	<b>1 035,1</b>	<b>1 399,8</b>	<b>1 025,0</b>	<b>364,7</b>	<b>10,1</b>	<b>374,8</b>

Impacts financiers en 2020 pour les deux exercices 2019 et 2020 pour les réseaux et les filiales

	Cotisations en PNB	Cotisations en frais de gestion	Dividendes reçus	Impacts sur le PNB	Impacts sur Frais généraux	Impact Coex	Res avant Impôt	Gain IS	Impact Res Net
RBP	-145	-38,5	189,0	44,0	-38,5	0,14 pt	5,5	58,1	63,6
RCE	-152,5	-27,5	189,0	36,5	-27,5	0,05 pt	9,0	57,0	66,1
Filiales	-67,3	55,8		-67,3	55,8		-11,5	3,7	-7,8
<b>TOTAL</b>	<b>-364,8</b>	<b>-10,2</b>	<b>378</b>	<b>13,2</b>	<b>-10,2</b>		<b>3</b>	<b>118,8</b>	<b>121,9</b>

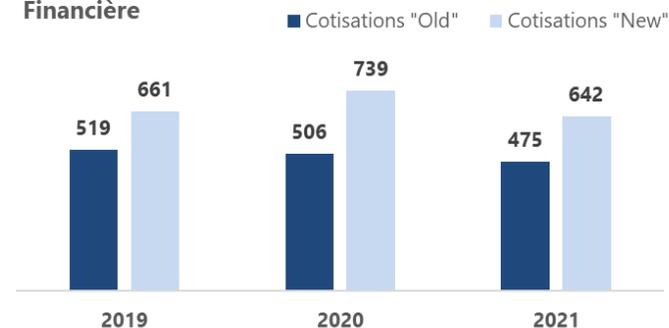
## 4-1 Zoom Nouvelle Equation Financière

- ▶ Pour **BPCE SA, à fin 2020**, on observe **deux impacts positifs sur ses charges** :
  - ▶ La **refacturation aux établissements d'une partie des charges** organe central et relative aux activités pour le compte du Groupe **engagées en 2020**, non prise en compte auparavant (**soit 233,2 M€**),
  - ▶ Un **gain « exceptionnel »** correspondant au **surplus de facturation fait aux banques et aux caisses par rapport aux charges de 2019** (charges comptabilisées en 2019 par BPCE SA mais refacturation comptabilisée en 2020), soit **141,6 M€** (dont 57 M€ en PNB et 84,6 M€ en frais de gestion).
- ▶ Pour **2021**, le montant des **cotisations budgétées s'élèverait à 641,7 M€ (y compris filiales), contre 739,2 M€ pour l'exercice 2020, soit un recul de 97,5 M€.**
- ▶ **Ce montant est supérieur de 166,3 M€** au calcul antérieurement pratiqué. **Cet écart sera compensé**, pour les Caisses et les Banques, par **un dividende complémentaire du même montant.**

### Synthèse des cotisations du budget 2021

En M€	Cotisations "new" 2021 (suite à Equation Financière)			Cotisations "old" (anciennement facturées)	Ecart		
	PNB	Frais de gestion	Total	Frais de gestion	PNB	Frais de gestion	Total
BP	121,7	169,7	291,4	211,3	121,7	-41,7	80,0
CEP	122,5	172,4	295,0	215,1	122,5	-42,7	79,9
Sous-total réseaux	244,2	342,1	586,3	426,4	244,2	-84,3	159,9
Filiales	55,4	0,0	55,4	49,0	55,4	-49,0	6,4
<b>Total</b>	<b>299,6</b>	<b>342,1</b>	<b>641,7</b>	<b>475,4</b>	<b>299,6</b>	<b>-133,3</b>	<b>166,3</b>

### Evolution des cotisations avec Equation Financière



## 4-1 Zoom Nouvelle Equation Financière

Impacts financiers par établissement en 2020 (pour 2019 et 2020) du surplus de cotisations

Réseau BP

Etablissements	Cotisations	Fonctions	Dividende	Impact en	Impact en	Impact Coex	Impact sur	Gain en	Impact en
	Organe Central	Groupe							
Auvergne Rhône Alpes	-16,7	-4,5	21,0	4,3	-4,5	0,25 pts	-0,3	6,7	6,4
Alsace Lorraine Champagne	-13,6	-3,6	21,2	7,6	-3,6	-0,28 pts	4,0	5,4	9,4
Grand Ouest	-13,7	-3,6	17,4	3,7	-3,6	0,20 pts	0,0	5,5	5,5
Bourgogne Franche Comté	-8,2	-2,2	13,1	4,9	-2,2	-0,20 pts	2,7	3,3	6,0
Aquitaine Centre Atlantique	-9,1	-2,5	11,9	2,8	-2,5	0,17 pts	0,4	3,7	4,0
Nord	-4,7	-1,3	5,3	0,6	-1,3	0,44 pts	-0,7	1,9	1,2
Occitane	-8,1	-2,2	15,1	7,0	-2,2	-0,75 pts	4,8	3,2	8,0
Méditerranée	-7,9	-2,0	7,7	-0,2	-2,0	0,61 pts	-2,2	3,1	0,9
Rives de Paris	-12,2	-3,3	16,9	4,6	-3,3	0,04 pts	1,4	4,9	6,3
Sud	-7,4	-2,0	9,9	2,5	-2,0	0,08 pts	0,5	3,0	3,5
Val de France	-8,2	-2,2	16,3	8,1	-2,2	-0,78 pts	6,0	3,3	9,2
BRED	-22,1	-5,6	18,7	-3,4	-5,6	0,61 pts	-8,9	8,8	-0,1
CASDEN	-4,6	-1,3	10,8	6,2	-1,3	-1,19 pts	5,0	1,8	6,8
Crédit Coopératif	-8,4	-2,3	3,8	-4,6	-2,3	1,78 pts	-6,9	3,4	-3,5
<b>Total BP</b>	<b>-145,0</b>	<b>-38,5</b>	<b>189,0</b>	<b>44,1</b>	<b>-38,5</b>	<b>0,14 pts</b>	<b>5,6</b>	<b>58,1</b>	<b>63,7</b>

▶ Si, globalement, **l'impact en résultat avant impôt et en résultat net est positif pour le réseau des BP, établissement par établissement il en est différemment**, avec notamment :

- ▶ Des impacts très négatifs pour la Bred et le Crédit Coopératif,
- ▶ Des gains significatifs pour BP Occitane et BP Val de France.

▶ Ces différences tiennent aux écarts entre le poids dans le capital de BPCE et la clé de cotisation, qui sont favorables ou défavorables selon les BP.

	Poids dans le capital de BPCE	Clé de cotisation	Ecart
BP Alsace Lorraine Champagne	5,61%	4,72%	0,9%
BP Aquitaine Centre Atlantique	3,15%	3,13%	0,0%
BP Auvergne Rhône Alpes	5,55%	5,74%	-0,2%
BP Bourgogne Franche-Comté	3,46%	2,83%	0,6%
<b>BRED Banque Populaire</b>	<b>4,95%</b>	<b>7,69%</b>	<b>-2,7%</b>
BP Grand Ouest	4,60%	4,72%	-0,1%
BP Méditerranée	2,02%	2,72%	-0,7%
BP du Nord	1,40%	1,62%	-0,2%
<b>BP Occitane</b>	<b>3,98%</b>	<b>2,78%</b>	<b>1,2%</b>
BP Rives de Paris	4,47%	4,22%	0,3%
BP du Sud	2,63%	2,56%	0,1%
<b>BP Val de France</b>	<b>4,31%</b>	<b>2,81%</b>	<b>1,5%</b>
<b>CASDEN Banque Populaire</b>	<b>2,86%</b>	<b>1,58%</b>	<b>1,3%</b>
<b>Crédit Coopératif</b>	<b>1,01%</b>	<b>2,88%</b>	<b>-1,9%</b>

## 4-1 Zoom Nouvelle Equation Financière

### Réseau Caisse d'Epargne

Etablissements	Cotisations Organe Central PNB	Fonctions Groupe Frais gestion	Dividende PNB	Impact en PNB	Impact en frais gestion	Impact Coex	Impact sur RAI	Gain en Impôt	Impact en RN
Rhône Alpes	-14,1	-2,6	15,5	1,4	-2,6	0,25 pts	-1,2	5,3	4,1
Aquitaine Poitou Charentes	-10,8	-2,0	14,3	3,5	-2,0	-0,08 pts	1,5	4,0	5,6
Auvergne-Limousin	-5,3	-1,0	7,4	2,1	-1,0	-0,22 pts	1,2	2,0	3,1
Normandie	-7,9	-1,5	9,6	1,7	-1,5	0,11 pts	0,2	3,0	3,2
Bourgogne Franche Comté	-6,9	-1,2	9,9	3,0	-1,2	-0,27 pts	1,8	2,6	4,3
Bretagne Pays de Loire	-12,2	-2,2	13,2	1,0	-2,2	0,30 pts	-1,2	4,6	3,3
Loire Centre	-6,6	-1,2	8,8	2,1	-1,2	-0,08 pts	0,9	2,5	3,4
Côte d'azur	-6,8	-1,2	7,6	0,8	-1,2	0,21 pts	-0,4	2,5	2,1
Ile de France	-24,1	-4,0	26,3	2,2	-4,0	0,20 pts	-1,8	8,9	7,1
Languedoc Roussillon	-5,9	-1,1	8,1	2,2	-1,1	-0,10 pts	1,1	2,2	3,3
Loire Drôme Ardèche	-4,5	-0,8	6,0	1,5	-0,8	-0,15 pts	0,7	1,7	2,4
Midi Pyrénées	-7,5	-1,4	9,2	1,7	-1,4	0,07 pts	0,3	2,8	3,1
Grand Est Europe	-11,2	-2,1	17,4	6,3	-2,1	-0,48 pts	4,2	4,2	8,4
Hauts de France	-14,6	-2,7	21,3	6,7	-2,7	-0,25 pts	3,9	5,5	9,4
Provence-Alpes-Corse	-14,1	-2,6	14,5	0,4	-2,6	0,32 pts	-2,1	5,3	3,2
<b>Total CE</b>	<b>-152,5</b>	<b>-27,5</b>	<b>189</b>	<b>36,6</b>	<b>-27,6</b>	<b>0,05 pts</b>	<b>9,1</b>	<b>57,0</b>	<b>66,1</b>

▶ Contrairement aux BP, l'impact en résultat net est positif pour toutes les CEP.

▶ L'impact en résultat avant impôt reste différencié pour les mêmes raisons que pour les BP, c'est-à-dire l'écart entre poids dans le capital et clé de cotisation. On a ainsi des impacts :

- ▶ Favorables pour CE GEE et CE HDF,
- ▶ Défavorables pour CE IDF, CE PAC, CE RA et CE BPL.

### Poids dans le capital de BPCE

	Poids dans le capital de BPCE	Clé de cotisation	Ecart
<b>CE GEE</b>	<b>4,61%</b>	<b>3,64%</b>	<b>1,0%</b>
CE Aquitaine Poitou-Charentes	3,78%	3,53%	0,2%
CE d'Auvergne et du Limousin	1,97%	1,74%	0,2%
CE de Bourgogne Franche-Com	2,62%	2,24%	0,4%
<b>CE Bretagne Pays de Loire</b>	<b>3,48%</b>	<b>3,98%</b>	<b>-0,5%</b>
CE Côte d'Azur	2,01%	2,23%	-0,2%
<b>Hauts de France</b>	<b>5,64%</b>	<b>4,79%</b>	<b>0,9%</b>
<b>CE Ile-de-France</b>	<b>6,96%</b>	<b>7,99%</b>	<b>-1,0%</b>
CE Languedoc-Roussillon	2,13%	1,94%	0,2%
CE Loire-Centre	2,32%	2,17%	0,2%
CE Loire Drôme Ardèche	1,59%	1,47%	0,1%
CE de Midi-Pyrénées	2,43%	2,45%	0,0%
CE Normandie	2,53%	2,57%	0,0%
<b>CE Provence-Alpes-Corse</b>	<b>3,85%</b>	<b>4,63%</b>	<b>-0,8%</b>
<b>CE Rhône Alpes</b>	<b>4,10%</b>	<b>4,62%</b>	<b>-0,5%</b>

## 4-1 Zoom Nouvelle Equation Financière

- **Pour les filiales, l'impact est globalement négatif de 7,8 M€.** Cela tient au fait qu'elles ne perçoivent pas de dividendes de BPCE SA en compensation de l'augmentation des charges refacturées.

### Filiales

Etablissements	Cotisations Organe Central PNB	Fonctions Groupe Frais gestion	Dividende PNB	Impact en PNB	Impact en frais gestion	Impact Coex	Impact sur RAI	Gain en Impôt	Impact en RN
Natixis	-39,8	35,8		-39,8	35,8		-4,0	1,3	-2,7
SEF	-8,8	5,2		-8,8	5,2		-3,6	1,2	-2,4
CFF	-11,4	7,8		-11,4	7,8		-3,6	1,2	-2,4
BPCE I	-2,1	2,3		-2,1	2,3		0,2	-0,1	0,1
Palatine	-3,2	3,1		-3,2	3,1		-0,1	0	-0,1
Oney	-2	1,6		-2,0	1,6		-0,4	0,1	-0,3
<b>Sous-Total Filiales</b>	<b>-67,3</b>	<b>55,8</b>		<b>-67,3</b>	<b>55,8</b>		<b>-11,5</b>	<b>3,7</b>	<b>-7,8</b>



## Partie 4 – L'Organe Central – BPCE SA

---

### 4-2 Bilan et équilibres financiers

## 4-2 Faits majeurs de l'exercice – Evolution de périmètre

- ▶ Dans une année marquée par la crise sanitaire liée au COVID-19, le Groupe BPCE affiche 193 000 prêts décaissés en 2020 pour un montant de 30 Md€.
- ▶ En préparation du futur plan stratégique, création d'une nouvelle direction « Innovation, Data et Digital ». Elle recouvre les activités du digital, de la data et de l'intelligence artificielle.
- ▶ Le 31 mars 2020, BPCE acquiert auprès du Crédit Foncier 100 % des parts du Crédit Foncier Immobilier Pour 6,7 M€. Le CFI est alors intégré au pôle SEF et renommé BPCE Solutions Immobilières.
- ▶ En juin, rachat par BPCE de titres de la Caisse de Refinancement de l'habitat à 3 banques françaises pour 20,8 M€. Le taux de détention s'élève à 9,09 %.
- ▶ En novembre, BPCE souscrit à l'augmentation de capital de Surassur, à hauteur de 17,2 M€.
- ▶ Fidor :
  - ▶ En septembre et novembre, BPCE a souscrit à deux augmentations de capital de Fidor Bank à hauteur de 20,4 M€ et 47 M€ (ce qui porte la valeur des titres de placement à 128 M€),
  - ▶ Le 31 décembre 2020, finalisation de la cession de Fidor Solutions AG (filiale de Fidor Bank AG) à Sopra Banking Software.
  - ▶ En août 2020, le Groupe BPCE est rentré en négociation exclusive avec Ripplewood Advisors LLC pour la cession de l'intégralité du capital de Fidor Bank AG.
- ▶ Absorption par fusion simplifiée de l'entité Holassure par BPCE. De fait, BPCE porte en direct la participation du groupe dans CNP Assurances.
- ▶ Les refacturations des activités « organe central » (telles que listées dans le Code monétaire et financier) sont présentées en PNB et les refacturations des missions Groupe restent présentées en diminution des frais de gestion :
  - ▶ En 2020, le montant des cotisations en PNB sur l'exercice s'élève à 356 M€ tandis que le montant des cotisations en diminution des frais de gestion est de 516 M€.



## 4-2 Faits majeurs de l'exercice – Zoom Fidor

- ▶ L'engagement financier de BPCE SA sur Fidor totalise à fin mars 2021 512 M€, avec :
  - ▶ Un prix d'acquisition de 143 M€ en 2016
  - ▶ Complété par des augmentations de capital entre 2017 et 2020 pour un montant de 371 M€.
- ▶ Jusqu'au T2 2020, les pertes de Fidor n'étaient pas déductibles, jusqu'au transfert en France de 3 F Holding mi 2020 (holding de Fidor). Ainsi, le coût après impôt de cette opération s'établit à fin mars 2021 à 442 M€.
- ▶ Enfin, si la cession de Fidor à Ripplewood se concrétise à fin juin 2021, une augmentation de capital complémentaire de 25 M€ devra être réalisée.
- ▶ **Au global, le Groupe perdra a minima sur cette opération 537 M€ ou 460 M€ après impôt.**

## 4-2 Bilan et équilibres financiers

### Le bilan de BPCE SA s'accroît de 106 Md€, à 365,8 Md€ (+ 41%)

► La forte croissance du bilan de BPCE SA s'explique notamment par la mise en place des refinancements nécessaires à la distribution des PGE par le Groupe.

- Le **refinancement par BPCE SA des entreprises du Groupe qui ont octroyé les PGE (30 Md€ décaissés)** se traduit par une hausse du poste « créances interbancaires »,
- Corrélativement, la participation de BPCE SA aux opérations de refinancement à long terme (TLTRO3) auprès de la BCE atteint 81,5 Md€ à fin 2020. Cette dette se traduit également par la comptabilisation en résultat d'un produit d'intérêt de 35 M€ (taux bonifié de - 0,5%).

#### Evolution du bilan BPCE SA

	31/12/2019	31/12/2020	Var	
			en Md€	en %
Créances interbancaires	219,1	326	106,9	49%
Créances clientèle	3,4	3,7	0,3	9%
Opérations sur titres	7,9	8,9	1	13%
Parts dans les entreprises liées et titres détenus à LT	25,4	23,8	-1,6	-6%
Autres actifs	3,9	3,4	-0,5	-13%
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>259,7</b>	<b>365,8</b>	<b>106,1</b>	<b>41%</b>
Ressources interbancaires	131,3	238,3	107	81%
Ressources clientèle	7,1	6,3	-0,8	-11%
Dettes représentées par un titre et dettes subordonnées	98,6	99	0,4	0%
Autres passifs	4,8	5,9	1,1	23%
Capitaux propres et FRBG	17,9	16,3	-1,6	-9%
<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>259,7</b>	<b>365,8</b>	<b>106,1</b>	<b>41%</b>

► En dehors de ces éléments, l'évolution du bilan recouvre :

- Une **baisse de la valeur des participations détenues (- 1,6 Md€)** essentiellement liée aux dépréciations passées sur un certain nombre de filiales (Natixis, CEGC, BPCE Factor, BPCE I),
- Une **hausse des dettes subordonnées de 4 Md€** (émission d'obligations senior non preferred), compensée par la baisse des titres du marché interbancaire et de titres de créances négociables, à hauteur de 3,7 Md€,
- Une **diminution des capitaux propres de 1,6 Md€**, liée à la perte enregistrée en 2020 (- 1,1 Md€) et au versement en décembre 2020 d'un acompte sur dividendes de 579 M€ aux Banques Populaires et aux Caisses d'Épargne.

## 4-2 Bilan et équilibres financiers

### Repli global de la valeur des filiales

en M€	31/12/2019	Augmentation	Diminution	Conversion	Autres mvts	31/12/2020
Participations et autres titres détenus à LT	4 038	37	-91	-100	1 615	5 499
Part dans les entreprises liées	27 639	24	-1	0	-1 789	25 873
<i>dont avance en compte courant (et TSSDI)</i>	<i>2 821</i>	<i>0</i>	<i>-1</i>	<i>-93</i>	<i>0</i>	<i>2 727</i>
<b>Valeurs brutes</b>	<b>31 677</b>	<b>61</b>	<b>-92</b>	<b>-100</b>	<b>-174</b>	<b>31 372</b>
Participations et autres titres détenus à LT	-430	-17	22	0	-10	-435
Part dans les entreprises liées	-5 826	-1 892	541	0	10	-7 167
<i>dont avance en compte courant (et TSSDI)</i>	<i>-5</i>	<i>0</i>	<i>2</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>-3</i>
<b>Dépréciations</b>	<b>-6 256</b>	<b>-1 909</b>	<b>563</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>-7 602</b>
<b>TOTAL</b>	<b>25 421</b>	<b>-1 848</b>	<b>471</b>	<b>-100</b>	<b>-174</b>	<b>23 770</b>

- ▶ Le **total des participations et autres titres détenus à long terme** passe de 25,4 Md€ à fin 2019, à 23,8 Md€ à fin 2020, soit **- 1,6 Md€**.
- ▶ Cette évolution relève de plusieurs facteurs :
  - ▶ Une **dépréciation des titres de participation, à hauteur de 1 893 M€** :
    - ▶ - 1 521 M€ pour Natixis,
    - ▶ - 164 M€ pour CEGC,
    - ▶ - 106 M€ pour BPCE International,
    - ▶ - 102 M€ pour BPCE Factor
  - ▶ Une **reprise de provision de 540 M€**, dont :
    - ▶ 453 M€ pour le Crédit Foncier,
    - ▶ 87 M€ pour Banque Palatine.
  - ▶ La **fusion simplifiée de Holassure (diminution de 1 768 M€ des parts dans les entreprises liées et augmentation de 1 606 M€ des titres de participation CNP). BPCE devient actionnaire direct de CNP**. Cette fusion a généré un mali technique de 678 M€, (représentatif d'une partie de la plus-value latente) intégralement affecté aux titres CNP.
  - ▶ L'acquisition de BPCE Solutions Immobilières auprès du Crédit Foncier (7 M€), et les souscriptions aux augmentations de capital de la CRH (21 M€), et de Surassur (17 M€).

## 4-2 Bilan et équilibres financiers

### Repli global de la valeur des filiales

En M€	2018				2019				2020			
	Valeur brute	Valeur nette	Dépréciation	Div. Reçus	Valeur brute	Valeur nette	Dépréciation	Div. Reçus	Valeur brute	Valeur nette	Dépréciation	Div. Reçus
<i>Filiales détenus à plus de 50% dont :</i>												
Natixis	15 269	15 269	0	824	15 269	13 315	1 954	668	15 269	11 794	3 475	
Crédit Foncier	3 682	995	2 687		3 682	1 354	2 328	20	3 682	1 807	1 875	
Holassure	1 768	1 768			1 768	1 768		75				
BPCE International	1 728	167	1 561		1 728	826	902		1 728	720	1 008	
Banque Palatine	1 119	748	371		1 269	667	602		1 269	754	515	18
CEGC					1 093	1 093			1 093	929	164	70
BPCE Lease					991	991		55	991	991		35
BPCE SFH	600	600	0	3	600	600		3	600	600		
Oney Bank					370	370			370	370		
BPCE Financement					370	370		51	370	370		64
BPCE Factor					178	178		35	178	76	102	31
SOCFIM					135	135			135	135		24
<b>BPCE Solutions Immobilières</b>									7	7		
3F Holding	340	211	129									
Issoria	99	65	34		99	65	34		99	64	35	
SPORTS IMAGINE					55	55			55	55		
BP Covered Bonds	80	80										
Albiant IT	49	49			49	49			49	49		
GCE Participations	35	6	29		34	6	28		34	7	27	
GCE Asap	11	0			12	0	12					
Société d'exploitation MAB	21	11	10		21	11	10		15	5	10	
Surassur	20	20			20	20			37	37		
Turbo					12	12			12	12		

## 4-2 Bilan et équilibres financiers

### Repli global de la valeur des filiales

En M€	2018				2019				2020			
	Valeur brute	Valeur nette	Dépréciation	Div. Reçus	Valeur brute	Valeur nette	Dépréciation	Div. Reçus	Valeur brute	Valeur nette	Dépréciation	Div. Reçus
<b>Participations comprises entre 10% et 50 %, dont :</b>												
<b>CNP Assurances</b>									<b>1 606</b>	<b>1 606</b>		
VBI BETEILIGUNGS GmbH	299	0	299		299	0	299		299	0	299	
SOCRAM Banque	44	44		1	44	44		1	44	41		
MFC Prou-Investissements	100	100		3	100	100		3	100	100		
Informatique BP	31	5	26		5	5			5	5		

▶ Le stock de provisions pour dépréciation des filiales et participations avoisine 7,5 Md€ (6,2 Md€ en 2019 et 5,1 Md€ en 2018). Il concerne principalement :

- ▶ Natixis : 3,5 Md€ (soit près de 23 % de sa valeur brute),
- ▶ Crédit Foncier : 1,9 Md€,
- ▶ BPCE International : 1 Md€,
- ▶ Banque Palatine : 0,5 Md€
- ▶ Le pôle SEF : 268 M€ (soit près de 21 % du coût d'acquisition des deux filiales concernées, soit CEGC et BPCE Factor).

## 4-2 Bilan et équilibres financiers

### Le stock de provisions pour risques et charges s'accroît de 60 M€

En M€	31/12/2019	Dotations	Utilisations	Reprises	31/12/2020	Ecart
Prov pour risques de contrepartie	1			-1	0	-1
Prov pour engagements sociaux	105	11	-2	-5	109	4
Prov pour litiges	16	3	-2	-6	11	-5
Prov pour restructurations	10		-3	-2	5	-5
Autres provisions pour risques	365	171	-72	-32	432	67
<b>Total des provisions pour risques et charges</b>	<b>497</b>	<b>185</b>	<b>-79</b>	<b>-46</b>	<b>557</b>	<b>60</b>

- ▶ Le stock de provisions pour risques et charges s'accroît de 60 M€ entre fin 2019 et fin 2020, du fait de la hausse des « **autres provisions pour risques** », dont le stock passe de 365 M€ à 432 M€.
- ▶ Ces dernières recouvrent pour l'essentiel :
  - ▶ Une dotation de **45 M€ sur immobilisations financières, sur Fidor,**
  - ▶ Une dotation à la provision pour impôts de 102 M€, partiellement compensée par des reprises et utilisations de 99 M€.

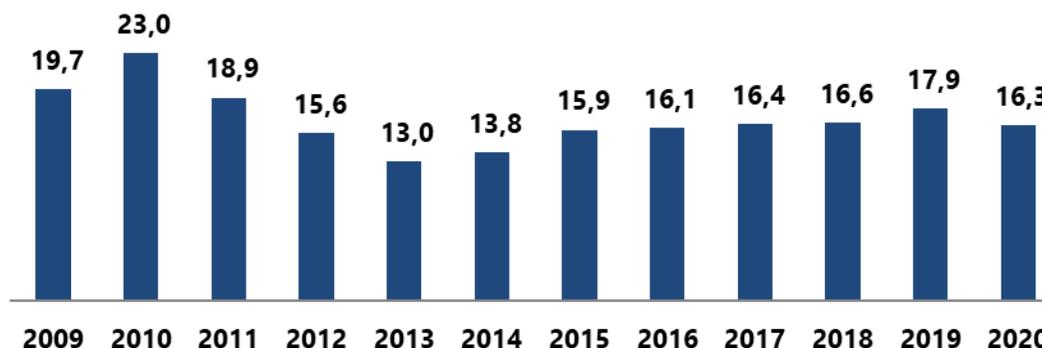
En M€	31/12/2019	Dotations	Utilisations	Reprises	31/12/2020	Ecart
Portefeuille titres et instruments financiers à terme		1			1	1
Immobilisations financières	6	45	-5		46	40
Promotion Immobilière					0	0
Provisions pour impôts	348	102	-67	-32	351	3
Autres	11	23			34	23
<b>Total des provisions pour risques et charges</b>	<b>365</b>	<b>171</b>	<b>-72</b>	<b>-32</b>	<b>432</b>	<b>67</b>

## 4-2 Bilan et équilibres financiers

### Les Capitaux propres de BPCE SA se réduisent de 1,7 Md€

- ▶ Le principal facteur d'explication de la baisse des capitaux propres de BPCE SA est la **perte dégagée en 2020, à hauteur de 1,1 Md€**.
- ▶ Par ailleurs, **en 2020**, l'assemblée générale a décidé de distribuer aux actionnaires de BPCE SA, les Banques Populaires et les Caisses d'Épargne, **536 M€ de dividendes**, prélevés pour partie **sur le résultat de l'exercice 2019 (soit 442 M€) et pour partie sur le report à nouveau (94 M€)**. Ce dividende a été versé par un acompte sur dividendes fin 2019, à hauteur de 202 M€, le solde ayant été versé en actions en juin 2020 pour 335 M€.
- ▶ En **décembre 2020**, le Directoire de BPCE a décidé de verser un **acompte sur dividendes de 579 M€**, dont :
  - ▶ Un versement en numéraire de 258 M€,
  - ▶ Un paiement en actions de 321 M€ (ce qui explique l'augmentation du capital social et des primes d'émission).
- ▶ **Sur ce dividende global de 579 M€, 378 M€ visent à compenser l'augmentation des charges refacturées par l'organe central aux Banques et aux Caisses en 2020 et le complément de 2019** (« Equation financière »).

Evolution des Capitaux propres de BPCE SA (en Md€)



Evolution des capitaux propres

En M€	2016	2017	2018	2019	2020	Ecart
Capital social	156	156	158	170	174	4
Primes d'émission	12 345	12 345	12 545	13 934	14 252	318
Réserves	35	35	35	35	35	0
Report à nouveau	3 108	3 186	3 511	3 499	3 404	-95
Acompte sur dividendes	-175	-202	-202	-202	-579	-377
Résultat	461	729	391	442	-1 073	-1 515
Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)	130	130	130	65	65	0
<b>Capitaux propres</b>	<b>16 060</b>	<b>16 379</b>	<b>16 568</b>	<b>17 943</b>	<b>16 278</b>	<b>-1 665</b>



## Partie 4 – L'Organe Central – BPCE SA

---

### 4-3 Résultats de l'Organe Central

## 4-3 Les résultats de l'organe central

### Le résultat net de BPCE SA plonge à – 1,1 Md€

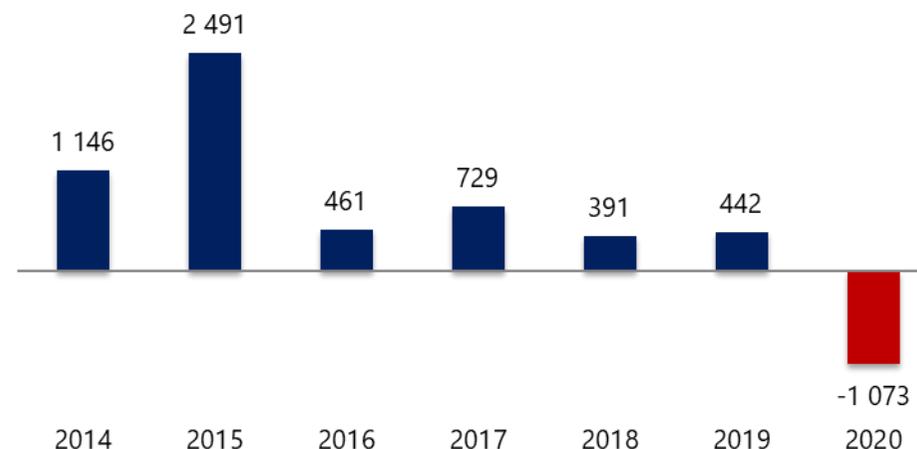
▶ Le **résultat net de BPCE SA à fin 2020 est fortement impacté** par :

- ▶ La **baisse des dividendes perçus** (-460 M€ par rapport à 2019) et notamment le non versement de dividendes par Natixis,
- ▶ Une **hausse du coût de la gestion financière** (- 252 M€ par rapport à l'année précédente),
- ▶ Les **dépréciations de valeur de certaines filiales et participations** (- 1 Md€ par rapport à 2019 en gains et pertes sur actifs),
- ▶ Les dépréciations de titres **Fidor** (-173 M€ contre – 32 M€ en 2019).

▶ Ces éléments défavorables sont **en partie compensés** par :

- ▶ Le nouveau mécanisme de **l'équation financière** : + 356 M€ en PNB,
  - ▶ Rappelons néanmoins que 2019 avait bénéficié d'un produit exceptionnel de 359 M€ sur la gestion extinctive).
- ▶ Une **hausse de 111 M€ du PNB de SEF**,
- ▶ Un **gain d'IS de 121 M€**.

Evolution du résultat net de BPCE SA (en M€)



Compte de résultat de l'organe central BPCE

En M€	2016	2017	2018	2019	2020	Evol.
<b>Produit Net Bancaire</b>	<b>281</b>	<b>384</b>	<b>494</b>	<b>930</b>	<b>433</b>	<b>-53%</b>
Charges générales d'exploitation	-188	-133	-192	-343	-416	21%
Dotations aux amortissements et provisions	-17	-7	-8	-13	-16	23%
<b>Résultat Brut d'Exploitation</b>	<b>76</b>	<b>244</b>	<b>294</b>	<b>574</b>	<b>1</b>	<b>-100%</b>
Coût du risque	4	-1	-2	-2	0	-100%
<b>Résultat net d'Exploitation</b>	<b>80</b>	<b>243</b>	<b>292</b>	<b>572</b>	<b>1</b>	<b>-100%</b>
Gains ou pertes sur actifs immobilisés	134	262	-352	-341	-1 341	x 3,9
<b>Résultat Courant avant Impôt</b>	<b>214</b>	<b>505</b>	<b>-60</b>	<b>231</b>	<b>-1 340</b>	<b>ns</b>
Impôts sur le résultat	247	224	451	146	267	83%
Dotations/reprises de FRBG et prov réglem.	0	0	0	65	0	-100%
<b>Résultat Net</b>	<b>461</b>	<b>729</b>	<b>391</b>	<b>442</b>	<b>-1 073</b>	<b>ns</b>

## 4-3 Les résultats de l'organe central Découpage des activités de BPCE SA

► Source : Comité d'audit BPCE SA

Gestion financière	Solutions et expertises financières	Holding	Organe central
<ul style="list-style-type: none"><li>○ Gestion opérationnelle de la liquidité senior MLT (émissions, repos MLT, prêts/emprunts aux affiliés)</li><li>○ Gestion opérationnelle de la liquidité CT (pool CT, repos CT et collatéral en garantie des dérivés)</li><li>○ Opérations subordonnées (T2 et SNP émis, ADT1/T2 consentis aux établissements et effet change des ADT1)</li><li>○ Sécurisation de la liquidité (réserve de liquidité en titres, collatéraux, fonds de solidarité groupe)</li><li>○ Gestion extinctive (RMBS, Autres)</li><li>○ Autres gestion financière (gestion centralisée du change et du taux, garanties intra groupes, financements d'actifs...)</li><li>○ Cotisations sur les activités de gestion financière (PNB)</li><li>○ Charges associées à l'activité</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>○ Dividendes SEF : participations dans BPCE Factor, BPCE Lease, BPCE Financement et CEGC</li><li>○ Conservation de titres : activités d'Eurotitres</li><li>○ Charges associées à l'activité</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>○ Dividendes (participations cotées et non cotées hors SEF)</li><li>○ Autres (financement des participations, ...)</li><li>○ Charges associées à l'activité</li><li>○ Contributions réglementaires (FRU)</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>○ Missions d'Organe Central et de Fonctions groupe :<ul style="list-style-type: none"><li>▪ Frais de gestion des activités d'Organe Central et cotisations associées (en PNB)</li><li>▪ Frais de gestion des activités de fonctions groupe et cotisations associées (en minoration des frais de gestion)</li></ul></li></ul>

## 4-3 Les résultats de l'organe central

# Le PNB chute de 497 M€ malgré l'apport de cotisations supplémentaire à hauteur de 356 M€, du fait du non versement de dividendes par Natixis

### Décomposition du Produit Net Bancaire

En M€	2018	2019	2020	Evol.
Gestion financière	-254	-40	-292	-252
Solutions et expertises financières		211	321	110
Holding	748	760	154	-606
Organe central			250	250
<b>PNB Total</b>	<b>494</b>	<b>930</b>	<b>433</b>	<b>-497</b>

### Evolution du PNB de BPCE SA (en M€)



### ► Le PNB de BPCE SA est divisé en 4 blocs :

- **Gestion financière** : le coût de la gestion financière s'alourdit de 252 M€ pour retrouver un niveau conforme à celui de 2018. En effet, en 2019, un produit exceptionnel de 359 M€ avait permis de réduire exceptionnellement cette charge. Sur 2020, il bénéficie de 106 M€ de revenus supplémentaires, qui correspondent aux nouvelles cotisations (Equation Financière).
- **Solutions et expertises financières** : le PNB s'accroît sous l'augmentation des dividendes (+ 81 M€) et de l'activité conservation titres (+ 30 M€), avec l'effet année pleine sur 2020 (entrée dans le périmètre en avril 2019).
- **Holding** : le PNB, en retrait de 606 M€, représente pour l'essentiel :
  - les dividendes perçus par BPCE SA (hors Pôle SEF) qui s'inscrivent en repli sensible de 460 M€ (voir détail slide suivant),
  - La dépréciation de Fidor, à hauteur de 173 M€.
- **Organe Central** : ces revenus, apparus en 2020, représente une part des nouvelles cotisations (Equation Financière),

## 4-3 Les résultats de l'organe central

# Le PNB chute de 497 M€ malgré l'apport de cotisations supplémentaire à hauteur de 356 M€, du fait du non versement de dividendes par Natixis

Détail du PNB de "Gestion financière"

En M€	2018	2019	2020	Ecart.
Portage de la dette subordonnée	-226	-401	-390	11
Gestion de la liquidité MLT et CT	42	-25	11	36
Sécurisation de la liquidité	-13	-1	0	1
Change et taux	5	8	-6	-14
Gestion extinctive	-66	361	-26	-387
Opérations stratégiques	0	0	0	0
Accompagnement des métiers	5	18	13	-5
Cotisations - Gestion financière			106	106
<b>PNB de Gestion financière</b>	<b>-254</b>	<b>-40</b>	<b>-292</b>	<b>-252</b>

- ▶ BPCE est chargé d'assurer la liquidité et la solvabilité du Groupe, en garantissant le respect des ratios réglementaires. Ce sont ces activités qui sont regroupées dans le PNB de la Gestion Financière.
- ▶ Ce PNB se traduit par une **charge de 292 M€**, soit un alourdissement de 252 M€ par rapport à 2019, qui avait bénéficié d'un produit exceptionnel de 345 M€ (dénouement de l'opération de garantie des encours de la GAPC), compensé partiellement sur 2020 par la nouvelle refacturation aux entités du Groupe d'une partie des coûts de la gestion financière engagés pour les établissements du Groupe, à hauteur de 106 M€.
- ▶ Pour le reste, on notera, par rapport à 2019 :
  - ▶ Un **allègement des charges du compartiment « portage de la dette subordonnée », (+ 11 M€)** avec :
    - ▶ Un gain de 73 M€ lié à l'arrivée à échéance de 0,8 Md€ d'ADT1 émis,
    - ▶ Contrebalancé par un coût supplémentaire de 41 M€ lié à la hausse des émissions de dettes Senior Non Preferred (+ 4 Md€),
    - ▶ Et par une charge supplémentaire de 13 M€ liée à la hausse des spreads 3M-JJ.
  - ▶ Un **gain de 36 M€ sur la Gestion de la Liquidité**, dont + 55 M€ sur le MLT (dont + 28 M€ de TLTRO), et - 37 M€ sur le CT (du fait du portage de l'excédent de trésorerie des réseaux), et un produit exceptionnel de 18 M€ (rachat anticipé d'une émission).

## 4-3 Les résultats de l'organe central

# Le PNB chute de 497 M€ malgré l'apport de cotisations supplémentaire à hauteur de 356 M€, du fait du non versement de dividendes par Natixis

### Détail du PNB de "SEF"

En M€	2019	2020	Ecart
Dividendes SEF	141	223	82
Conservation de titres	69	99	30
<b>PNB de SEF</b>	<b>210</b>	<b>321</b>	<b>111</b>

### Dont dividendes SEF perçus

En M€	2019	2020	Ecart
CEGC		70	70
BPCE Lease	55	35	-20
BPCE Financement	51	64	13
BPCE Factor	35	31	-4
Socfim		24	24
<b>PNB de SEF</b>	<b>141</b>	<b>224</b>	<b>83</b>

### Détail du PNB de "Holding"

En M€	2018	2019	2020	Evol.
Dividendes	860	798	336	-58%
Additional T1 émis	-97			nc
Autres	-18	-38	-182	x 4,8
<b>PNB de Holding</b>	<b>745</b>	<b>760</b>	<b>154</b>	<b>-80%</b>

### Dont Dividendes perçus

En M€	2018	2019	2020	Ecart
Natixis	824	668		-668
Palatine			18	
Crédit Foncier		20		
Socram	1			
Holassure		75	317	242
Autres	35	35	1	-34
<b>Dividendes perçus</b>	<b>860</b>	<b>798</b>	<b>336</b>	<b>-462</b>

### ▶ Le PNB du pôle SEF est constitué :

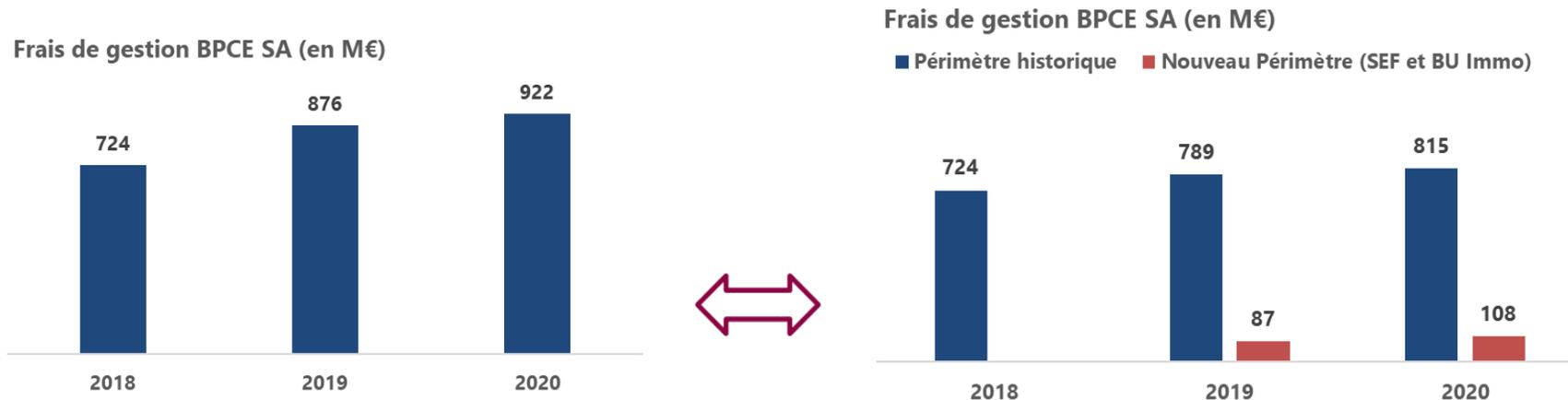
- ▶ D'une part des **dividendes** versés par les filiales, en forte hausse en 2020, à **224 M€ (+ 83 M€)**, du fait de la distribution de 70 M€ de dividendes par CEGC, contrairement à 2019 (alors contraint par les ratios de solvabilité) et du versement de dividendes par Socfim (24 M€),
- ▶ Des **revenus de la conservation titres**, également en forte hausse en 2020 (+ 30 M€), avec l'effet année pleine (entrée dans le périmètre de BPCE fin mars 2019).

### ▶ Le PNB de Holding chute très fortement (- 462 M€) avec deux éléments principaux :

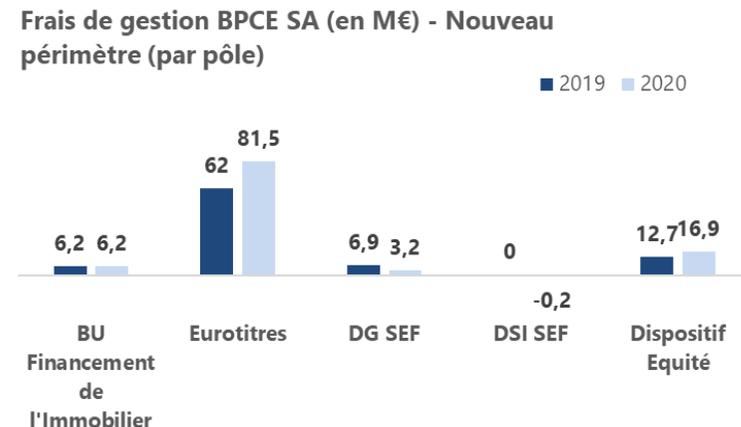
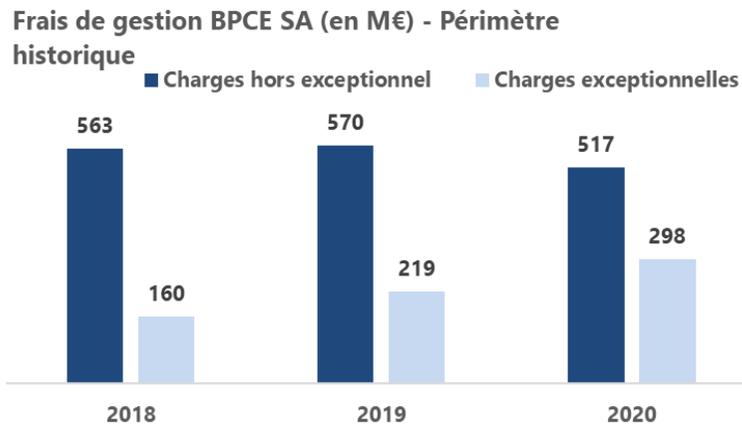
- ▶ Le **non versement de dividendes par Natixis** (- 668 M€ par rapport à 2019), partiellement compensé par une hausse significative du dividende Holassure/CNP (+ 242 M€), correspondant aux résultats accumulés sur Holassure,
- ▶ La **dépréciation des titres Fidor**, à hauteur de **173 M€** (dont 127 M€ sur titres de placement et 45 M€ en provisions de passif), contre 32 M€ en 2019.



# 4-3 Les frais de gestion de l'Organe Central progressent de 5,3 %, essentiellement sous le poids de l'exceptionnel et de la hausse des frais de gestion Eurotitres



- ▶ Les frais de gestion de BPCE SA s'accroissent de 5,3 %, à 922 M€ (+46 M€) en un an, dont :
- ▶ + 3,3 % sur le périmètre historique, à 815 M€ (+ 26 M€), du fait de l'ampleur des projets exceptionnels (+ 79 M€),
  - ▶ + 23,3 % sur le nouveau périmètre à 108 M€ (soit + 20 M€), essentiellement lié à Eurotitres.



## 4-3 Les résultats de l'organe central

# Les frais de gestion de l'Organe Central, avant cotisations, s'affichent en hausse de 5,3 %

### Sur le périmètre historique :

▶ Les **charges hors exceptionnel se replient de 9,3 % à 516,7 M€ (soit – 53,2 M€), avec :**

- ▶ Une hausse de 2,5 % des frais de personnel (+ 7,2 M€), avec :
  - ▶ Une progression de 7 % des salaires fixes en lien avec la hausse des effectifs (2035 postes autorisés contre 1875 en 2019),
  - ▶ Partiellement contrebalancée par une baisse des rémunérations variables (- 2 %) et de l'intéressement (- 23 %).
- ▶ Un repli très significatif des charges externes des Directions (- 15,3 %, soit – 44,1 M€) :
  - ▶ - 42 M€ liés aux économies Opal (- 23 M€) et à de moindres charges sur les projets (- 7,2 M€ sur le développement commercial, - 4,4 M€ sur la communication des marques, - 6,4 M€ sur les développements IT, - 3,8 M€ sur l'immobilier),
  - ▶ 1,2 M€ de produits de Crédit d'Impôt Recherche.
- ▶ Un gain de 10 M€ sur les produits comptables,
- ▶ Un gain sur les autres charges de 6,1 M€, dont TVA (+ 3,5 M€), charges à payer (+ 2 M€), amortissements (+ 2,2 M€).

Périmètre BPCE SA historique	2019	2020	Var 20/19	
			en M€	en %
Charges de personnel	291,6	298,8	7,2	2,5%
Charges externes des Directions	289	244,9	-44,1	-15,3%
Produits comptables et analytiques	0,0	-10,0	-10,0	
Autres charges (amort, prov, impôts et taxes)	-10,8	-16,9	-6,1	56,5%
<b>Total charges hors exceptionnel</b>	<b>569,9</b>	<b>516,7</b>	<b>-53,2</b>	<b>-9,3%</b>
Plan d'actions CDG	25,6	124	98,4	x 4,8
Projet Well/SDI/DUO	0,0	12,3	12,3	
Programmes et projets exceptionnels	119,1	99,7	-19,4	-16,3%
Coût mise en œuvre OPAL	16,0	4,0	-12,0	-75,0%
FRU-CRU	56,5	53,1	-3,4	-6,0%
Autres charges exceptionnelles (dont C3S)	1,5	4,9	3,4	x 3,3
<b>Total charges exceptionnelles</b>	<b>218,7</b>	<b>298,0</b>	<b>79,3</b>	<b>36,3%</b>
<b>Total charges d'exploitation Périmètre historique</b>	<b>788,6</b>	<b>814,7</b>	<b>26,1</b>	<b>3,3%</b>

▶ **En revanche, les charges exceptionnelles s'accroissent très significativement : + 36 %, soit : + 79,3 M€, dont :**

- ▶ + 98,4 M€ sur les plans d'action, dont PATD pour 70,7 M€ et PADI pour 17,6 M€,
- ▶ + 12,7 M€ sur le projet Well en raison du provisionnement des frais de remise en état des locaux libérés et des amortissements accélérés
- ▶ - 18 M€ sur Smith (en charge en 2019),
- ▶ - 12 M€ sur les coûts de mise en œuvre Opal, du fait de l'enveloppe GPEC provisionnée en 2019 (10 M€).

## 4-3 Les résultats de l'organe central

# Les frais de gestion de l'Organe Central, avant cotisations, s'affichent en hausse de 5,3 %

### ► Détail du plan d'action CDG :

Détail Plan d'actions CDG	
	Réel 2020
BPA	1 681
PATD	86 203
Complément PIA	2 030
Transformation et Performance	6 868
J2 Smith	5 140
Data et IA PADI	17 623
Complément PIA 2020	4 427
<b>TOTAL</b>	<b>123 972</b>

### Zoom PATD

	2020
Agile à l'échelle, intégration métiers	6 252
Stratégie Cybersécurité	16 294
Briques Data	2 663
DevOps	3 223
Industrialisation Deploy	1 495
Achats SI et fondations technologiques	3 359
Sécurisation SI Finance et Risques	7 873
Performance IT	-13
Poste de travail par métier	18 800
Poste de travail socle Groupe	5 890
Industrialisation de la qualité du SI	9 111
Plateforme de services transverses	11 256
<b>PATD</b>	<b>86 203</b>

### ► OPAL 2020 : gains de 23,9 M€, soit les économies annoncées

#### ► Leviers verticaux (gains de 21,6 M€), dont :

- Gains externes hors internalisation : engagements des pôles sur des renoncements (prestataires, cotisations professionnelles) et mise en œuvre des leviers de productivité (automatisation, digitalisation ...)
- Gains sur prestations externes du fait des internalisations : sur les 172 prévues initialement, il en reste 59 à réaliser sur 2021
- Gains sur masse salariale du fait de mobilités non remplacées : 69 départs actés sur 109 prévus.

#### ► Leviers transverses (gain de 2,3 M€) : consulting interne

- Coûts de mise en œuvre : pour les automatisations et le financement des périodes de recouvrement pour les internalisations : 4 M€ dépensés au lieu de 9 M€ (report de 5 M€ sur 2021) et 10 M€ correspondant à la provision GPEC comptabilisée en 2019.

### ► OPAL 2021 / 2022 : gain attendu de 31,3 M€ supplémentaire en 2021 (permettant de valider la baisse des cotisations des établissements et 5 M€ de gain complémentaire en 2022.

## 4-3 Les résultats de l'organe central

# Les frais de gestion de l'Organe Central, avant cotisations, s'affichent en hausse de 5,3 %

### Sur le nouveau périmètre :

- ▶ Sur le nouveau périmètre, la **forte hausse des charges de personnel (+ 14,8 M€)** explique la progression de l'ensemble des charges d'exploitation.
- ▶ Par entité, **Eurotitres concentre la hausse des charges (+ 19,5 M€)**. Cette évolution s'explique par l'effet année pleine de l'intégration d'Eurotitres (intégré en avril 2019).

Nouveau périmètre BPCE SA - SEF et BU Financement Immo	2019	2020	Var 20/19	
			en M€	en %
Charges de personnel	59,5	74,3	14,8	24,9%
Charges externes des directions	13,0	13,3	0,3	2,3%
Autres charges (amort, prov, impôts et taxes)	14,7	20,0	5,3	36,1%
<b>Total charges d'exploitation - SEF et BU Fi Immo</b>	<b>87,3</b>	<b>107,6</b>	<b>20,3</b>	<b>23,3%</b>

Nouveau Périmètre	2019	2020	Var 20/19	
			en M€	en %
BU Financement de l'Immobilier	6,2	6,2	0	0%
Eurotitres	62	81,5	19,5	31%
DG SEF	6,9	3,2	-3,7	-54%
DSI SEF	0	-0,2	-0,2	
Dispositif Equité	12,7	16,9	4,2	33%
<b>TOTAL</b>	<b>87,8</b>	<b>107,6</b>	<b>19,8</b>	<b>23%</b>

- ▶ Nets des cotisations versées par les réseaux et les filiales, soit 431 M€ pour 2020, les frais de gestion s'établiraient à 493 M€. BPCE SA bénéficie en outre du rattrapage de facturation sur 2019, soit + 84,6 M€ (en frais de gestion).

## 4-3 Les résultats de l'organe central Zoom sur les frais de personnel

### Charges de personnel BPCE SA - Périmètre historique

en M€	2019	2020	Ecart	
			en M€	en %
<b>Masse salariale</b>	<b>276,3</b>	<b>287,3</b>	<b>11,0</b>	<b>4,0%</b>
Fixe	135,1	144,5	9,4	7,0%
Eléments variables	38,3	36,6	-1,7	-4,4%
Charges patronales	109,1	113,1	4,0	3,7%
Personnel détache / reçu en détachement	-6,2	-6,9		
<b>Autres charges de personnel</b>	<b>15,2</b>	<b>11,7</b>	<b>-3,5</b>	<b>-23,0%</b>
Frais de recrutement	0,5	0,5	0	0,0%
Formation	2,1	2,0	-0,1	-4,8%
Litiges et transactions	4,7	-3,1	-7,8	ns
Passifs sociaux	5,4	5,6	0,2	3,7%
Budget social institutionnel	1,3	4,0	2,7	x 3,1
Autres	1,2	2,7	1,5	x 2,3
<b>TOTAL CHARGES DE PERSONNEL</b>	<b>291,5</b>	<b>299,0</b>	<b>7,5</b>	<b>2,6%</b>
<b>Postes autorisés</b>	<b>1 875</b>	<b>2 035</b>	<b>160</b>	<b>8,5%</b>

### Charges de personnel BPCE SA - Nouveau Périmètre

en M€	2019	2020	Ecart	
			en M€	en %
<b>Masse salariale</b>	<b>48,5</b>	<b>67,4</b>	<b>18,9</b>	<b>39,0%</b>
Fixe	25,4	36,8	11,4	44,9%
Eléments variables	5,6	10,0	4,4	78,6%
Charges patronales	17,7	26,8	9,1	51,4%
Personnel détaché	-0,2	-6,2		
<b>Autres charges de personnel</b>	<b>6,7</b>	<b>1,9</b>	<b>-4,8</b>	<b>-71,6%</b>
Frais de recrutement			0	nc
Formation		0,3	0,3	nc
Litiges et transactions			0	nc
Passifs sociaux	3,5	0,6	-2,9	-82,9%
Budget social institutionnel			0	nc
Autres	3,2	0,9	-2,3	-71,9%
<b>TOTAL CHARGES DE PERSONNEL</b>	<b>55,2</b>	<b>69,3</b>	<b>14,1</b>	<b>25,5%</b>
<b>Postes autorisés</b>	<b>677</b>	<b>663</b>	<b>-14</b>	<b>-2,1%</b>

## 4-3 Les résultats de l'organe central

### Perte de 1,3 Md€ sur actifs immobilisés

▶ Le résultat global sur actifs immobilisés, soit les filiales et participations, plonge à - 1,3 Md€.

▶ Les dotations aux provisions pour dépréciation des titres de participation expliquent en grande partie cette évolution : - 1,9 Md€ après -1,1 Md€ en 2019, dont :

- ▶ - 1 521 M€ sur Natixis,
- ▶ - 164 M€ sur CEGC,
- ▶ - 106 M€ sur BPCE International,
- ▶ - 102 M€ sur BPCE Factor.

▶ Ces dotations sont partiellement compensées par des reprises de provisions, à hauteur de 564 M€ (nettement moindres qu'en 2019) :

- ▶ + 453 M€ sur le Crédit Foncier,
- ▶ + 87 M€ sur la Banque Palatine.

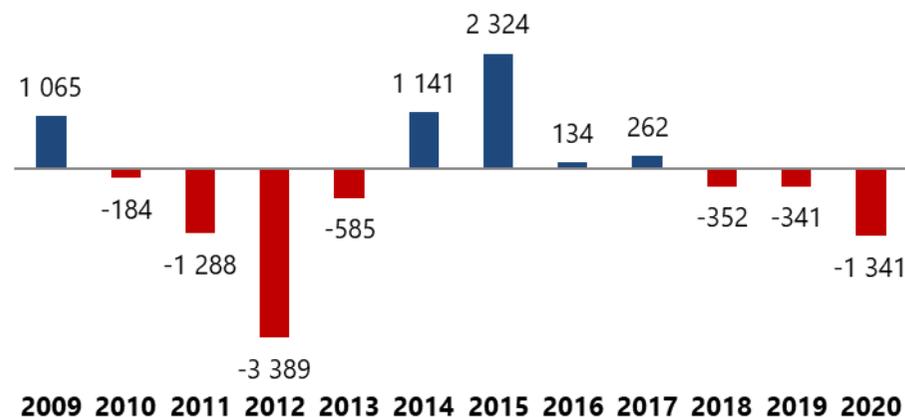
▶ Enfin le **résultat des cessions est quasiment nul en 2020** et recouvre deux évènements :

- ▶ La conversion des actions de préférence VISA INC Class C en Visa INC Class A pour un produit de 17 M€,
- ▶ Un mali de fusion de 11 M€ sur la TUP de GCE Asap (compensé par une reprise de provision).

#### Résultat sur actifs immobilisés

En M€	2016	2017	2018	2019	2020	Var.
Dotations aux dépréciations	-1 090	-262	-358	-1 142	-1 910	67%
Reprises de dépréciations	8	521	80	1 181	564	-52%
Résultat de cessions	1216	3	-74	-380	5	ns
<b>Résultat sur actifs immobilisés</b>	<b>134</b>	<b>262</b>	<b>-352</b>	<b>-341</b>	<b>-1 341</b>	<b>x 3,9</b>

#### Résultat sur actifs immobilisés (en M€)





## Partie 4 – L'Organe Central – BPCE SA

---

### 4-4 Valorisation de BPCE SA

## 4-4 Valorisation de BPCE SA

- ▶ En 2020, il a été décidé de **dissocier la valeur d'utilité, utilisée en référentiel français, de la juste valeur, en IFRS**, essentiellement du fait de la baisse significative des cours de bourse des sociétés cotées (en l'occurrence Natixis et CNP).
- ▶ Ainsi :
  - ▶ **Dans les comptes individuels en normes françaises**, et dans la suite de ce qui se faisait les années antérieures, la **valorisation de BPCE SA** se fera en **valeur d'utilité** (partant du principe d'un objectif de détention à long terme). Cette valeur, qui représente ce que l'entreprise accepterait de décaisser pour obtenir ces titres, dans cet objectif de détention, est basée sur les prévisions pluriannuelles actualisées (plans à moyen terme des différentes entités) et les prévisions de flux de trésorerie qui en découlent.
  - ▶ **Dans les comptes IFRS**, la **valeur de marché, ou juste valeur**, sera utilisée, ce qui conduit à prendre en compte le cours des titres des entreprises cotées à la date d'arrêté des comptes.
- ▶ Au 31/12/2019, la **valeur de BPCE SA était de 19 Md€, soit 9,5 Md€ pour chacun des deux réseaux**.
- ▶ Mais, rappelons que la **valeur brute des titres détenus** par les réseaux était de :
  - ▶ **8,3 Md€ pour les Banques Populaires**
  - ▶ **11,6 Md€ pour les Caisses d'Épargne et le Crédit Coopératif**.
- ▶ Cela **s'est traduit par le passé** :
  - ▶ Par une **dépréciation de 2 Md€ pour les Caisses d'Épargne et le Crédit Coopératif** (comptabilisée en compte de résultat) dans les **comptes individuels en normes françaises**, ; en revanche, du côté des Banques Populaires, rien n'a été comptabilisé, les titres étant simplement en plus-value latente (pas de comptabilisation en normes françaises)
  - ▶ Par des **ajustements de valeur (en capitaux propres) de – 2 Md€ pour les Caisses d'Épargne et le Crédit Coopératif et de + 1,2 Md€ pour les Banques Populaires**, dans les **comptes en IFRS**,

## 4-4 Valorisation de BPCE SA

### Valeur d'utilité - Rappel des principes clés

- ▶ La valorisation de BPCE SA repose sur :
  - ▶ L'actif net réévalué de BPCE SA
  - ▶ La valorisation de chaque filiale/participation sur la méthode des flux actualisés correspondant aux dividendes distribuables :
    - ▶ En prenant en compte l'exigence de fonds propres des entités,
    - ▶ Et déterminés sur une période de 5 ans (sur la base des plans à moyen terme à 4 ans et d'une extrapolation sur la 5<sup>ème</sup> année, dite année normative, sur laquelle est calculée la valeur terminale).
  
- ▶ La **valorisation de BPCE SA est donc calculée** sur :
  - ▶ La situation nette individuelle de BPCE SA en référentiel IFRS,
  - ▶ La réévaluation des filiales / participations,
  - ▶ La valorisation d'éléments non comptabilisés, à savoir la valeur des marques, Caisse d'Epargne et Banque Populaire,
  - ▶ Les coûts de structure de BPCE SA.
  
- ▶ **A fin 2020, la valorisation de BPCE SA dans une approche en valeur d'utilité s'élève à 20,2 Md€ (contre 19 Md€ à fin 2019), du fait :**
  - ▶ D'une **évolution favorable des paramètres techniques** (ratios prudentiels cibles, coût du capital)
  - ▶ De **l'impact positif de la mise en place de la nouvelle équation financière** sur les coûts de structure de BPCE SA.
  
- ▶ En normes françaises, ce **rehaussement de la valeur des titres BPCE SA** se traduit :
  - ▶ **Pour les CEP, par une reprise de dépréciation,**
  - ▶ Une absence d'impact pour les Banques Populaires, la réévaluation n'étant pas comptabilisée.

## 4-4 Valorisation de BPCE SA

### Valeur d'utilité - Une évolution favorable des paramètres techniques

La hausse de la valeur des titres BPCE SA, recouvre des évolutions favorables des paramètres techniques :

▶ En premier lieu, des **exigences prudentielles**, avec en particulier :

- ▶ Pour Natixis, une exigence en CET1 de **9,29 % (contre 10,59 % en 2019)** et de 9,15 % en année normative (contre 9,45 % en 2019), cette réduction étant liée à la suppression du coussin contra-cyclique (50 pb), et la possibilité de couvrir son P2R en Tier 1 et Tier2 à hauteur de 43,75 % (Natixis étant la seule entité soumise au Pilier2),
- ▶ Pour les autres entités (**CFF, Palatine et Oney**) : **passage de 7,5 % à 7 %** de l'exigence en CET1 du fait de l'annulation du coussin contra-cyclique.
- ▶ Sur le pôle SEF, n'étant pas suivi prudemment, il est appliqué un taux de 10,5 % des RWA.

▶ Et par ailleurs, un **abaissement des taux d'actualisation, c'est-à-dire du coût du capital**, en lien notamment avec la baisse du taux sans risque, mais également des primes de risque spécifiques :

- ▶ **Natixis : 9,5 % contre 10,25 % en 2019**, avec une prime de risque spécifique qui passe de 2,75 % à 2,25 %, considérant que des décisions avaient été prises par le management sur un certain nombre de sujets (autocalls, H2O...). Cette prime de risque spécifique reste à 2,25 %, permettant d'obtenir un coût des fonds propres satisfaisant.
- ▶ **CFF : 9 % contre 9,5 %**,
- ▶ **Palatine : 8 % contre 8,5 % en 2019**, intégrant une prime de risque exceptionnelle de 0,25 % (sensibilité des prévisions au contexte sanitaire)
- ▶ **Oney : 8,75 % dont 1,25 % de prime spécifique**, correspondant au fait que l'on connaît moins bien les clients Oney.
- ▶ **SEF : 8 % en valeur d'utilité (8,5 % en juste valeur)**, contre 9,5 % en 2019.

## 4-4 Valorisation de BPCE SA

# Valeur d'utilité - Une évolution favorable des paramètres techniques

### Paramètres techniques

	2018				2019			2020		
	Coût du capital	Croissance long terme	Ratio cible	Durée PMT	Coût du capital	Croissance long terme	Ratio cible	Coût du capital	Croissance long terme	Ratio cible
Natixis	10,8%	2,0%	CET 1 : 10,25 %	3 ans	10,25%	2,5%	CET 1 : 10,59%	9,5%	2,0%	CET 1 : 9,29%
Crédit Foncier	12,0%		CET 1 : 10,75%		9,5%	na	CET 1 : 7,50%	9,0%		CET 1 : 7,0%
Banque Palatine	8,8%	2,0%	CET 1 : 7,25 %	3 ans	8,5%	2,0%	CET 1 : 7,50 %	8,0%	2,0%	CET 1 : 7,0 %
Oney								8,75%	2,0%	CET 1 : 7,0 %
SEF								8,00%	2,0%	CET 1 : 10,5 %
								8,5% en JV		

Ratio cible CET 1 pour Natixis : 9,15 % en année normative (contre 9,45 % en 2019)

## 4-4 Valorisation de BPCE SA

### Valeur d'utilité - Synthèse des travaux de valorisation

#### Synthèse des travaux à fin 2020 :

- ▶ **Natixis** : la valeur des **titres Natixis s'élève à 11,8 Md€**, soit une **dépréciation de 1,5 Md€** par rapport à 2019. Elle représente une **valeur par action de 5,3 euros**. Cette dépréciation, malgré une évolution favorable des paramètres techniques, résulte d'une détérioration des chroniques de résultat par rapport à ce que l'on avait antérieurement.
- ▶ **Pôle SEF** : largement **réapprécié sur 2020, à hauteur de 0,8 Md€, soit un montant global de 3,5 Md€**, avec néanmoins des **différences notables entre les entités qui le composent**. Rappelons qu'en 2019, le pôle SEF n'avait pas été testé au moment de la valorisation de BPCE SA car l'opération de rachat avait eu lieu début 2019. Les facteurs d'évolution sont :
  - ▶ D'une part des résultats en avance sur le budget (qui avait servi au moment de l'acquisition) pour le crédit à la consommation et le leasing,
  - ▶ D'autre part, une baisse des taux d'actualisation par rapport à ceux qui avaient été utilisés lors de l'acquisition, cet élément jouant très favorablement.
  - ▶ In fine, la **valorisation de BPCE Lease s'accroît de 122 M€ (soit + 12 %), et celle de BPCE Financement de 900 M€ (multiplication par 3,4) :**
    - ▶ Pour BPCE Lease, la hausse tient à la résilience de son plan d'affaires ; le résultat net passe de 58 M€ en 2020 à 3,5 M€ en 2024,
    - ▶ Pour BPCE Financement, les prévisions 2021-2024 sont nettement plus favorables que celles qui avaient été retenues lors de l'opération Smith avec, un RNPG 2020 de 68 M€ contre 50 M€ retenu dans la valorisation Smith et un RNPG estimé en 2024 de 94 M€ (vs 50 M€ pour l'opération Smith).
  - ▶ En revanche, **BPCE Cautions et BPCE Factor sont dépréciés, respectivement de - 164 M€ (soit 15 % de sa valeur d'acquisition) et -102 M€ (soit 57 % de la valeur d'acquisition de BPCE Factor)**. Différentes explications à cela :
    - ▶ La dépréciation de BPCE Factor tient essentiellement à l'évolution défavorable de sa chronique de résultat. En effet, cette entité est particulièrement touchée par le contexte de crise, compte tenu de son bilan très court, et du fort ralentissement de son activité lié à l'octroi des PGE.

## 4-4 Valorisation de BPCE SA

### Valeur d'utilité - Synthèse des travaux de valorisation

#### Synthèse des travaux à fin 2020 :

- ▶ La dépréciation de BPCE Cautions tient à une baisse de la rentabilité portée par celle du rendement des actifs. Ainsi selon la méthode d'évaluation proche de celle de l'embedded value, la valeur du portefeuille aurait tendance à diminuer avec une baisse de la valeur des affaires nouvelles tenant à l'augmentation du coût du capital du fait de l'allongement de la durée des crédits cautionnés et de la baisse des rachats anticipés projetés.
- ▶ *Notons que la valeur du pôle SEF inclut en 2020 les participations détenues dans Socfim et BPCE Solutions Immobilières pour respectivement 135 M€ et 7 M€.*
- ▶ **CFF** : la valeur de cette entité est réappréciée de 0,5 Md€, du fait essentiellement de l'évolution favorable des paramètres techniques (ratio CET1 et coût du capital) qui restent majeurs dans la valorisation de cette entité, avec, en outre, un PMT un peu meilleur que précédemment (baisse des remboursements anticipés).
- ▶ **Banque Palatine** : légèrement réappréciée (+ 0,1 Md€), compte tenu, là aussi de paramètres techniques plus avantageux et malgré un plan à moyen terme plutôt moins bon qu'antérieurement. 2021 risque de connaître une dépréciation des titres de cette entité du fait de son recentrage probable.
- ▶ **BPCE I** : légère dépréciation de 0,1 Md€.
- ▶ **CNP / Holassure** : la CNP subit une légère dépréciation de 0,2 Md€, qui correspond à l'évolution de l'embedded value
- ▶ **Oney Bank** : légèrement réapprécié de 0,1 Md€.
- ▶ **Coûts de structure** : voient leur **valeur augmenter de 1,8 Md€** avec la mise en place de l'Equation Financière.

## 4-4 Valorisation de BPCE SA

### Valeur d'utilité - Synthèse des travaux de valorisation

#### Valorisation BPCE SA

En M€	2018			2019			2020		
	Valeur retenue à 100 %	Valeur retenue en QP	ANR	Valeur retenue à 100 %	Valeur retenue en QP	ANR	Valeur retenue à 100 %	Valeur retenue en QP	ANR
<b>Evaluation situation nette</b>			<b>19,7</b>			<b>21,0</b>			<b>19,5</b>
<b>Principales filiales</b>									
<b>Natixis</b>	<b>21,8</b>	<b>15,4</b>	<b>-0,80</b>	<b>18,9</b>	<b>13,3</b>	<b>-2,1</b>	<b>16,7</b>	<b>11,8</b>	<b>-1,5</b>
Dividende exceptionnel Natixis									
<b>CFF</b>	<b>1,0</b>	<b>1,0</b>	<b>0,01</b>	<b>1,4</b>	<b>1,4</b>	<b>0,3</b>	<b>1,8</b>	<b>1,8</b>	<b>0,5</b>
<b>Holassure / CNP</b>	<b>3,3</b>	<b>3,3</b>	<b>0,20</b>	<b>3,3</b>	<b>3,3</b>	<b>-0,03</b>	<b>3,0</b>	<b>3,0</b>	<b>-0,3</b>
<b>BPCE International</b>	<b>0,2</b>	<b>0,2</b>	<b>-0,20</b>	<b>0,8</b>	<b>0,8</b>	<b>0,7</b>	<b>0,7</b>	<b>0,7</b>	<b>-0,1</b>
<b>Banque Palatine</b>	<b>0,7</b>	<b>0,7</b>	<b>-0,05</b>	<b>0,7</b>	<b>0,7</b>	<b>-0,2</b>	<b>0,8</b>	<b>0,8</b>	<b>0,1</b>
<b>Pôle SEF</b>				<b>2,6</b>	<b>2,6</b>	<b>-</b>	<b>3,5</b>	<b>3,5</b>	<b>0,8</b>
BPCE Lease					1,0		1,1	1,1	0,1
BPCE Financement					0,4		1,3	1,3	0,9
BPCE Factor					0,2		0,08	0,08	-0,1
BPCE Cautions					1,1		0,9	0,9	
Socfim					0,1		0,1	0,1	
BPCE Solutions Immobilières									
<b>Oney Bank</b>				<b>0,7</b>	<b>0,3</b>	<b>-</b>	<b>0,8</b>	<b>0,4</b>	<b>0,0</b>
<b>Autres éléments</b>									
<b>Charges de structure et trésorerie</b>			<b>-5,3</b>			<b>-4,6</b>			<b>-2,8</b>
<b>Marques</b>			<b>4,0</b>			<b>4,0</b>			<b>4,0</b>
<b>ACTIF NET REEVALUE</b>			<b>17,7</b>			<b>19,02</b>			<b>20,2</b>


  
**Augmentation de capital de BPCE SA entre  
2018 et 2019 de  
1 400 M€**

## 4-4 Valorisation de BPCE SA

### Valeur d'utilité – Retrait de la cote de Natixis

---

- ▶ En février 2021, BPCE SA a annoncé son intention d'acquérir les 29,3 % de Natixis qu'elle ne détient pas, par le biais d'une offre publique d'achat au prix de 4 euros par action.
- ▶ Après examen de l'impact de ce projet d'offre sur la valorisation de Natixis retenue à fin 2020, il a été considéré que cette opération ne remettait pas en cause la valeur retenue, la valeur d'utilité reposant notamment sur :
  - ▶ Des paramètres techniques,
  - ▶ Des plans d'affaires,
  - ▶ Une vision de détention et d'appartenance au Groupe à long terme.

## 4-4 Valorisation de BPCE SA

### Juste valeur - Synthèse des travaux de valorisation

- ▶ Contrairement à la valeur d'utilité, la **valorisation des titres BPCE SA dans l'approche à la juste valeur fait apparaître une baisse importante par rapport aux 19 Md€ retenus fin 2019, à 15,7 Md€ (- 3,3 Md€)**, ce qui se traduira dans les comptes IFRS des établissements par des ajustements de juste valeur sur ces titres (en variation des capitaux propres)
- ▶ Cet écart tient aux mauvaises performances boursières de Natixis et de la CNP depuis le 31/12/2019 :
  - ▶ Le cours de Natixis est passé de 4 euros par action fin 2019 à 2,6 euros au moment de la finalisation des travaux de valorisation,
  - ▶ Le cours de la CNP est passé de 17,8 euros à 13 euros par action.
- ▶ Ainsi, la valeur de ces deux participations a été revue comme suit :
  - ▶ **Natixis a été évaluée à 100 % à 11,9 Md€, soit 8,4 Md€ pour la quote-part BPCE SA, ce qui représente une baisse de 4,9 Md€** par rapport à fin 2019, et une valeur de **3,77 euros par action**. Cette valorisation s'appuie sur :
    - ▶ Le cours de bourse et les objectifs de cours des analystes de recherche,
    - ▶ Auxquels une prime de contrôle de 40 % a été appliquée.
  - ▶ **CNP a été évaluée à 2,2 Md€, valorisation fondée sur :**
    - ▶ Le cours de bourse et les objectifs de cours des analystes de recherche,
    - ▶ Et la valeur retenue lors de l'opération sur le capital de la CNP (prise de contrôle de la Banque Postale).
- ▶ A la demande des CAC, une **valorisation du pôle SEF à la juste valeur** a également été réalisée, pour aboutir à **3,3 Md€ (- 0,2 Md€ par rapport à la valeur d'utilité)** du fait d'une hypothèse plus conservatrice en termes de coût des fonds propres (8,5 % au lieu de 8 %).
- ▶ Au global, l'écart de la juste valeur avec la valeur d'utilité est de – 4,5 Md€, dont – 3,4 Md€ pour Natixis, - 0,8 Md€ pour la CNP et – 0,3 Md€ pour le pôle SEF.



## Partie 5 – Point sur les PGE

---

## 5 - Rappels sur le mécanisme de PGE : une garantie étatique pour soutenir la trésorerie des entreprises

### Une enveloppe de 300 Md€ de garantie étatique, avec une couverture allant de 70% à 90% du montant des prêts

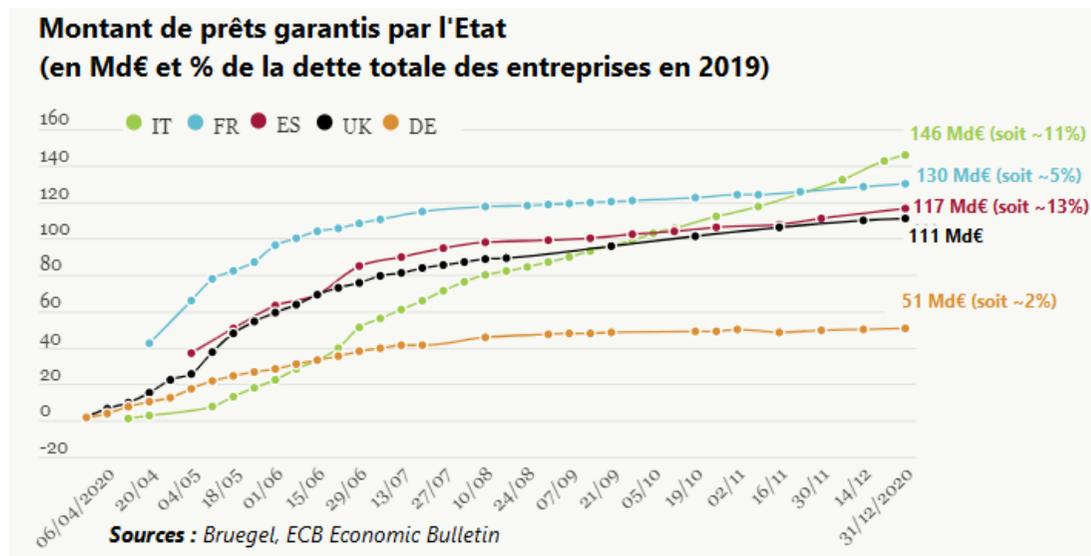
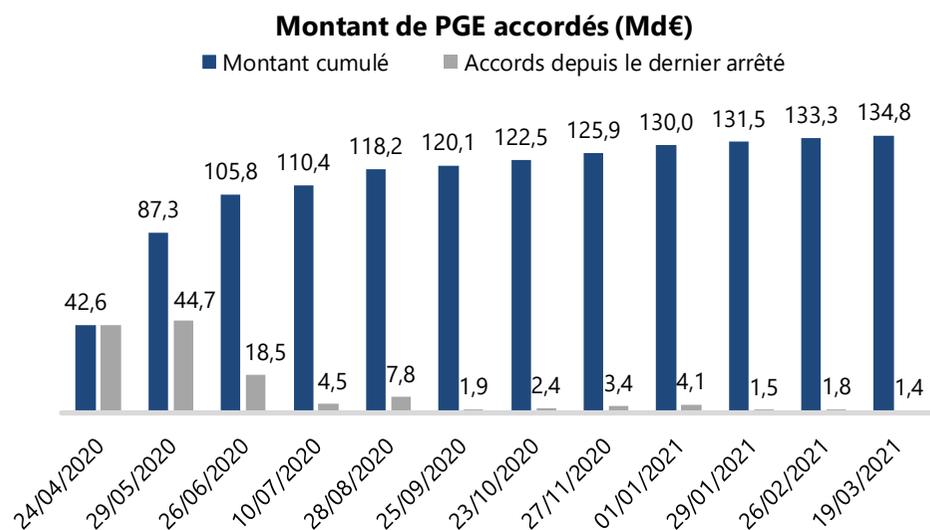
- ▶ Le système de prêts garantis par l'Etat (PGE) a été **mis en place lors du premier confinement** (mars 2020), avec un arrêt du dispositif initialement prévu fin 2020. Avec le reconfinement, le gouvernement a annoncé la **prolongation du PGE jusqu'à fin juin 2021**,
- ▶ Principe de base : **les entreprises peuvent souscrire un prêt garanti par l'État, via BPI France, auprès d'une banque** (ou depuis le 6 mai 2020, auprès de plateformes de prêt ayant le statut d'intermédiaire en financement participatif),
- ▶ **Selon la taille de l'entreprise**, la couverture de la garantie représente **entre 70% et 90 % du prêt** (capital, intérêts et accessoires restants). Les banques sont donc exposées à hauteur de 30 % à 10 % du montant des prêts,
- ▶ L'Etat a prévu une enveloppe de **300 milliards de garanties de prêts aux entreprises** (donc le montant total des prêts qui serait accordé par les banques peut être supérieur à ce chiffre),
  - ▶ **Le PGE peut couvrir jusqu'à 25% du chiffre d'affaires** (ou 2 ans de masse salariale pour les entreprises nouvelles ou innovantes /start-up),
  - ▶ Pour accompagner de manière plus forte les entreprises des secteurs liés au tourisme, un « **PGE saison** » a été mis en place en août 2020, avec des conditions plus favorables (plafond fixé au cumul des 3 meilleurs mois de 2019 contre 25% du CA annuel).

- 
- ▶ Sont exclus du mécanisme :
    - ▶ Les établissements de crédit ou sociétés de financement,
    - ▶ Les SCI,
    - ▶ Les entreprises faisant l'objet d'une procédure collective (hors conciliation).

### Des prêts à « prix coûtant » et un remboursement sur une durée à déterminer

- ▶ **Aucun remboursement n'est exigé la 1ère année.** Entre 2 et 4 mois avant la date anniversaire du PGE, **le choix pourra être fait entre rembourser immédiatement le prêt, l'amortir sur 1 à 5 années, mixer les 2 ou obtenir un nouveau différé d'1 an**,
- ▶ **Les banques se sont engagées en mars 2020 à octroyer ces prêts à « prix coûtant »**, avec un taux « proche de 0 % pour la première année, augmenté de la prime de garantie » (variant selon la taille des entreprises : 0,25% ou 0,5%). **Les taux d'intérêt n'ont été fixés que fin 2020**, au vu de l'incertitude de la situation économique et sanitaire à la date de début de mise en place. Ils sont compris **entre 1 et 1,5% pour les prêts remboursés d'ici 2023** et **entre 2 et 2,5% pour ceux remboursés jusqu'en 2026, garantie comprise**

## 5 - Le soutien de l'Etat et l'effort important réalisé par les réseaux bancaires ont permis un recours massif aux PGE en France (1/2)

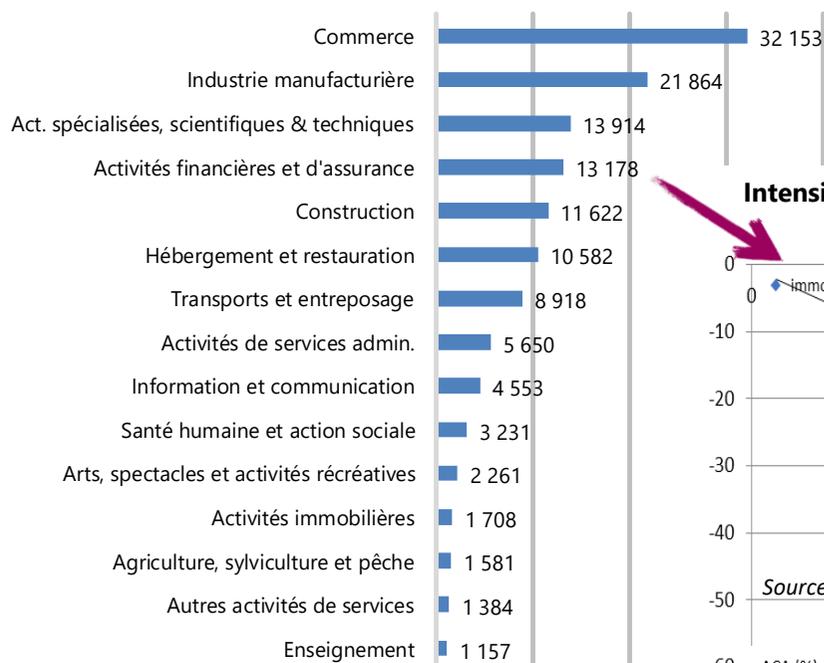


▶ La forte réactivité des réseaux bancaires a permis **une mise en place rapide du dispositif de PGE** (80% des accords réalisés à fin juin). Au 19/03/2021 :

- ▶ Avec **662 923 prêts** garantis par l'État pour un montant total de **134,8 Md€** (soit 203,3 k€ par dossier en moyenne), la France est l'un des **premiers pays d'Europe en termes de montants accordés**,
- ▶ Le **taux de refus** sur les demandes éligibles est de **2,8%** (source : Fédération bancaire française),
- ▶ **Deux secteurs d'activité totalisent 40 % des prêts garantis** : le Commerce est le premier bénéficiaire par le montant avec 24% des sommes garanties (32,2 Md€), devant l'Industrie manufacturière (17 % pour 21,9 Md€).
  - ▶ Comme pour les autres mécanismes de soutien (activité partielle, fonds de solidarité...), **le recours au PGE a plus fortement bénéficié aux secteurs les plus impactés par la crise.**
- ▶ A l'image du tissu productif, **89 % des bénéficiaires sont des très petites entreprises** (< 10 employés et 2 M€ de CA),
- ▶ **Les contreparties en difficulté** (cotation BdF 7 à 9 et P) **représentent 0,5% des encours accordés**. Plus de 70% des montants accordés concernent des entreprises dont la cotation est « correcte » à « excellente » (côtes 4 à 3++) ou ne font l'objet d'aucune information défavorable (autres cotations).

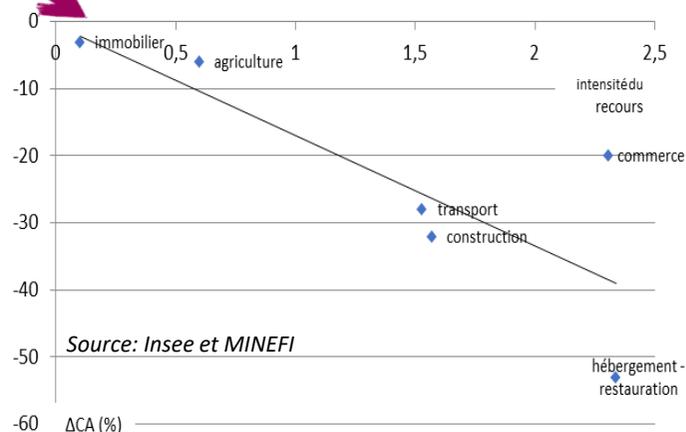
# 5 - Le soutien de l'Etat et l'effort important réalisé par les réseaux bancaires ont permis un recours massif aux PGE en France (2/2)

Montants accordés au 19/03/2021 (en M€)



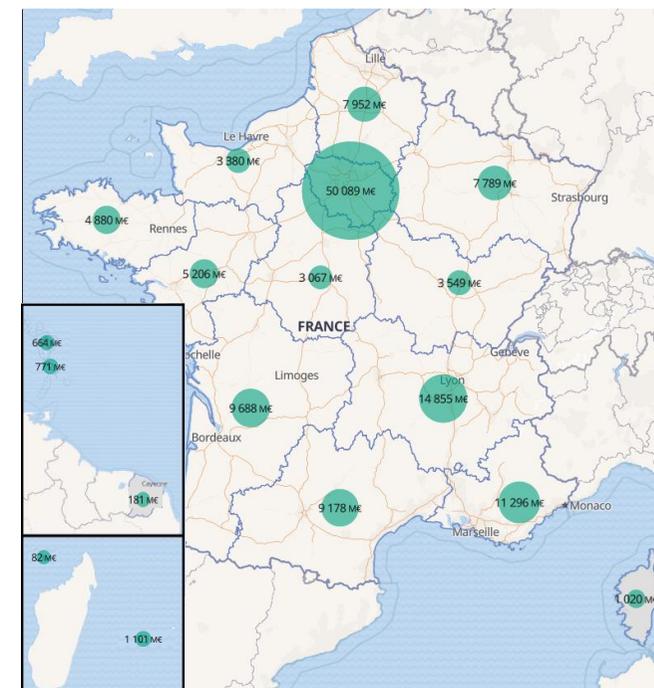
\*Rapport entre la part du montant des encours obtenus par le secteur dans le volume total de PGE, et la part du secteur dans la VA totale

Intensité du recours aux PGE\* et évolution du CA sur Q2 2020



Source: Insee et MINEFI

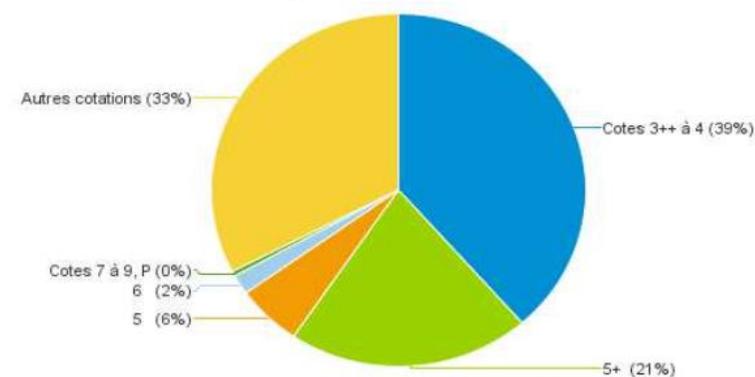
Montants de PGE accordés par région (19/03/2021)



Taille	Nombre de bénéficiaires		Montants accordés		Montant moyen accordé (en K€)	Part dans le tissu productif (en nombre d'entreprises, 2018)
	Nombre	Part dans le total	Encours	Part dans le total		
Grandes Entreprises	46	0,01%	16,712	12,40%	363 305	0,01%
Petites et Moyennes Entreprises	1 177	0,18%	14,902	11,06%	12 661	0,24%
Petites et Moyennes Entreprises	34 689	5,23%	46,955	34,84%	1 354	6,11%
Très Petites Entreprises	587 096	88,56%	53,592	39,77%	91	93,64%
Autres	39 915	6,02%	2,596	1,93%	65	-
<b>Totaux</b>	<b>662 923</b>	<b>100%</b>	<b>134,757</b>	<b>100%</b>	<b>203,28</b>	<b>100%</b>

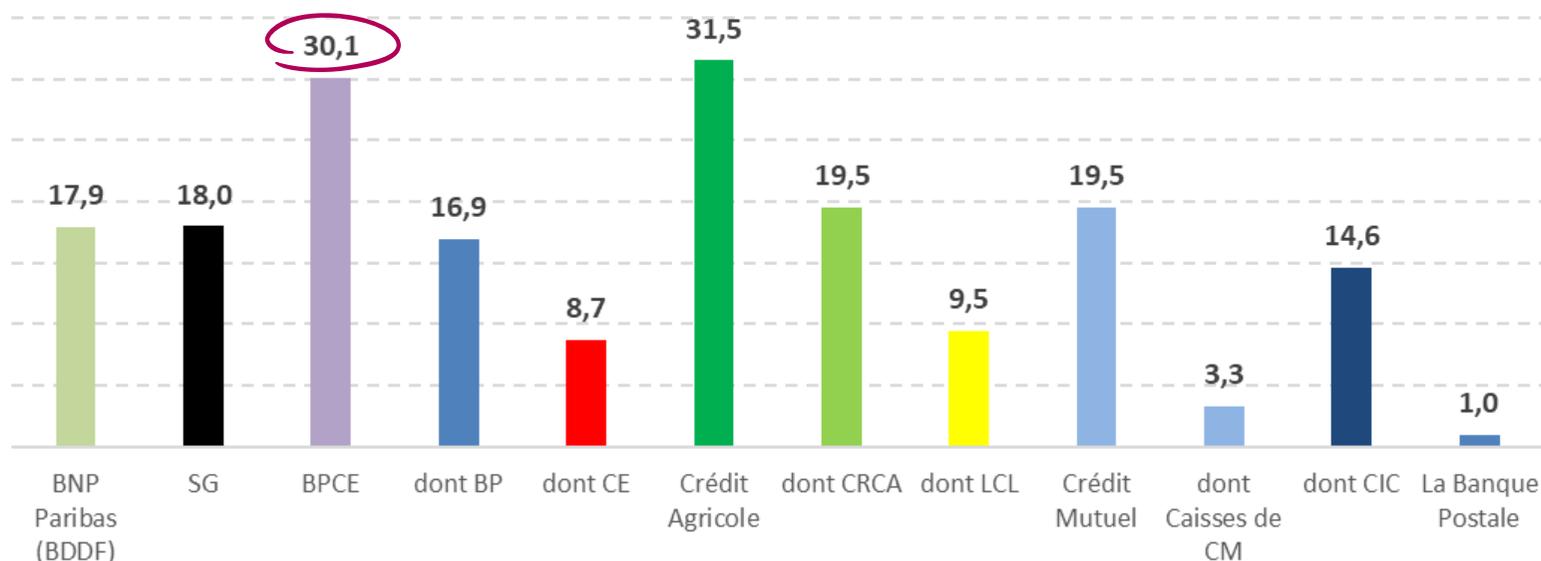
Tableau réalisé sans 6 960 siren invalides ou non reconnus, sans les non-résidents pour un encours de 1,197 milliards d'€

Montants accordés Suivi Banque de France au 19/03/2021



## 5 - Le Groupe BPCE a largement contribué au soutien de l'économie en distribuant 30,1 Md€ de PGE en 2020 (1/2)

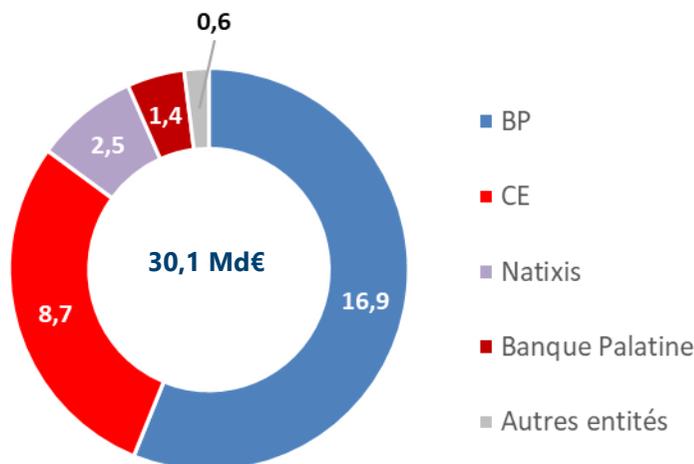
Volumes de PGE distribués par les principaux groupes bancaires français en Md€



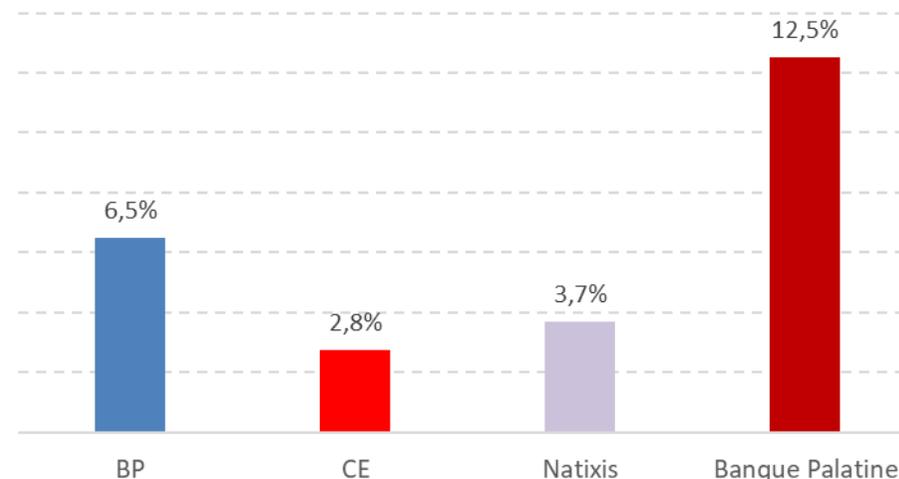
- ▶ En 2020, **les groupes mutualistes** (BPCE, Crédit Agricole et Crédit Mutuel) **ont distribué 62% des PGE en France**, une part prépondérante qui traduit leur poids sur le marché français et la structure de leurs fonds de commerce.
- ▶ En montant, avec 31,5 Md€ d'encours, **le Crédit Agricole apparaît au 1<sup>er</sup> rang** des groupes bancaires français, **suivi de BPCE** (30,1 Md€).
- ▶ **Le Groupe Crédit Mutuel ressort plus en retrait** à 19,5 Md€, avec des encours de PGE portés majoritairement par le CIC, plus exposé que les Caisses de Crédit Mutuel au marché des entreprises.

## 5 - Le Groupe BPCE a largement contribué au soutien de l'économie en distribuant 30,1 Md€ de PGE en 2020 (2/2)

Groupe BPCE - PGE à fin 2020 en Md€



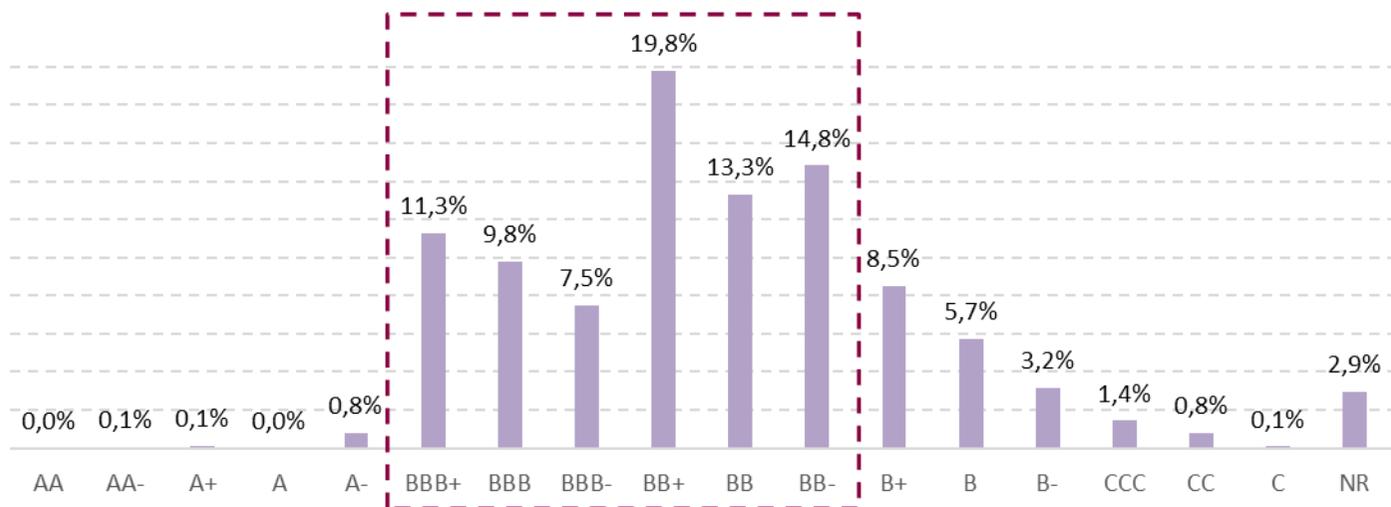
Part des PGE dans l'encours total de crédits



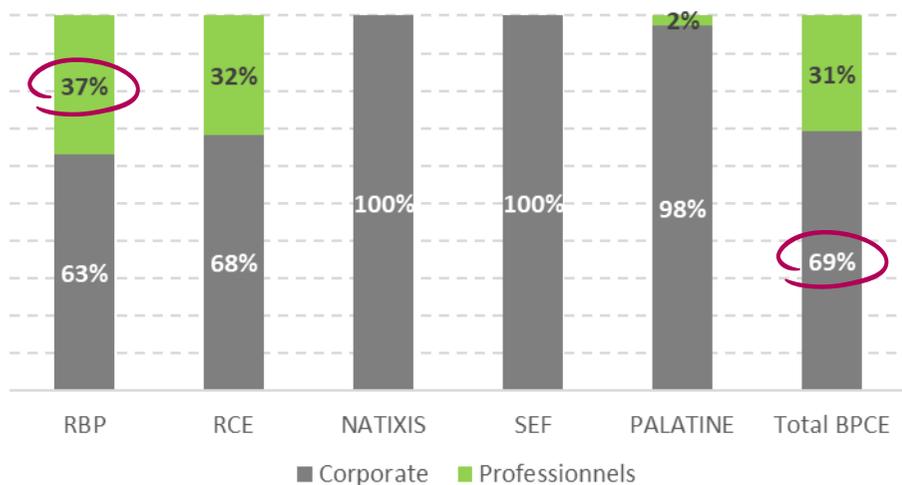
- ▶ **Le Groupe BPCE a adopté une stratégie offensive de distribution des PGE** en travaillant sur les axes réactivité et simplicité des process, avec pour objectif une proximité accrue avec ses clients.
- ▶ Au sein du Groupe, **les Banques Populaires ont distribué plus de la moitié des PGE (56%)**, à hauteur de 16,9 Md€, en raison de **leur taux de pénétration élevé sur les marchés des professionnels et des entreprises**.
- ▶ Moins implantées sur ces marchés, **les Caisses d'Epargne ont réalisé 8,7 Md€ de PGE**, soit 2,8% de leur encours total de crédits.
- ▶ Quant à **Natixis**, son encours de PGE représente **2,5 Md€**, un niveau qui reflète le fait que **les grands corporates ont eu faiblement recours aux PGE** comparativement aux TPE et PME.
- ▶ Du fait de sa forte exposition au marché des entreprises, **les encours PGE représentent une part significative des encours totaux de la Banque Palatine à fin 2020, soit 12,5%**.

# 5 – Près de 75% des PGE ont été accordés à des clients notés entre BBB+ et BB- tandis que la clientèle des entreprises représente près de 70% des encours de PGE

Répartition des PGE par notation Bâle II au 31/12/2020



Décomposition des encours PGE par marché

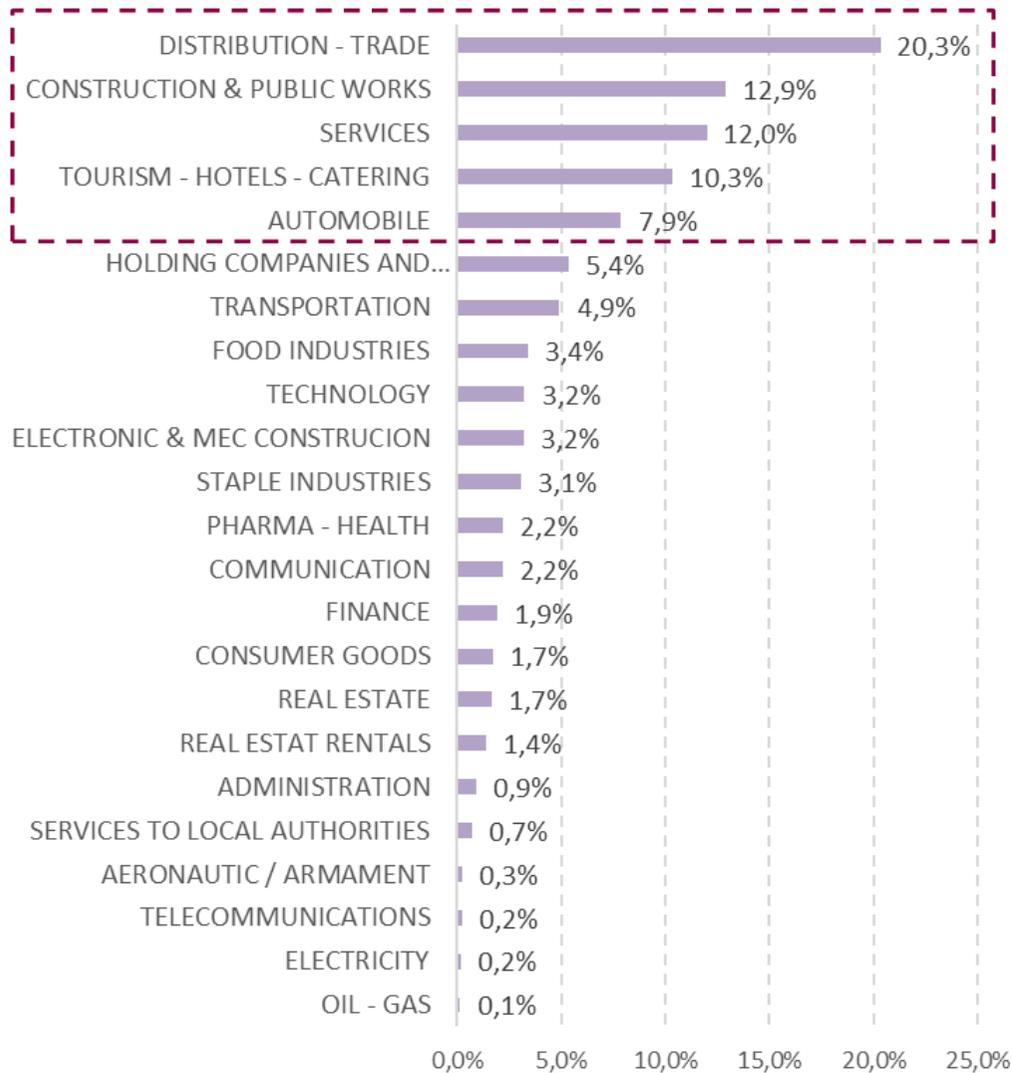


► Du fait de la structure de leur fonds de commerce, **la part des professionnels** dans les encours de PGE des Banques Populaires est supérieure à celle des Caisses d'Épargne : **37% vs 32%**.

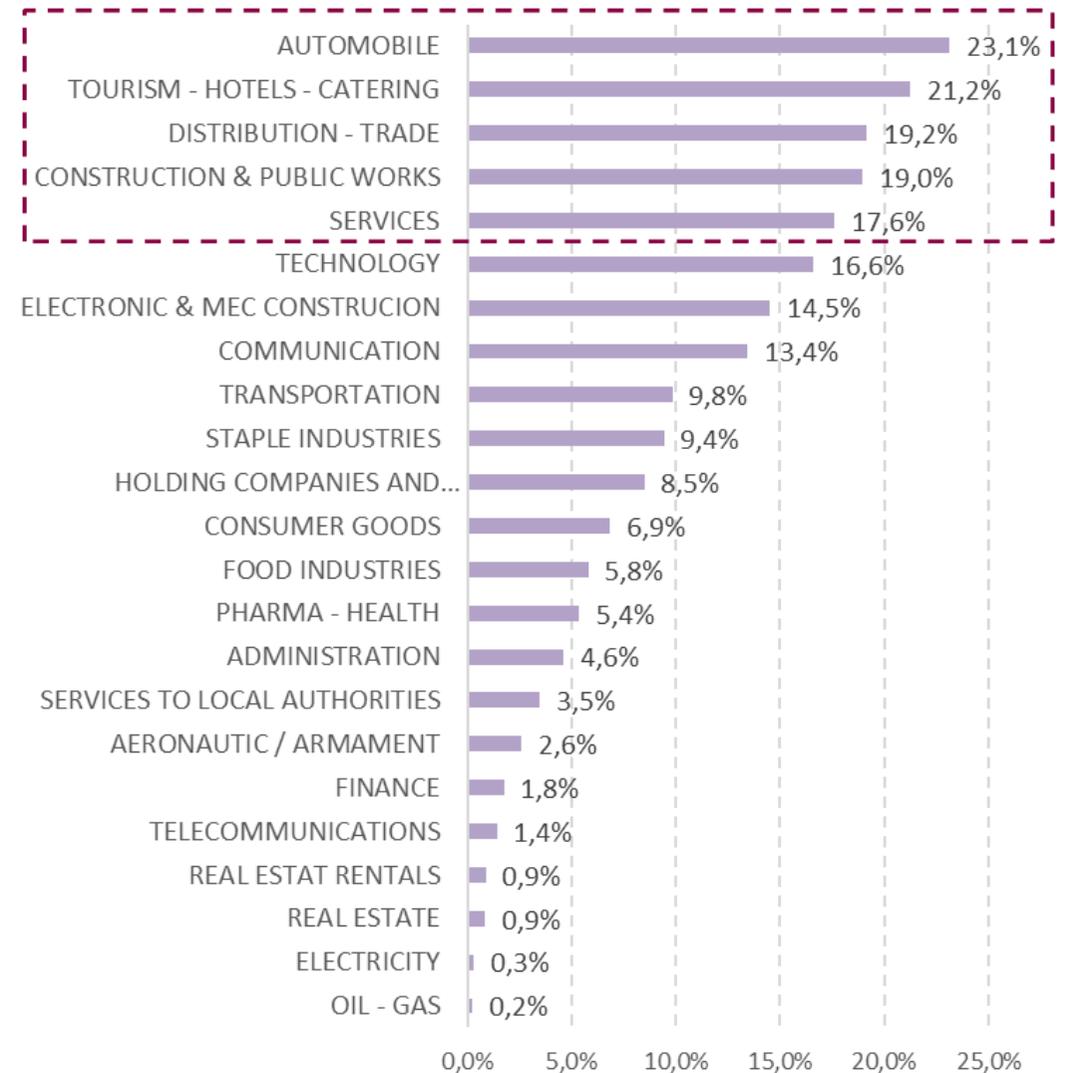
## 5 - Dans la tendance nationale,

# 5 secteurs d'activité représentent 63% des PGE octroyés par le Groupe BPCE : Distribution, Construction et Travaux Publics, Services, THR et Automobile

Répartition des encours PGE par secteurs d'activité  
au 31/12/2020 - Groupe BPCE

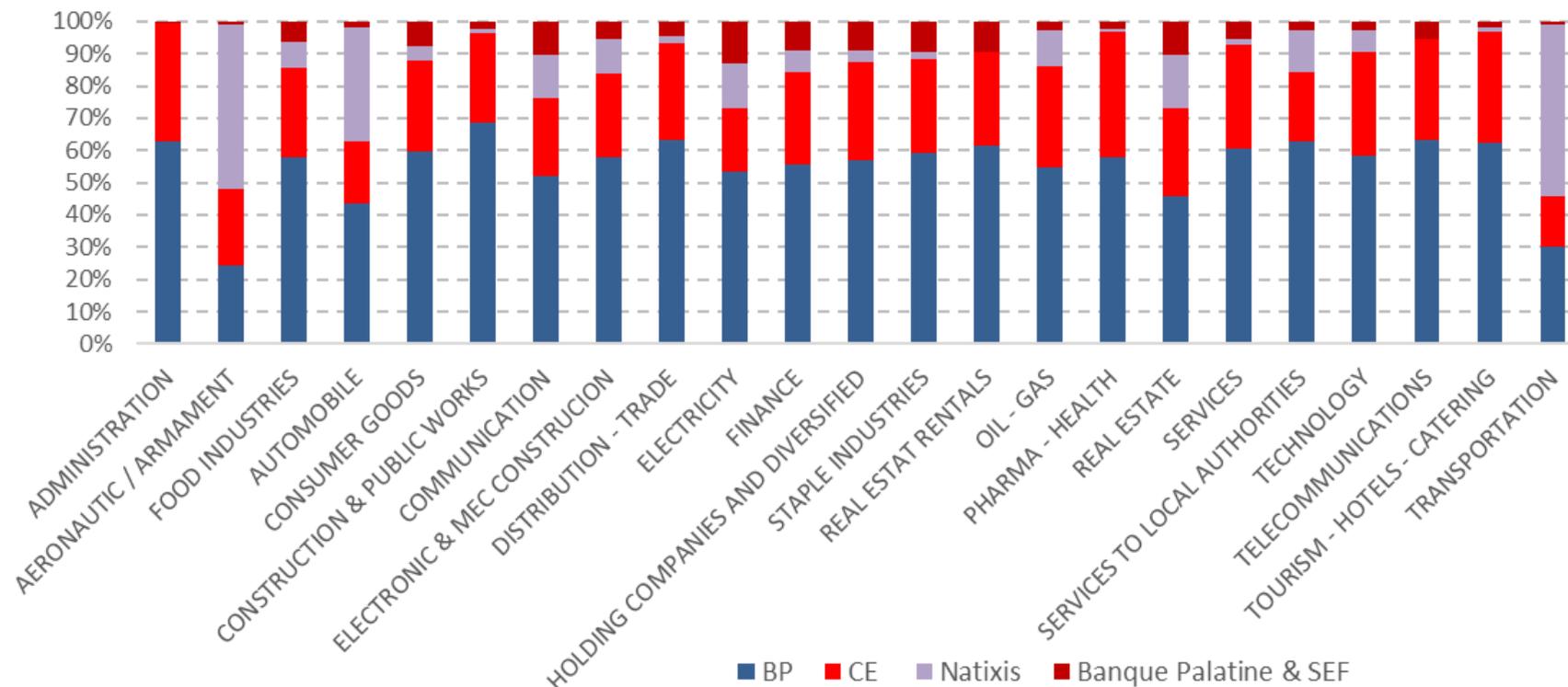


Part des encours PGE dans l'encours total par secteurs  
d'activité au 31/12/2020 - Groupe BPCE



## 5 – Répartition des encours PGE par secteurs d'activité et par entité du Groupe

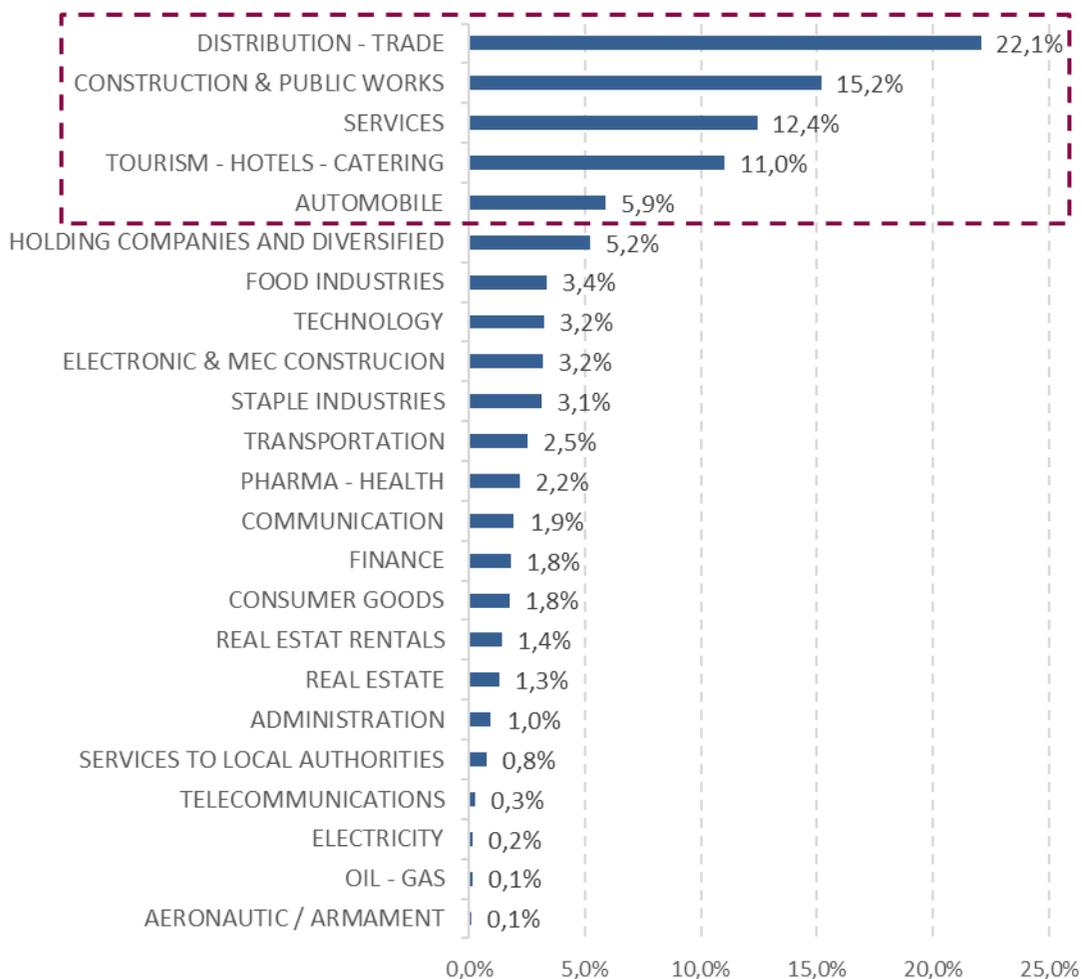
Répartition des encours PGE par entité et par secteurs d'activité



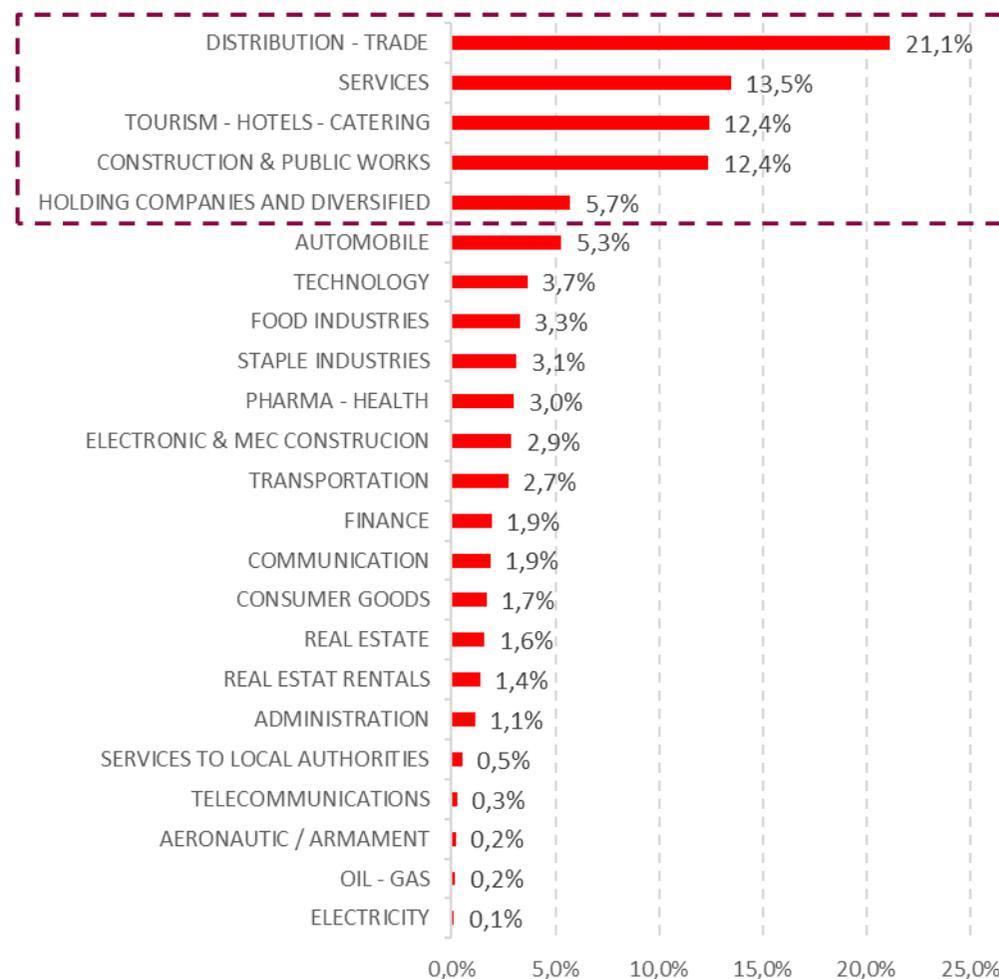
- ▶ A l'exception de l'aéronautique, de l'automobile, de l'immobilier (real estate) et des transports, **les Banques Populaires représentent plus de 50% des encours PGE octroyés dans tous les secteurs d'activité.**
- ▶ **Les encours PGE de la Banque Palatine sont concentrés sur 3 secteurs d'activité** : la distribution, les services et les holdings.

## 5 - Une structure d'encours PGE par secteurs d'activité assez proche entre BP et CE

Répartition des encours PGE par secteurs d'activité  
au 31/12/2020 - Banques Populaires

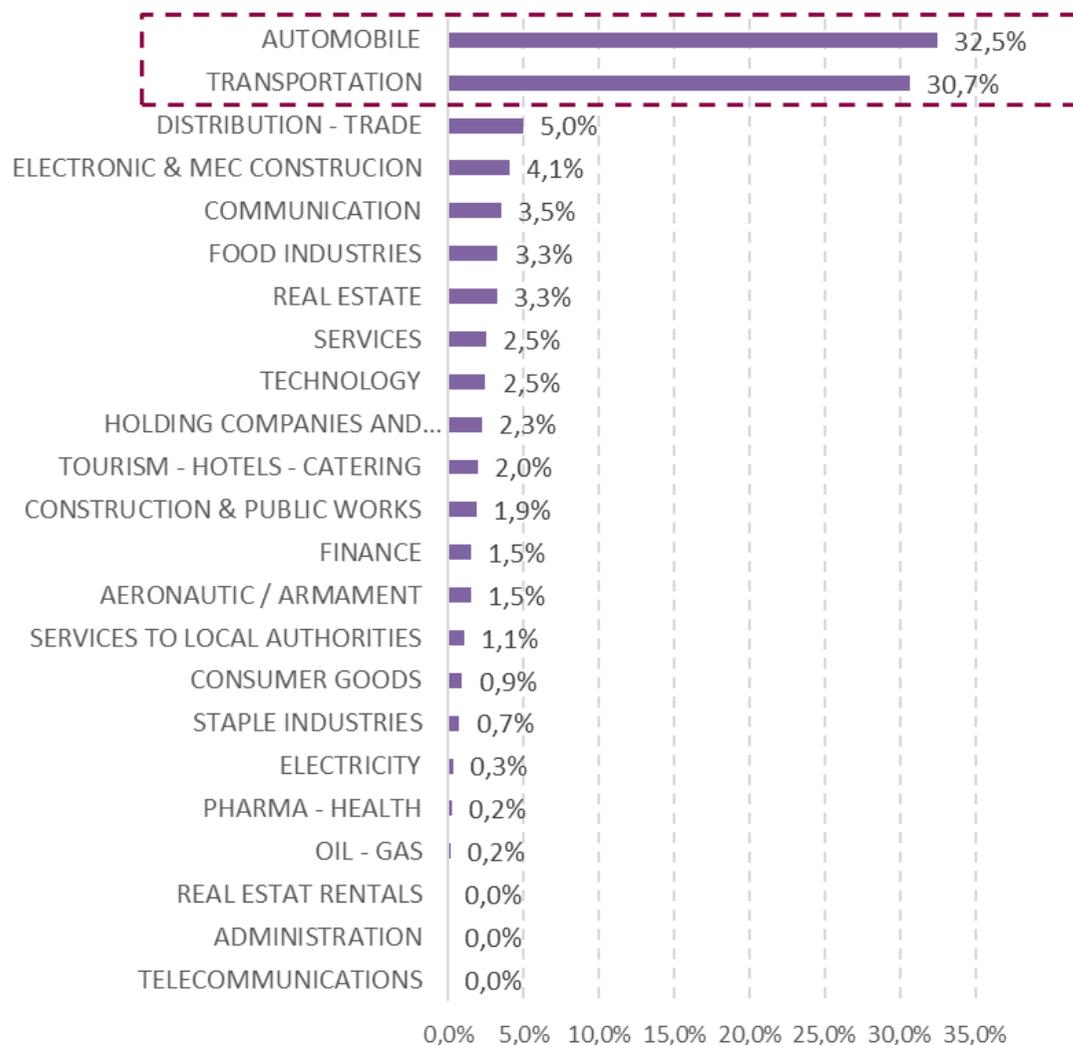


Répartition des encours PGE par secteurs d'activité  
au 31/12/2020 - Caisses d'Epargne



## Des encours PGE concentrés sur les secteurs de l'automobile et des transports

Répartition des encours PGE par secteurs d'activité  
au 31/12/2020 - Natixis

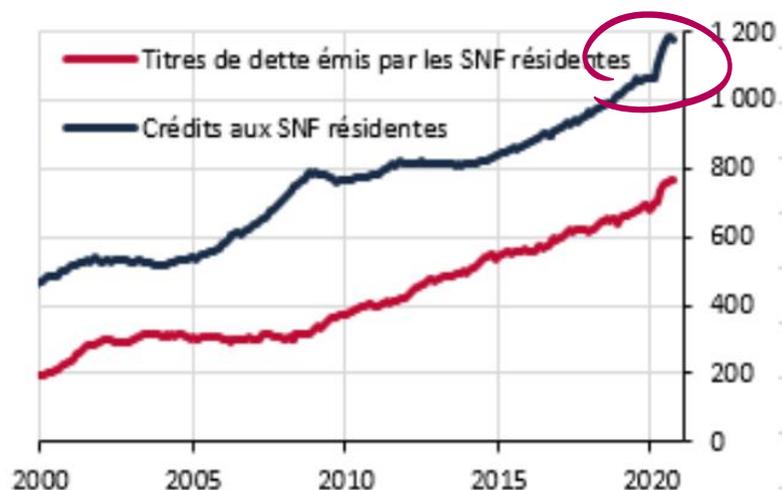


▶ Les encours PGE de Natixis sont concentrés sur deux secteurs d'activité, l'automobile et les transports, qui représentent en cumulé près de 63% du total.

▶ La répartition sur les autres secteurs est beaucoup plus granulaire.

## 5 - Un accroissement de l'endettement des sociétés non financières susceptible de fragiliser certains clients Professionnels ou Entreprises

### Endettement des Entreprises en France



Source : Banque de France

- ▶ Le décaissement des PGE a conduit à un **fort accroissement de l'endettement des Professionnels et Entreprises au niveau national comme pour les clients du CM MABN.**
  - ▶ En France, les PGE représentaient, fin août 2020, 5% de l'endettement des entreprises observé à fin 2019 (bancaire et financier).
  - ▶ **La variation de l'endettement net est moins significative** du fait de la conservation d'une part importante des PGE sur les comptes à vue.

- ▶ Si pour un certain nombre d'entreprises, le remboursement du PGE se traduira simplement par un recul simultané de l'endettement et de la trésorerie, **certaines pourraient rencontrer des difficultés à rembourser, particulièrement dans les secteurs les plus touchés par la crise** (hébergement-restauration, transport aérien, divertissement et loisirs, etc.).
- ▶ La FBF et BPI France évoquent **un risque de sinistralité de 4% à 7% sur les PGE**, ce qui représenterait, **pour le Groupe BPCE, entre 180 M€ et 320 M€ de pertes** (estimation SECAFI sur la base d'un niveau moyen de garantie pondéré à 85%).
- ▶ **Le risque pour le Groupe**, au-delà des seuls encours de PGE, **pourrait alors porter sur l'ensemble des engagements de ces contreparties.**

# Merci de votre attention !

